

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

ASPECTS

DE L'ESPAGNE FRANQUISTE

par FULANO

QUI RÉVENDIQUE L'HERITAGE CAPITALISTE ?

par L'ITINÉRANT

LA NOUVELLE CHINE

sous le signe du " front populaire "

par Robert FOOT

L'APPEL DE DAVID ROUSSET
aux anciens déportés des camps nazis

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 330 fr.
Un an 450 fr.

EXTERIEUR

Six mois 390 fr.
Un an 500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 32 - Novembre 1949

Aspects de l'Espagne conquise
Les territoires libérés : Qui revendique
l'héritage capitaliste ?
La nouvelle Chine sous le signe du « front
populaire »
En marge des martyrs de Chicago : La leçon
de Dietzen
Les syndicalistes de 1906 : Quand le Père
Fetard faisait la « Révolution »
Deux langages : Celui des universitaires
communistes, et le nôtre
L'U.R.S.S. concentrationnaire : L'appel de
David Koussiel aux anciens sportifs
Chronique sportive italienne
Le Congrès de la C.G.I.L.

Parmi nos lettres

Il faut une civilisation « ouverte »
(Réponse de Louzon)

Le Carnet du Citoyen

La grande misère des U.D. — Une éclatante
démonstration

La Renaissance du Syndicalisme

Du malaise du Livre à l'exclusion de
Bandiéri

Une initiative intéressante à Grenoble
(constitution d'un groupe d'études syndi-
calistes).

Le C.C.N. de la C.G.T.-F.O. des 22 et 23
octobre : Une force qui se cherche et
voudrait s'affirmer

Notes d'Economie et de Politique

L'Europe fout le camp ! Après l'Angleterre,
la Hollande. — A quand le tour de
la France ? — La guerre qui vient

L'Amérique défendra l'Europe. — Les mé-
decins entonnent les physiciens

Faits et documents

Les faits du mois. — Le congrès constitutif
de la nouvelle internationale syndicale.

— Le syndicalisme indien et le problème
de l'Asie. — Les ouvriers américains en
sont toujours à la tambalade à pierre.

Entre nous

Autour d'un universaire.

PULANO

L'ITINERANT

R. FOOT

M. NOLLI

M. CHAMBELLAND

G. WALUSINSKI

L'HOMME DE LA
EPE

J. PEYRABBE

R. LAPEYRE

F. MONATTE

R. HAGNAUER

R. LOUZON

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1^o De travailler à la renaissance du syndica-
lisme révolutionnaire, en faisant prédominer
dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit
de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser
le maximum d'action contre le patronat et
contre l'Etat ;

2^o De défendre l'indépendance du syndicalis-
me à l'égard du gouvernement comme à l'égard
des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949
comme en 1906. La théorie de la direction anti-
que du parti et des syndicats, c'est-à-dire du
rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la
division et à l'impuissance. La politique de la
présence, sans mandat ni garanties, rend la
C.G.T. dépendante du gouvernement ;

3^o De rappeler que l'unité syndicale implique
une maison confédérale habitable pour tous les
syndiqués, la démocratie syndicale étant respec-
tée du haut en bas de la C.G.T., les fonction-
naires syndicaux ne se considérant pas comme
une bureaucratie omnipotente et ne regardant
pas les syndiqués comme de simples contribu-
bles ;

4^o De participer à l'œuvre d'éducation syndi-
cale en procédant à l'examen des problèmes

pratiques et théoriques posés devant le mouve-
ment ouvrier, en préconisant la formation de
Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant,
dans la pratique journalière, qu'étudier et bien
se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5^o De lutter contre le chauvinisme qui désor-
te jusque dans la C.G.T. et la Fédération syn-
dicale mondiale. La place des travailleurs n'est
ni derrière l'impérialisme américain ni derrière
l'impérialisme russe. Elle est derrière une Inter-
nationale syndicale ne confondant son rôle ni
avec le Bureau international du Travail ni avec
l'Organisation des Nations Unies. Une Interna-
tionale qui appelle avec plus de force qu'il y a
cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir.
Chaque effort donné à une institution gouver-
nementale est un effort volé à la C.G.T. et à
l'Internationale ;

6^o De rappeler sans relâche que le syndicalis-
me ne peut s'édifier avec puissance que sur les
triples fondations de l'indépendance, de la lutte
de classes et de l'internationalisme ;

7^o De maintenir vivant le précepte de la Pre-
mière Internationale : l'émancipation des tra-
vailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs
eux-mêmes.

ASPECTS DE L'ESPAGNE FRANQUISTE

Ces notes n'ont d'autre prétention que celle, modeste, de donner au lecteur une idée de l'Espagne franquiste telle qu'elle peut apparaître à n'importe quel touriste.

D'autre part, comme je n'ai pu en aucun cas (on s'en doute !) aller puiser aux sources officielles, il est possible que les renseignements que j'ai recueillis, et notamment certains chiffres, ne soient pas rigoureusement exacts. Je crois cependant pouvoir garantir une approximation suffisante pour que leur caractère ne soit pas faussé.

Depuis longtemps déjà, le train a quitté la Catalogne et roulé, le long de l'Ebre, parmi les terres arides et désolées de l'Aragon. Des hommes vivent là, dans des demeures qui tiennent plus de la caverne que de la maison : que leur importe, à eux qui s'épuisent à gratter les quelques mètres de terre fertile le long du fleuve, que l'Espagne soit franquiste ou républicaine ! Toute leur ascendance a vécu comme eux, dans la même misère, depuis des siècles.

Le train ralentit, nous passons sur un pont en reconstruction.

— Encore un, me dit le jeune homme accoudé près de moi à la portière. Le vaste programme d'équipement que l'Espagne réalise en ce moment, aucun gouvernement n'avait osé l'entreprendre. Mais Franco s'y est attelé. Et vous voyez... C'est une des raisons de notre reconnaissance. Oh ! je sais bien que les Français ne le croient pas, mais tout le monde ici aime Franco. D'ailleurs, la presse française ne raconte que des mensonges sur l'Espagne.

— Il me semble que votre presse nous le rend bien quand elle parle de la France.

— Il suffit de réfléchir un peu : voilà plus de dix ans que le caudillo est au pouvoir. Comment s'y maintiendrait-il s'il n'avait la grande majorité du pays avec lui ?

Je pense à l'établissement de certaines démocraties populaires. Il continue :

— Bien sûr, la vie est difficile ici. Mais si l'Espagne est arriérée, à qui la faute, sinon aux gouvernements d'avant guerre ? Depuis 39, nous avons fait de grands progrès bien qu'il nous soit malaisé de nous équiper parce que les rouges ont emporté tout notre or. Nous savons qu'il nous faudra encore beaucoup de travail, beaucoup de sacrifices, pour relever la patrie, et nous y sommes prêts. Nous n'attendons rien de l'étranger. D'ailleurs, puisque vous avez lu nos journaux, vous avez dû voir que l'O.N.U. et le plan Marshall y sont l'objet de plaisanteries fréquentes.

Non, je ne l'ai pas vu. Mais cela ne m'étonnerait pas : ils sont trop verts... Je demande :

— Et les exécutions des antifranquistes, ce sont aussi des mensonges ?

Ma question le gêne. Il fait mine d'avoir mal compris, mais je suis certain que ma phrase est intelligible. Je la répète.

— Les exécutions ? Mais il n'y en a plus depuis des années ! Dans la période qui a suivi la guerre, bien sûr... Il s'est passé alors ce qui s'est passé chez vous après la défaite allemande. Mais c'est bien fini. Le caudillo a amnistié tout le monde.

— Les Espagnols réfugiés en France ne sont pas tout à fait de cet avis.

— Oh ! ceux-là ! Il n'y a que deux cas possibles : ou bien ils restent en France parce que la vie y

est plus facile, et alors ce sont des lâches. Leur place est ici, avec nous, pour relever la patrie par le travail et les sacrifices. S'ils voulaient rentrer, on ne leur demanderait rien que de travailler en paix à nos côtés. Ou bien ils ont du sang sur les mains et ils n'osent pas rentrer parce qu'ils savent qu'on punirait leurs crimes.

Là, je ne comprends plus.

Peu m'importe, d'ailleurs. Je n'ai plus rien à tirer de lui car il vient de me réciter tout son catéchisme, un catéchisme que d'autres déjà m'ont récité. Tout cela ne tient pas debout, mais c'est ce qu'on leur rabâche à longueur de journée par la radio, les brochures, les affiches.

Je reprends ma place dans le compartiment. Ici, on parle de la guerre. J'ai appris à tendre l'oreille quand j'entends prononcer le mot « guerre », et à classer les hommes d'après la façon dont ils en parlent. Car on ne peut pas éviter d'en faire mention, à plusieurs reprises, au cours de la conversation la plus banale : le pays porte encore trop de marques béantes des destructions et des combats. Mais la plupart des hommes se contentent de dire « pendant la guerre » comme ils diraient « pendant l'inondation ». Ceux-là ne sont pas avec Franco. Ils se sont battus avec les rouges ; ou bien, incapables de prendre parti, ils se sont laissés mobiliser par les généraux fascistes et regrettent peut-être maintenant leur indifférence. Ou bien encore, ils sont de ceux, si nombreux, qui s'étaient enrôlés chez les bleus, pleins de foi dans l'ordre nouveau, et qui ont fini par comprendre. J'ai connu à Barcelone une jeune femme qui m'avoua qu'elle était, dès avant les événements de 36, entrée dans la Phalange. Elle était alors étudiante, et parce qu'elle aimait sincèrement le peuple, elle ne pardonnait pas au gouvernement républicain sa faiblesse, voire son impuissance à bâtir dans le concret. Elle crut qu'il fallait donner au peuple espagnol l'unité et une morale. On lui offrait une morale qui disait se fonder sur l'amour du Christ et sur l'amour de la patrie. Elle accepta.

— Et en définitive, c'est pour établir la toute-puissance de la police de Franco que j'ai lutté. Nous sommes des milliers dans la même situation. Vers quoi voulez-vous que nous nous tournions, maintenant ?

Tous ceux-là, dans le train ou au cours de ces conversations qui se nouent si facilement en Espagne, dans la rue ou au café, au hasard d'une rencontre, tous ceux-là se contentent de mentionner la guerre quand ils ne peuvent faire autrement. Mais il en est d'autres qui ne perdent pas une occasion de vous dire négligemment : « J'étais alors à tel endroit... ». En clair, cela veut dire : « Je me suis battu pour Franco, moi ! Je suis un soldat de la libération de la patrie ! »

C'est à peu près sur ce ton que l'on parle dans mon compartiment, et chacun y va de sa petite

anecdote héroïque. Il en est une qui l'emporte, et de loin, sur les autres : c'est celle d'un type qui est allé se coller contre une mitrailleuse rouge que l'on ne parvenait ni à prendre ni à faire taire. Pendant que les servants de la mitrailleuse dégageaient son corps, ils étaient encerclés et tués. On a décerné au héros, à titre posthume, la plus haute décoration.

— C'est bien joli, la décoration à titre posthume, mais ça ne l'empêche pas d'être mort.

— Il est tout de même présent, dit le type du coin d'un ton sans réplique.

Je le regarde. Il y a un moment déjà que j'ai remarqué sa gueule stupide : encore un qui s'est cultivé à grands coups de slogans d'affiches, de slogans comme celui-ci par exemple : « Le vulgaire dit que José Antonio est mort. Mais la Phalange sait que José Antonio vit. » (1)

Saragosse. Le jeune homme du couloir descend. Je ne saurai jamais s'il croit les balivernes qu'il m'a étalées tout à l'heure, ou s'il a peur. Et voici que monte un prêtre, suivi de quatre ou cinq jolies femmes. On l'entoure, on l'installe avec beaucoup de babillages à la place restée libre, on place ses bagages dans le filet. Il compte : « ...six, sept. » Où est donc la huitième valise ? On s'agite ; éclats de rire, cascades de paroles inutiles, on retrouve la valise, enfin. Et il faut se quitter.

— Adios, padre. Faites un bon voyage.

— Adios, padre. Passez un hiver heureux.

Il sourit, serre les mains, longuement. Ah ! combien elles doivent regretter un pareil confesseur ! Il est jeune — 35 ans, tout au plus — beau, et quelle attachante simplicité, quelle sérénité dans le sourire ! La sérénité d'un homme en paix avec sa conscience, d'un homme qui sert du même coup son dieu et sa patrie, la plus catholique des patries. C'est la même sérénité, je pense, qui illuminait le sourire de ses ancêtres les inquisiteurs. (On m'a dit que les curés étaient parmi les meilleurs racleurs de la Phalange.) Et ce n'est pas d'ailleurs, fantaisie que de parler ici de l'Inquisition : car, si les tribunaux n'existent plus, la même terreur religieuse est entretenue, à l'intérieur des églises, par l'architecture et la décoration. Si, comme beaucoup de croyants le reconnaissent, la pénombre des hautes voûtes colorées par les vitraux, l'odeur de l'encens, le chant des orgues, facilitent ce qu'ils appellent les contacts avec la divinité, il est incontestable que la nature du cadre exerce une influence directe sur la nature de ces contacts. Or, alors que beaucoup de cathédrales françaises atteignent à la grandeur et matérialisent — si l'on peut dire — un élan, dans la plupart des églises espagnoles (2) au contraire, on est saisi dès l'entrée par une lourdeur qui confine au grotesque. Le peuple de Cervantes, de Velasquez, de Goya, on dirait qu'il a fait taire son intelligence quand il a construit ses églises, pour n'écouter que sa seule terreur, une terreur pesante qui oppresse.

Et aujourd'hui, la terreur policière propre à tous les régimes totalitaires se singularise en Espagne en ceci qu'elle est exercée par la triple force de l'armée, de la police et de l'Eglise.

L'Eglise est inféodée à l'Etat et, à la fois, lui sert de support. On peut même dire sans exagérer qu'elle est partie intégrante de l'Etat. Les soldats

(1) José Antonio fonda la Phalange sous la République. Il fut pris et exécuté par les Rouges en 1936. La grande artère de Madrid, autrefois nommée « Gran Vía », s'appelle maintenant rue José Antonio. Chez les bien-pensants — et chez les hypocrites — son portrait voisine souvent avec celui de Franco.

(2) Je ne prétends évidemment pas avoir vu toutes les églises. En outre, il faudrait mettre à part celles du Sud, imprégnées d'art mauresque.

tués dans les armées fascistes sont « tombés pour Dieu et pour l'Espagne », Franco est « chef de l'Espagne par la grâce de Dieu ». Et on m'a dit un peu partout que pour un commerçant ou pour qui-conque possède un peu de bien au soleil, il est « préférable » d'aller à la messe. Quant au clergé, il aurait conservé l'esprit des croisades et serait tout prêt à reprendre les armes, le plus naturellement du monde, contre l'infidèle. Mais il s'agirait, cette fois, de l'infidèle de son propre pays s'il s'avisait de se révolter.

La domination de l'Eglise, peut-être ne se manifeste-t-elle nulle part aussi nettement que dans la condition où la femme espagnole est maintenue. Les vieux préjugés, qui chez nous sont maintenant l'apanage d'une catégorie plus ou moins ridicule, conservent en Espagne toute leur force. Et je n'ai pas pu ne pas éclater de rire lorsque, pour la première fois, j'ai entendu un Espagnol — qui se croyait libéré de toute emprise morale émanant du régime ou des curés — employer avec le plus grand sérieux l'expression « perdre l'honneur » à propos d'une femme. C'est que, pour la jeune Espagnole, le pucelage constitue la pièce maîtresse de la dot et les parents, vous pouvez m'en croire, font tout ce qu'il faut pour la préserver, cette pièce maîtresse ! La jeune fille ne sort le soir que dûment chaperonnée, et le « Noviazgo », qui revêt quelques unes des apparences extérieures du flirt, en diffère profondément en ce sens qu'il est tout entier orienté vers un mariage éventuel et que l'un des partenaires rompaît immédiatement s'il découvrirait que l'autre est animé d'intentions moins pures ; les deux « novios », d'ailleurs, ne peuvent guère s'isoler dans des endroits où ils risqueraient de « faire le mal ». En bref, on peut dire que la femme espagnole ne quitte la domination de ses parents que pour entrer sous celle de son mari. Elle est, aux yeux de l'homme, un être second sans autonomie, fait pour lui appartenir. Elle se maquille outrageusement, aime les bijoux volumineux et les oppositions violentes de couleurs, mais on l'astreint au nom de la Pudeur à certaines règles vestimentaires. Et pas seulement dans les églises, mais jusque sur les plages où son costume de bain doit comporter une petite jupe ! Enfin, des étudiantes m'ont affirmé que, dans certaines facultés, il leur était difficile d'obtenir des diplômes parce que les professeurs n'aiment pas que les filles étudient.

Pour ce qui est des mœurs policières, il suffit de dire que Franco n'a rien à envier à ses maîtres en dictature. Policiers armés de mitraillettes dans les rues, policiers armés de mitraillettes dans les trains et les gares, policiers en civil qui contrôlent les papiers d'identité, délateurs professionnels, délateurs par couardise, il nous a été donné d'être informés de tout cela en France à propos d'autres pays et de le vivre quelque temps dans le nôtre. Un exemple montrera jusqu'à quel point est poussée la surveillance :

Quand vous prenez un billet de chemins de fer, vous êtes tenu d'inscrire sur une fiche spéciale en double exemplaire votre nom, votre adresse, l'endroit d'où vous venez et celui où vous vous rendez. L'employé conserve l'un des exemplaires ; l'autre, vous devez le présenter à toute réquisition dans le train. Cette petite formalité permet à la police, non seulement de connaître tous les déplacements, mais aussi — la délivrance d'un billet comportant automatiquement l'attribution d'une place numérotée — de reconstituer exactement un mois ou un an plus tard la composition d'un train déterminé !

Et, bien entendu, il y a des innombrables récits d'arrestation, de détention, d'exécution. Car l'Espagnol s'ouvre volontiers de ses souffrances, il suffit de le prendre à part et de le mettre en

confiance. Bientôt arrive une question dans le genre de celle-ci : « Et en France, que pense-t-on de notre régime ? ». Et puis c'est le tableau, toujours le même, d'un peuple qui crève de faim, pieds et poings liés, et qui n'a seulement pas le droit de se plaindre :

D'abord, la misère. Les chiffres sont éloquentes. Comme à peu près tout ce qui se mange est contingenté et que les rations sont dérisoires, il faut situer les salaires par rapport aux prix du marché noir. (Par jour, 100 gr. d'un pain de très mauvaise qualité. Quant aux attributions bimensuelles, on m'a affirmé en plusieurs endroits qu'on pouvait s'en nourrir pendant deux jours, à condition de n'avoir pas grand appétit.) Un ouvrier gagne, en moyenne, de 20 à 30 pesetas par jour — et dans beaucoup d'usines on ne travaille pas plus de deux jours par semaine, faute d'électricité. Une dactylo, 350 à 400 pesetas par mois, un manœuvre des trams ou des chemins de fer à peu près autant. Or, le kilo de pain coûte de 10 à 15 pesetas selon les régions, le kilo de pommes de terre jusqu'à 30 pesetas ! (15 seulement dans certaines régions du Sud). Comment faire ? Les allocations des « Seguros » (Sécurité sociale et allocations familiales) sont insignifiantes ; on cesse d'ailleurs d'y avoir droit lorsqu'on perçoit un salaire de 240 pesetas pour une semaine. Aussi, il est des ouvriers qui, au sortir de l'usine, partent dans la campagne à la recherche du repas du soir de leur famille, espérant le trouver chez le paysan à meilleur prix qu'au marché noir. Et puis — cela vaut encore mieux que de les voir mourir de faim — on envoie les gosses dans la rue à la chasse aux pourboires : ils se précipitent dans les cours des gares pour ouvrir les portes des taxis, vous arrachent presque vos bagages pour les porter, vendent des journaux dans les gares au passage des trains, vendent le dimanche soir dans les rues de Madrid des bouts de papier qui portent les résultats sportifs de la journée, etc. Un nombre incalculable de gens, d'ailleurs, vit en Espagne du pourboire. Depuis le type qui se charge de faire la queue pour vous à un guichet jusqu'à celui qui vous vend dans la rue des billets de loterie : 10 pesetas la dixième plus une peseta de pourboire. Innombrables aussi sont les mendiants : sur les petites lignes, ils grimpent dans les trains et font leur quête entre deux stations. Dans les villes, ils sont partout : il y a la femme en haillons, un bébé crasseux sur les bras, qui se plante devant vous et tend la main, le vieillard qui se traîne parmi les tables aux terrasses des cafés et qui répète sans fin : « J'implore une aumône, j'implore une aumône... ». Il y a aussi, c'est le plus triste, le gamin qui vient à vous sans vergogne et qui vous dit : « Donnez-moi un sou. »

Mendicité, et aussi, bien entendu, prostitution et tuberculose ; la trilogie est au complet. A Barcelone, la proportion des filles de la classe ouvrière que la faim conduit sur le trottoir atteindrait 40 % ! Quant aux sanas, il les faudrait cinquante fois plus nombreux pour recevoir tous les malades.

Et cependant, on s'efforce de « sauver la face ». Sans doute parce qu'on n'a pas le droit de dire ce que l'on pense mais aussi, à coup sûr, parce que cela convient à la légendaire fierté espagnole.

— Ne vous y trompez pas, tout est faux ici, me dit-on. De l'apparente tranquillité du peuple qui chante volontiers jusqu'aux prix affichés dans les vitrines, tout est faux. Tout le monde vit d'expédients, au jour le jour. A commencer par Franco.

Car le caudillo « par la grâce de Dieu » n'a pu, comme Hitler, asseoir sa domination et rallier indifférents et sceptiques, ni par des succès économiques ni par des succès militaires. Tout ce qu'il entreprend pour maintenir sa domination sur un pays hostile, au milieu d'une économie délabrée,

se révèle, pour peu qu'on veuille ouvrir les yeux, une sinistre bouffonnerie. Il suffit, par exemple, de prendre le train, pour découvrir où en est le « vaste programme de reconstruction et d'équipement ». Des locomotives qui doivent bien avoir trente ans d'âge s'essoufflent à traîner de vieux wagons sales et en nombre insuffisant. Le rapide (sic) Barcelone-Madrid qui, trois fois par semaine seulement relie les deux villes les plus importantes du pays, met 14 heures pour parcourir quelque 600 kilomètres. Pour traverser l'Espagne d'est en ouest, il faut 34 heures de chemin de fer — sans compter le temps que l'on perd à attendre les correspondances. De plus, je n'ai jamais vu un train arriver à destination avec moins d'une heure de retard, et un retard de deux heures n'étonne personne.

Quant à la reconstruction, si les chantiers paraissent nombreux, les travaux n'avancent guère et le peuple, le cœur gros, prend le parti d'en rire. Dans les faubourgs de Madrid, les terrassements encore frais imposent au touriste la pensée de la guerre : comme les hommes, la terre ici n'a pas encore trouvé l'apaisement. Parmi les constructions de la nouvelle Cité universitaire se dresse un immeuble démantelé, « El Palacete », les murs littéralement rongés par la mitraille, les grilles hachées, tordues. Un de ces immeubles sans doute qui furent pris et repris plusieurs fois pendant le siège. On a démolé les autres, et je pense que si l'on conserve celui-là c'est pour entretenir la flamme guerrière au cœur des étudiants.

Franco prétend aussi construire des habitations à bon marché pour les ouvriers actuellement entassés dans des pièces trop étroites. Seulement, le prix des loyers est bien trop lourd pour l'ouvrier et d'ailleurs, les murs à peine montés, tous les logements sont déjà attribués par influence.

Sur le plan purement économique, il faut citer, entre autres mesures stupides, un « dumping » dont un enfant de 12 ans eût pu, par avance, prévoir l'effet. Les producteurs de coton réclamaient la liberté des prix et commençaient à montrer les dents. Franco prit les dispositions suivantes : les producteurs devraient livrer 40 % de leur production au gouvernement pour l'exportation, puis satisfaire les besoins (considérables) de l'armée et de la Phalange, à un prix dérisoire. Le peu qui resterait après ces prélèvements pourrait être mis en vente libre sur le marché intérieur. Conséquence : le prix de ce coton « libre » serait tel que personne ne pourrait l'acheter et déjà des fabriques ont été contraintes de fermer.

Comme à peu près toutes les entreprises du caudillo font preuve du même génie que ce dumping, tout le pays lui est hostile. Pour la classe ouvrière, cela va de soi. Et aussi pour la classe qui se nomme elle-même « moyenne ». On dit souvent qu'il n'y a pas de classe moyenne en Espagne, et c'est un peu vrai. Néanmoins, le groupe social constitué par les commerçants, les ingénieurs, certains fonctionnaires, les membres des professions libérales, etc., vit moins mal que le prolétariat. Mais il a, tout au plus, les mêmes conditions d'existence que l'aristocratie ouvrière en France, et cela ne lui suffit pas : un ingénieur débutant gagne 1.800 pesetas par mois soit, au cours du change 18.000 francs, et le métier d'ingénieur est hautement considéré. Aussi, très rares sont les gens de cette classe qui possèdent une voiture et on ne voit guère dans les rues que le taxi archaïque (de vieilles voitures françaises pour la plupart) ou la voiture américaine du capitaliste ou du favori de Franco. Hostilité donc, chez cette classe qui se voudrait moyenne et qui souffre, elle aussi, du manque de liberté.

Restent les gros bonnets de la finance, de l'industrie ou de la terre. Mais la plupart pleurent les jours heureux du règne d'Alphonse XIII et sont

royalistes. (La seule opposition politique tolérée, qui a même sa presse.)

La Phalange même, après lui avoir donné ses esclaves les plus disciplinés, serait prête à abandonner Franco : elle exigeait une dictature plus ferme !

Et le pauvre caudillo, son peuple réduit au silence par la police, a encore à concilier les désirs libéralistes du capital avec les exigences d'autorité de la Phalange. Car, hormis quelques hurluberlus, il n'a plus à sa dévotion que la soldatesque, qu'il recrute sans peine parce qu'il la paie bien et lui octroie des rations supplémentaires de ravitaillement. Peut-il compter sur le clergé ? On ne voit pas pourquoi celui-ci ne s'accommoderait pas d'une « dictature plus ferme » ou même d'un roi qui lui donnerait de bonnes garanties.

Arrivé à cette certitude que près des neuf dixièmes de la population sont contre Franco, on se demande pourquoi rien n'est tenté de l'intérieur pour l'abattre, ou tout au moins pourquoi il n'existe pas d'organisation de résistance de quelque envergure. Il y a bien quelques partis « rouges » qui essaient d'entretenir une vie clandestine et aussi des guerilleros irréductibles à qui il arrive d'exécuter dans la rue des délateurs ou des assassins. Il y aurait même — je n'ai pas pu les entendre — trois émetteurs clandestins qui fonctionneraient régulièrement. Mais ce sont là des manifestations éparses, sans cohésion, le malheur résidant justement en ceci qu'il ne peut pas y avoir de cohésion. Le même individualisme forcené, le même tempérament exclusif qui est le propre de l'Espagnol et qui, dans sa forme la plus généreuse a donné l'anarchisme, s'oppose à une éventuelle unité d'action, ferme hermétiquement chacun des groupes à toute concession. Cela, tous le sentent et, bien qu'ils n'aiment pas l'avouer, la terreur d'une nouvelle guerre civile les hante. Renverser Franco, ils le voudraient, bien sûr, mais après ?

— Il faudrait s'unir...

Mais ils ne se font pas d'illusions. Alors, ils ne savent plus, l'espoir est mort, l'horizon complètement bouché :

— Tout ce que nous pouvons faire, c'est nous efforcer de vivre, m'ont dit quelques-uns.

Ce dénuement-là, il est bien pire que la misère matérielle, et rien ne leur permet d'en sortir. Certains parlent de quitter l'Espagne, mais c'est difficile, presque impossible, à moins que l'on ne consente à aller en Argentine :

— Quitter Franco pour trouver Peron, ce n'est pas la peine.

Pour ne pas sombrer, ils pourraient essayer de lire. Mais, à supposer qu'ils aient de l'argent pour acheter des livres, les ouvrages qu'ils trouveraient en librairie ne leur seraient pas d'un grand secours. Livres spécialisés pour étudiants, traités d'économie ou de politique à la gloire de la Révolution nationale-syndicaliste, romans de pacotille, traités du type « les secrets du succès », voilà à peu près tout ce qui emplit les vitrines des libraires.

Et il ne reste même pas à l'Espagnol l'espoir d'arracher ses enfants à la misère intellectuelle et morale où lui-même croupit. Car ce n'est pas, bien entendu, l'école primaire qui se chargera d'ouvrir à l'esprit de l'enfant des vues non conformistes. Et un prolétaire ne peut pas songer à envoyer son fils au collège puis dans une faculté où, en dépit d'un enseignement partisan, son jugement aurait quelques chances de se développer. A peine quelques membres de la classe moyenne y parviennent-ils, car les études sont très longues et, partant, coûteuses. Certes, le S.E.U. (Syndicat Espagnol

Universitaire) organise des cantines, octroie des bourses et se pique d'appliquer la règle suivante du programme de la Révolution nationale : « L'instruction sera organisée de telle sorte qu'aucun talent ne puisse se perdre par faute de moyens pécuniaires. » Voilà qui est bien. Mais d'abord, et selon les informations que j'ai pu recueillir, il n'existe que peu ou pas de bourses pour l'enseignement secondaire. Celles que distribue le S.E.U. n'intéressent que les étudiants des facultés, et elles sont peu nombreuses : le Syndicat cite lui-même le chiffre — dont il est fier — de 954 bourses pour l'année scolaire 48-49. Et encore, si les boursiers n'étaient choisis, comme on le prétend, que pour leur seul mérite ! Malheureusement, on est en droit de supposer qu'interviennent aussi, et en premier lieu, des considérations de fidélité au régime.

Toutefois, si sur le plan de l'aide matérielle le S.E.U. n'est pas capable d'appliquer la règle qu'il s'est fixée, il est un autre objectif pour lequel il met en œuvre de grands moyens : rappeler à l'étudiant qu'avant d'être étudiant il est Espagnol, c'est-à-dire au service de la patrie, c'est-à-dire enfin et surtout au service de Franco. Apprendre à l'étudiant la discipline et la servitude, c'est ce que le S.E.U. appelle « compléter sa personnalité », « l'arracher au danger de la tour d'ivoire ». La plus caractéristique des réalisations dans ce sens est sans doute le Service social que l'étudiant accomplit pendant une bonne partie des vacances d'été. On l'envoie dans des camps où il exécute des travaux agricoles utiles mais où on l'habitue surtout à se fondre dans la collectivité. « Méthodes allemandes », me dit un Français établi là-bas. Et une étudiante : « On nous y apprend des idioties sur la politique. On tente aussi de nous pénétrer, plus ou moins indirectement, du droit divin de Franco au pouvoir ».

La devise « Tout pour la patrie » est inscrite au fronton des écoles comme à celui des casernes, mais elle ne paraît pas avoir grand succès. Dans un café de Madrid, j'ai entendu des étudiants exprimer sans retenue l'ennui que leur causent ces camps de vacances et parler des combinaisons possibles pour écourter leur temps de service. Mais le gouvernement a prévu cela : il leur offre la possibilité d'un service plus court... dans les Milices Universitaires où l'on apprend la vertu militaire et le maniement du fusil au nom de la « Fraternité des Armes et des Lettres immortalisée par Cervantes ».

**

Si l'on essaie de découvrir le lien qui unit tous les aspects hétéroclites de la vie espagnole, de ce peuple que l'on épuise au nom d'une misérable politique de grandeur, on ne trouve, en définitive, que la mégalomanie d'un médiocre. S'il veut l'Espagne grande, c'est pour pouvoir paraître et se croire lui-même grand. Il n'est pas d'autre explication valable. La grandeur, certes, il ne l'a pas atteinte, mais il réussit à se maintenir au pouvoir, et c'est le peuple espagnol qui en fait les frais.

« Une, grande libre », proclament les armes franquistes :

L'Espagne une est dispersée en France et en Amérique latine, divisée sur son sol même en groupes antagoniques,

L'Espagne grande crève de faim, mendie, prostitue ses filles,

L'Espagne libre est en train de vendre aux États-Unis sa base navale de la Corogne,

mais Franco et sa terreur demeurent.

FULANO.

QUI REVENDIQUE L'HÉRITAGE CAPITALISTE ?

Francfort

Les hauts fonctionnaires anglais et américains commencent à respirer. La démocratie allemande — de l'Ouest — se met à fonctionner et bientôt les problèmes économiques, sociaux et internationaux pourront être résolus sans que toute la responsabilité des solutions retombe sur les bureaux. Sans doute les journaux publieront-ils de temps à autre des attaques acérées contre telle ou telle mesure imposée ou conseillée par l'occupant, sans doute les discours de leaders politiques chargeront-ils le gouverneur militaire — déguisé en civil — ou le haut commissaire de noirs desseins. L'essentiel est de ne plus être en contact direct avec la masse diverse, mouvante, compliquée des populations allemandes.

Encourageons la démocratie donc qui place un solide tampon entre les directives lancées par les ministères de Washington ou de Londres et leur application qui fait gémir les producteurs-consommateurs allemands. L'épaisseur des intermédiaires amortira les chocs en retour.

Il est moins dangereux de réprimer une grève avec des schupos qu'avec des soldats des troupes d'occupation.

Certes, les choses n'en vont pas mieux, ni s'en trouvent moins compliquées. La reconstruction ne porte que sur les églises, les cinémas et les locaux administratifs et commerciaux. Le ravitaillement est médiocre et les salaires sont bas. La jeunesse ricane devant la vie qui s'ouvre et les anciens préfèrent la dure discipline des systèmes de sécurité à la liberté sans espoir.

Du moins les électeurs allemands ont-ils le choix entre l'armée rouge et les renards de l'Occident. Il s'agit d'un choix qui élimine les hésitations. Du tout cuit : plutôt la prostitution que le viol. Au moins ça rapporte. Mieux vaut coucher dans les caves que d'habiter les baraquements du Grand Nord ou du Turkestan. Vivent les mines de la Ruhr et à bas les charbonnages de Silésie ! Même les jeunots de 19 ans comprennent ça et viennent renforcer la civilisation américano-européenne en traversant la frontière verte. Louzon possède des adeptes qui ne connaissent pas Louzon.

Mais en partant de la nécessité de se payer des harengs et des pommes de terre, comment arriver au socialisme ? Partant des prolétaires jouissant — depuis peu — de quelques droits et de quelques libertés, comment créer un mouvement ouvrier qui ne soit pas remisable dans le magasin d'armes pour être utilisé à l'occasion de la prochaine guerre ?

Voilà comment se pose la question sociale à ceux qui, ahuris de sous-consommation, avertis de travail et les yeux miteux de sommeil en retard, se souviennent malgré tout qu'il n'est point d'espoir sans volonté, qu'il n'existe pas d'action sans lucidité, et que le suicide commence le jour où la confiance est placée dans un avenir dont on n'est pas le forgeron.

Ce qui frappe le plus, c'est l'étalage de démocratie formelle, et l'absence de démocratie réelle. Il y a des partis, il y a des journaux, il y a des syndicats, il y a des mouvements. Mais ce sont là des appareils qui vivent sur eux-mêmes, et qui ne prennent contact avec les masses allemandes qu'au travers des slogans électoraux, et qui ne s'attaquent aux réalités que par le canal des tuyauteries d'Etat, mises en place et aménagées par les autorités d'occupation. Le jeu des intérêts intervient sans doute, mais par quels chemins compliqués. Il n'y a que les Heuss et les Adenauer qui apparaissent clairement ce qu'ils sont : des gens qui veulent en revenir rapidement à un capitalisme « normal », grâce à une circulation libre de capitaux qu'encouragent les Américains.

Les chrétiens de gauche, les socialistes, eux, crient plus haut qu'ils ne pensent loin, s'empêtrent dans les mots d'ordre ouvriéristes et nationalistes, manœuvrent pour apparaître les représentants qualifiés de la classe ouvrière pour se servir ensuite des droits de représentation.

Que de vieux dans cet appareil, que de revenants, que de moniteurs sclérosés. Les efforts tentés pour recruter et former des cadres jeunes, pour réchauffer les vieux os par du sang neuf ne rendent pas, ou à peine. Les jeunes se méfient, et s'il fallait les lancer dans la grande aventure, il faudrait autre chose que des petits calculs.

Mais de démocratie vraie, travail de compréhension et courage de l'intervention, nous n'en voyons pas, ou trop peu.

Pas d'effort coopératif pour résoudre le problème du logement, pas de tentatives pour aménager dans un esprit collectif et volontaire le problème du ravitaillement. En fait, pas de velléité prolétarienne pour saisir l'occasion de la défaite et mettre à profit le « no man's land » social pour s'installer.

Sans doute est-ce là le résultat de longues décades de discipline, de parti ou de régime, et c'était la volonté des militaires agissant au nom des puissances libératrices. Cela n'en est pas moins grave.

Il y a des petits groupes révolutionnaires : débris spartakistes, tronçons de fractions d'opposition, rescapés de camps et d'exils, fidèles à des initiales autrefois glorieuses. Mais tout cela n'est que trace du passé. Il faut le savoir, quelle que soit la sympathie que nous ayons pour ceux qui ont tenu au milieu des tempêtes. C'est déjà une façon de les aider. Car ces camarades, sans moyens, sans liens solides, sans matériel, peuvent et doivent être utilisés. Ils ont à reprendre souffle, et à regarder les événements, les éléments de la situation, avec des yeux neufs.

Ce vieil anarchiste de Berlin, qui gratte des pfennigs pour entretenir la correspondance avec l'extérieur et renouer les fils d'une internationale de solidarité, qui enregistre sans ciller les nouvelles d'arrestations de ses compagnons en zone soviétique ou les perquisitions de la police militaire britannique dans les lo-

caux amis de Hambourg, ne se faisait pas d'illusions : « Il faut répondre aux problèmes présents, avec des réponses d'actualité, avec les moyens de maintenant. Toute la littérature de propagande est périmée. Si nous voulons prouver que notre doctrine, notre conception de l'histoire, notre morale, nos formes d'organisation sont les seules valables, il nous faut les premiers répondre au chaos, et dans le désespoir d'aujourd'hui trouver les éléments de notre victoire. Dans ce désespoir et non dans les livres. »

Saisir les occasions qu'offrent la défaite militaire et le chaos social au prolétariat, c'est pour le mouvement ouvrier allemand, aujourd'hui, se montrer capable d'étudier, de présenter et d'imposer des solutions aux problèmes que la bourgeoisie allemande durement frappée dans son pouvoir ne peut résoudre provisoirement que par une exploitation méthodique du prolétariat, qu'avec le secours tutélaire de détenteurs de capitaux étrangers. C'est en premier lieu, pour la classe ouvrière allemande, la revendication des entreprises et sources de matières premières, tombées en déshérence.

Il n'y a guère que quelques milieux syndicalistes qui aient posé le problème de cette façon, et encore l'ont-ils fait avec des hésitations, en noyant l'essentiel dans des considérations bien pensantes. L'essentiel cependant réside dans cette déclaration de Carlo Schmidt, chef de la fraction social-démocrate au parlement de Bonn : « Pas de Hitler sans Thyssen — Pas de Thyssen si le prolétariat gère les mines et les aciéries de la Ruhr. » Et il précise : « Il ne s'agit pas de nationalisations ou d'étatisations. Il s'agit de collectivisation, c'est-à-dire de gestion directe par les travailleurs, avec la participation des communes et des régions intéressées. »

Bien sûr, la confiance que nous avons dans la constance et la fermeté des positions social-démocrates est des plus réduites. Et il faudrait précisément des militants jeunes et ardents pour défendre ces solutions, pour les propager, pour les amener dans les faits.

Mais ce qui est intéressant dans certains points du programme du S.P.D. — que ces points soient considérés essentiels par la direction ou tout simplement qu'ils aient été inscrits pour flatter certaines traditions ouvrières de la Ruhr — c'est qu'ils dépassent singulièrement les « audaces » des partis français. Et par là même mettent les « gens de gauche » de France en fâcheuse position.

Ainsi l'internationalisation de la Ruhr n'est pas rejetée par les socialistes allemands, mais ils ajoutent : « A condition qu'il en soit de même pour la Sarre et la Lorraine. » Et du même coup tout le problème de la fédération européenne se trouve posé en termes non équivoques.

En ce qui concerne la gestion collectiviste des industries clés, quelques expériences sont en cours, notamment dans certains établissements de sidérurgie et de métallurgie de la Ruhr. Le système des trois directeurs (un pour la technique, un pour les questions commerciales, un pour le social) fonctionne. Il s'agit non pas de représentants directs des travailleurs, mais de techniciens désignés par un conseil d'administration composé en partie par des délégués ouvriers et employés, en partie par les anciens actionnaires, et souvent par des délégués de l'autorité militaire d'occupation.

Nous sentons là le danger technocrate, et le passage presque naturel du pouvoir aux

maines des « compétences ». Remplacez ce système dans un régime totalitaire et le corporatisme se trouve solidement charpenté. Considérez ce système comme un point de départ et faites peser sur lui tout le poids de l'action ouvrière, et vous pouvez espérer une issue socialiste, ou du moins le maintien et la possibilité de développement du contrôle ouvrier de la gestion ouvrière.

Il n'y a guère que le bulletin de l'U.C.E.S. qui ait signalé ce phénomène, ici en France. Et cela aussi est significatif de l'ignorance des problèmes allemands dans laquelle nous vivons alors que la presse gouvernementale nous assomme quotidiennement de grands arguments fleurant 1919.

Gestion ouvrière et organisation ouvrière de l'Europe, deux solutions que le chaos allemand fait surgir, ne sont étudiées, à peu près nulle part. La situation encore une fois est plus révolutionnaire que l'action ou la pensée des révolutionnaires étiquetés.

Quoi qu'il en soit, et c'est là le vœu de tous les militants allemands, la nécessité d'échanges de documents, d'expériences et de renseignements, devient impérieuse. Il ne s'agit pas seulement d'éduquer le prolétariat allemand, comme nous finissons par le croire un peu présomptueusement, en lui fournissant de quoi comprendre les événements des quinze dernières années, mais aussi d'apprendre nous-mêmes.

Dans ce domaine, l'agilité des minorités révolutionnaires peut obtenir des résultats que les lourds appareils administratifs d'occupation n'atteindront pas. La dynamite cérébrale de nos éditions peut encore dépasser en effet les digests des offices gouvernementaux.

Gênes

Cette république papaline est le résultat de cinq années de gymnastique politique. Ces carabinieri, ces *celere*, ces gardes de tous genres, ont été mis en place, habillés et nourris par les ministres communistes et socialistes. Maintenant ils cognent sur tout ce qui n'est pas l'ordre, car eux font partie de l'ordre. Ces longues processions au passage desquelles s'agenouillent les badauds, ces prêtres bien vêtus, ces milliers de jeunes portant le béret vert, cette Eglise plus solide que les gouvernements qu'elle fait et défait, ce sont les libres penseurs et les matérialistes qui en sont responsables. Les manœuvres électorales passent, mais le pacte de Latran est inscrit en bonne place dans la Constitution de cette république qui fut presque populaire. Ces travailleurs qui se bagarrent et s'entre-déchirent au nom de l'unité, cette débandade des bataillons ouvriers, c'est l'œuvre des partis ouvriers. La lune de miel tripartite est terminée, place au Vatican, à Washington et à Moscou. Et que les prolétaires comprennent qu'ils sont là pour obéir.

La bataille est dure en Italie, et bien des leaders cherchent dans les alliances internationales la force qu'ils ne sont plus capables d'extraire de la difficile réalité italienne. Si les syndiqués démo-chrétiens et les syndiqués socialistes et républicains arrivent à s'entendre, ce sera par la grâce des voyages de leurs chefs aux Etats-Unis. Singulière unité et curieuse veillée d'armes.

Dans cette péninsule où les ferments révolutionnaires sont nombreux, où les valeurs ouvrières furent légion, n'y a-t-il plus d'espoir

en un mouvement audacieux, posant résolument le problème social en sa totalité, et capable de mettre à profit les difficultés d'un adversaire durement secoué pour gagner des positions ?

Sans doute l'esprit de la résistance, le mythe de l'unité, la torpeur des alliances contre nature sous le signe de la patrie ont-ils provoqué le gaspillage de longues années favorables.

Mais les forces révolutionnaires ne sont pas exemptes de fautes. Aux premières élections pour les comités d'entreprise, il y avait 13 % de voix pour le courant syndicaliste révolutionnaire dans les usines de métallurgie à Milan. 13 % de salariés qui se souvenaient ou avaient déjà appris, alors que le tripartisme, ou le quadripartisme sévissait, alors qu'aucune propagande n'avait été menée ou presque, face aux formidables machines à bourrer le crâne des grands partis. C'était là un signe non équivoque des possibilités qui existaient.

Aucune minorité révolutionnaire hélas ! ne s'est montrée à la hauteur des tâches que les événements imposaient. Elles ont pesté contre le funeste système de listes établies par les courants politiques, qui transformait la libre désignation des représentants ouvriers en opération électorale menée par les partis. Mais leur protestation s'est limitée le plus souvent à laisser le champ libre aux hommes de parti.

Un à un, les militants révolutionnaires ont démissionné de leurs postes responsables, par lassitude, par peur de l'isolement, par mécontentement.

Rares ont été les tentatives faites pour coordonner les efforts des minoritaires, pour les organiser sur le plan industriel, régional ou national. Les comités de défense syndicalistes ont mené une vie pauvre, malgré l'extrême richesse des possibilités.

Le chantage à l'unité a réussi, en ce sens que les opposants ont préféré l'abstention et le retrait à la rupture. Et quand l'éclatement est survenu pour des raisons de politique internationale, la scission s'est opérée dans les syndicats comme corollaire de la scission sur le plan gouvernemental ou de parti.

La rançon de toutes ces erreurs, de ce refus de pratiquer une action et une propagande dans les rangs ouvriers, c'est une désaffection presque générale des révolutionnaires envers les syndicats et le syndicalisme. Les thèses anarchistes individualistes et bordighistes reprennent le dessus. Et l'accumulation des griefs justifiés contre les procédés des grands partis permet d'esquiver la responsabilité de ceux qui avaient mission de maintenir en vie la pensée révolutionnaire dans les rangs ouvriers.

Batailles de principes, positions de principe, refus de principe. Et pendant ce temps, les événements roulent, se précipitent, le Vatican organise, le P.C. agit. A se demander si les révolutionnaires italiens estiment qu'il est possible de favoriser l'avènement d'une société sans classes seulement par des discours, des meetings, des journaux et des tracts.

Les expériences n'ont pourtant pas manqué. Les comités d'entreprise, à condition de considérer leurs prérogatives limitées comme point de départ et non comme déterminant une fois pour toutes l'essence même de ces comités, pouvaient être développés, utilisés, élargis ; ils pouvaient revendiquer le droit au contrôle d'abord, à la gestion ensuite.

Les grands problèmes de la liquidation ou du maintien de l'industrie lourde, du « mezzogiorno » de l'immigration, pouvaient fournir au syndicalisme, comme à toutes les écoles révo-

lutionnaires l'occasion de prouver leur santé doctrinale et leur esprit d'initiative.

Sans doute des tentatives ont-elles été faites. Dans certains centres agricoles, dans les Pouilles notamment, les anarchistes ont clairement posé le problème de la collectivisation des latifonds. A Livourne, des coopératives de production ont été organisées au port. A Carrare, la Chambre du Travail et le syndicat des marbriers ont revendiqué la prise de possession des carrières de marbre par les travailleurs.

C'était là du bon travail, et du travail à longue portée. Mais ce fut là aussi du travail isolé, dont les fruits devaient se dessécher sous le grand souffle des partis centralisateurs. La puissance des lourds appareils ne pouvait être contrebalancée, et leurs tares mises en évidence, et leurs défauts énormes mis à profit, que par la poussée en tous lieux d'initiatives diverses mais poursuivant un même but, par la création sur place de forces vives et combattives, par l'échange d'expériences, par l'entretien du sentiment que tous les efforts locaux participaient effectivement à une œuvre de dimension nationale, grâce à une liaison permanente.

Aujourd'hui les leaders communistes s'acharment à démolir la coopérative portuaire de Livourne ; la Chambre du Travail de Carrare est perdue pour les anarchistes — alors qu'un minimum d'efforts de leur part la leur ferait reconquérir ; mais qu'en faire ?

Et chez les *braccianti* (1), l'imbécile tactique stalinienne qui consiste à se faire battre les ouvriers agricoles section par section, à se faire massacrer par les carabinieri région par région, brûle l'explosif méridional au lieu de l'utiliser pour faire sauter tout l'appareil d'Etat.

Certes, tout n'est pas fini, ni perdu. Mais l'extrême fluidité de la situation italienne a fait place à des situations nettes et les positions de la bourgeoisie italienne se sont affermies. Après les inutiles expériences de quatre années, un mouvement se dessine chez les anarchistes pour reprendre contact avec le mouvement ouvrier et rompre l'isolement dans lequel ils travaillaient. Entendons par là la recherche d'une méthode pour œuvrer dans le quotidien ouvrier et pour répondre par des solutions pratiques aux questions que l'actualité ouvrière pose constamment, sans pour cela perdre leurs buts de vue ; plus précisément pour s'en rapprocher par des méthodes qui les rendent praticables.

Tentatives de recréer l'Union syndicale italienne, essais de développement des comités de défense syndicalistes, création de groupes anarchistes d'entreprise, peuvent être le signal d'un renouveau de l'action révolutionnaire.

Mais il serait vain de se lancer dans de nouvelles expériences si la leçon n'était pas tirée des précédentes. Et cette leçon, c'est la presque totale inexistence du prolétariat, y compris son secteur révolutionnaire, dans la candidature à la succession du capitalisme, non en formule, mais dans les faits.

A croire qu'au moment même où la question se pose pratiquement, au moment où la « mission » du prolétariat devient possible, à ce moment tant prévu et tant attendu par tous les théoriciens du socialisme, l'angoisse de l'action réfléchie, mais réaliste et opérante, saisit les révolutionnaires.

Il est grand temps que naisse une Internationale de fait entre tous ceux qui ne désespèrent pas.

L'ITINERANT.

(1) Journaliers.

La nouvelle Chine

sous le signe du "front populaire"⁽¹⁾

Le nouveau gouvernement qui a été formé pour régir la Chine a été peint en rouge et en blanc selon une vieille recette communiste : celle du « front populaire ».

Le monde a déjà connu de semblables coalitions entre communistes et non-communistes, telles que le « front populaire » français de 1936 et, plus récemment, la « coalition » tchécoslovaque, que les communistes liquidèrent dès qu'ils en eurent la force.

Bien que le chef du parti communiste, Mao Tse Tung, soit, naturellement, à la tête du gouvernement de Pékin, la moitié des six vice-présidents sont des non-communistes. Beaucoup de non-communistes ont été aussi mêlés à des communistes dans les rangs inférieurs de la bureaucratie. Il s'ensuit que quelques observateurs se demandent si les « rouges » n'ont pas été déjà absorbés par la vieille tendance chinoise vers des gouvernements qui ressemblent à des omnibus surchargés.

Le plus puissant des trois vice-présidents non communistes est le maréchal Li Chi Shen, l'un des plus importants compagnons militaires de Chang Kai Shek dans la fameuse « expédition du nord », il y a un peu plus de deux décades. Après beaucoup d'histoires avec Chang, Li se sépara de lui définitivement après la seconde guerre mondiale et forma un « comité révolutionnaire » ayant comme but avoué de ramener le parti nationaliste aux principes originels du vieux révolutionnaire Sun Yat Sen. La veuve de Sun Yat Sen, seconde vice-présidente, est là pour donner du prestige à la coalition. Pendant longtemps, elle a été plus ou moins une « sympathisante ». Son actuelle participation au gouvernement souligne sa rupture avec sa sœur, Mme Chang Kai Shek, et la dynastie des Song à laquelle elles appartiennent toutes deux, et qui a gouverné sous le nom de Chang.

Le nom du troisième vice-président a pu causer un choc à ceux qui avaient toujours espéré que les « libéraux » chinois fourniraient à la Chine le moyen d'avoir un gouvernement de « juste milieu » ! C'est Chang Lan, le vieux chef de la Ligue démocratique.

Cette ligue était un parti authentiquement démocratique qui représentait la bourgeoisie, mais qui réclamait des réformes, quelque chose comme les ailes libérales des partis chrétiens français et allemand de l'après-guerre. La mise hors la loi de la Ligue démocratique fut l'une des pires erreurs de Chang, et c'est ce qui rendit sans doute la présente alliance avec les communistes inévitable.

Fuyant la Chine de Chang, beaucoup de membres de la Ligue se réfugièrent dans le territoire britannique de Hong-Kong et c'est là que le destin final de la Ligue fut virtuellement scellé l'an dernier. Une minorité vigoureuse tenait contre la coopération avec les communistes — comme c'est le cas d'une fraction des socialistes d'Italie et d'Allemagne — mais une majorité de « sympathisants » vota pour la coopération.

Pas de Titoïsme

Est-ce que cette coalition indique que le titoïsme a gagné aussi la Chine ? Sûrement non ! Le communiste Mao a dit très clairement que les communistes donneront une « ferme direction » à l'ensemble du front.

Mais ce gouvernement mêlé sera très utile, à l'intérieur, pour consolider le pouvoir du nouveau régime, car chacun des trois vice-présidents possède un grand nombre de gens qui le suivent. Pour l'extérieur, le front aura l'avantage d'apporter de nouveau le doute sur la réponse qu'il convient de donner à cette vieille question : est-ce que les communistes chinois ne sont pas simplement, après tout, des « réformateurs agraires » ?

Par là, la reconnaissance par les puissances étrangères peut être facilitée et les pays capitalistes peuvent être davantage disposés à commercer avec les communistes. Un Chinois, proche du maréchal Li, m'a même dit à Hong-Kong que la politique suivie par la coalition irait jusqu'à rendre possible l'aide américaine !

La vraie couleur du nouveau gouvernement est donnée par le maréchal Li, qui a été appelé le « Wallace de la Chine ».

Pas plus qu'Henry Wallace, le maréchal n'est communiste. Comme Wallace, et, à la différence de beaucoup des officiels chinois, Li a la réputation d'être honnête et sincère. L'an dernier il signa une lettre à Wallace, l'approuvant dans sa « lutte pour la démocratie en Amérique ». Lorsque j'ai parlé avec Li à Hong-Kong quelque temps avant qu'il parte pour la Chine communiste, il ne me sembla point cependant complètement naïf au sujet des communistes.

Il me déclara que son comité et les communistes désiraient tous deux la « démocratie », mais, avec un sens du réel qui manque souvent ailleurs, il me dit que les communistes liaient leur politique étrangère à celle de Moscou et qu'ils désiraient établir à la première occasion la « dictature du prolétariat ». Il ajouta que lui, au contraire, voulait une politique étrangère indépendante et désirait que toutes les classes participent au gouvernement.

« Le comité révolutionnaire poursuit ses propres fins et il peut aussi bien se servir des communistes que les communistes peuvent se servir de nous », conclut-il avec optimisme.

Par contre, un chef de la Ligue démocratique qui est opposé à la coopération avec les communistes m'a dit que la coalition finirait par la domination des communistes, comme ce fut le cas en Tchécoslovaque : « Les communistes changent leur stratégie, changent leur tactique, mais jamais leurs idées. »

Un doucereux communiste, parlant pour le maréchal Li, me dit la même chose sous une forme plus subtile : « C'est comme une course de mille mètres. Au départ, il n'y a pas de différences. C'est ainsi qu'aujourd'hui, par exemple, tout le monde est d'accord pour la réforme agraire. C'est plus tard que les différences commencent. »

Robert FOOT.

(1) Traduit du *Socialist Leader* (5 nov. 49).

Quelle que soit la forme politique du gouvernement, c'est toujours le même pouvoir qui impose ses volontés, aussi bien à la Monarchie qu'à la République, c'est le pouvoir du Capital.

H. AMORE

« La Vie Ouvrière », 20 octobre 1949.

LE CONGRÈS DE LA C.G.I.L.

Le drapeau tricolore flotte au vent sur le théâtre Carlo Felice, et sur les innombrables manifestes de la Chambre du Travail de Gênes figure le même emblème. La C.G.I.L. tient ses assises, dans ce théâtre immense où en ce lointain 1905 elle naquit, œuvre de la fraction syndicaliste placée à l'extrême gauche du mouvement ouvrier italien. Au congrès suivant, la Confédération Générale du Travail — elle n'était pas encore italienne — était conquise par les réformistes du parti socialiste, par des réformistes classistes, internationalistes ou qui avaient dépassé le concept de patrie.

Les travailleurs avaient appris l'hymne de Turati : « ...les ennemis ne sont pas au loin, ils sont ici... » Aujourd'hui la C.G.I.L. est devenue un appendice du parti communiste italien, qui cherche à camoufler la patte russe sous le tricolore et un patriotisme de mauvais aloi.

Nous sommes venus au congrès en nous demandant si nous n'allions pas assister à ses funérailles, à sa fin. Dans cette ville de Gênes où s'était levée la bannière des exploités, des sans patrie ; dans cette ville où à la naissance de la Confédération éclata une grève générale — en réponse au ministre Saracco qui avait voulu interdire la Chambre du Travail, et qui dut donner sa démission, alors que la marée des travailleurs, drapeaux au vent, allait réoccuper ses locaux, évacués par la force publique, et que montait le chant : « ...si divisés nous sommes la canaille, unis en faisceaux nous sommes puissants... ».

Le congrès, appelé sans doute « unitaire » par ironie, se réunissait alors qu'il existe cinq — nous disons cinq — confédérations : celle de la « tonsure » avec Pastore ; celle du tricolore Di Vittorio ; celle des saragatiens et républicains de Canini-Parri ; celle des ex-corporatistes avec Amilcare De Ambris, Pontenelli, Fioretti ; celle des autonomes, et même, à l'extrême limite de la scission, les dissidents confédérés du parti socialiste italien, des nennistes.

Dans toutes ces organisations, mais particulièrement dans celle de Di Vittorio, l'ivraie du fascisme, qu'on n'a pas voulu arracher à temps, croît et envahit tous et tout. Le « croire, obéir » de mussolinienne mémoire est encore en pleine vigueur. Les habitudes fascistes sévissent. On scande le nom de To-gliat-ti, comme on martelait du-ce, du-ce.

Il fallait voir comment le congrès se levait pour applaudir quelque grosse légume de la hiérarchie syndicale actuelle, celle d'hier, en sa presque totalité. Lavolo, directeur de l'Unità, organe officiel du P.C., est parti comme volontaire pour la guerre d'Espagne..., mais du côté de Franco. C'est l'auteur de quotidiens marqués du faisceau, c'est un ancien hiérarque de premier plan, laudateur de Mussolini. Et aujourd'hui, cela vaut la peine de le répéter, il est directeur de l'organe central du P.C...

L'hémorragie scissionniste

La saignée scissionniste se poursuit. Après les démochrétiens, les autonomes, les saragatiens et républicains, voici que des socialistes confédérés, appartenant jusqu'à présent au parti de Nenni, s'en vont eux aussi : Viglianesi, secrétaire de la Fédération des produits chimiques ; Chiari, des mé-

tallurgistes ; Bulleri et Della Chiesa, vice-secrétaires confédéraux, d'autres représentants du P.S. encore, tous entrés en dissidence lors de la grève générale déclenchée en réponse à l'attentat contre Togliatti.

Avec Di Vittorio sont cependant demeurés, cohorte batailleuse, quelques anarchistes liés au mouvement syndical. Sassi, des mineurs ; Gervasio, des métallurgistes ; Bianconi, de la Chambre du Travail de Gênes, quelques autres encore. Les groupes libertaires, face à la décomposition ouvrière, sont apathiques, ne veulent pas prendre position. Il existe un courant, à vrai dire peu nombreux, qui voudrait rendre vie à la vieille Union Syndicale Italienne, mais la majorité n'en veut pas.

Même raisonnable et sensée, la critique n'a pas été favorablement accueillie au congrès. Le *Corriere della Sera*, quotidien de Milan, écrit le 7 octobre : « Seul un vieil anarchiste de la Fédération des mineurs (il s'agit d'Attilio Sassi, condamné sous le fascisme à 24 ans de réclusion et qui en a fait effectivement 17) a protesté contre les congrès qui sont réglés avec une machine à calculer et a critiqué quelques mouvements voués à l'insuccès, mais l'assemblée a clairement montré qu'elle n'acceptait pas ses critiques ».

La forêt obscure des chiffres

L'intérêt central du congrès, c'étaient évidemment les effectifs. Il s'agissait de savoir dans quelle mesure la scission avait influé sur le contenu de la Confédération. Di Vittorio a soutenu que la C.G.I.L. n'a perdu que 0,017 % de ses membres ! Mais le *Corriere della Sera*, sur la base des données fournies par le bureau d'organisation de la C.G.I.L. lui-même, écrivait le 6 octobre :

« Commençons par les régions et les provinces. Le Piémont a, par rapport à 1947, 129.411 adhérents de moins (pour Turin seulement 39.563) ; la Lombardie 371.212 (— 185.344 rien que pour Milan) ; 40.987 de moins en Ligurie ; 65.468 en Vénétie Julienne et dans le Triestin ; 88.536 en Vénétie ; 112.113 dans le Latium ; 34.607 en Campanie ; 16.913 en Sardaigne.

» Par rapport aux chiffres de 1947, les seules différences en plus se trouvent en Emilie (+ 96.375) ; en Toscane (+ 117.732) ; en Italie centrale (+ 10.918) et en Sicile (+ 13.049). Au total, la C.G.I.L. reconnaît avoir perdu 805.955 membres depuis 1947.

» A noter que l'hémorragie se manifestait déjà lors des prises de cartes en août 1948. Ce qui ne signifie pas qu'elle ne soit continue, et abondante. Dans le Nord, on enregistre — en deux ans — une perte de 683.592 membres, dont 377.734 pour cette année seulement. En Italie méridionale, la C.G.I.L. a subi une forte dépression, en partie surmontée cette année, sans pour cela atteindre les chiffres de 1947.

» Les pertes se décomposent pour les catégories ci-après : métallurgistes, 680.000 adhérents en 1948 contre 609.094 en 1949 ; textiles, 517.787 en 1947, 357.174 en 1949 ; produits chimiques, 196.510 en 1947, 162.429 en 1949 ; employés municipaux, 490.189 à 364.554 ; fonctionnaires d'Etat : 145.174 à 105.413. Par contre on note des augmentations chez les ouvriers agricoles : 954.558 en 1948, 993.262 en 1949 ;

et les fermiers et métayers passent de 378.932 à 512.510. »

Citons encore un autre journal, le quotidien catholique *Il Nuovo Cittadino* de Gênes, du 6 octobre, qui écrit sur la même question :

« Les effectifs de la C.G.I.L. se répartissaient, il n'y a pas longtemps, de la façon suivante : Industrie, 1.300.000 organisés sur 4.000.000 de travailleurs ; Agriculture, 1.600.000 sur 8.000.000 ; Employés (pensionnés exclus puisque n'ayant aucun poids syndical), 500.000 sur 2.300.000. Si nous déduisons des 3.400.000 organisés de la C.G.I.L. le demi-million de travailleurs qui sont passés à la Fédération Italienne du Travail, et les 500.000 cartes gratuites du Midi, qui ne pourront être renouvelées, il résulte que la confédération de l'honorable Di Vittorio ne disposera plus en 1950 que de 2.400.000 adhérents.

» En face de cette force, en crise permanente, contrôlée par les communistes, se trouvent les organisations démocratiques ; c'est-à-dire, la libre C.G.I.L. avec 1.400.000 adhérents ; la F.I.L. avec un demi-million de membres et les syndicats autonomes avec 600.000. Soit un total de 2.500.000 travailleurs. »

Limitons-nous à dire qu'il manque à ce total le demi-million d'adhérents que les syndicalo-corporatistes affirment contrôler, et dont le congrès national doit se tenir très prochainement.

L'intervention de Racamond

Dans la collection des délégués étrangers, il fallait évidemment un orateur de la C.G.T. française. C'est Racamond qui a parlé, en français, et son discours n'a pas été traduit. Discours démagogique, farci de lieux communs, stalinien de bout en bout. Beaucoup d'applaudissements au début, qui allèrent se calmant à mesure que Racamond traçait un parallèle entre les situations française et italienne. Car si Di Vittorio veut bloquer les salaires, Racamond veut les libérer.

L'orateur a cité à plusieurs reprises le camarade Di Vittorio, avec lequel, a-t-il déclaré, il a combattu la bourgeoisie française. « Passez-moi la moutarde... » Il a rappelé que le « fils du peuple », Thorez, a déclaré au nom du peuple français que jamais la guerre ne se ferait contre l'Union Soviétique.

Peu d'applaudissements. Mais une ovation quand l'orateur évoque la participation des immigrants italiens aux grèves des mineurs... oubliant sans doute le mot d'ordre du P.C.F. « La France aux Français ».

Le défilé des orateurs

En l'absence de courant d'opposition, le congrès n'a pas eu le mordant qui fait habituellement l'intérêt de ces assises. La palme est revenue à Di Vittorio, qui sans doute n'a pas parlé sept heures comme au congrès de la Chambre du Travail de Milan, mais cinq heures tout de même.

« Aux subtilités dialectiques de Togliatti, dit un journal, Di Vittorio substitue les simplifications et les répétitions martelantes... ». Le secrétaire général a usé sans mesure de ces répétitions. Il a réclamé un vaste programme d'industrialisation et de mise en valeur des richesses économiques du pays, le blocage des salaires et des traitements ; mais l'application de l'échelle mobile aux pensionnés et aux chômeurs.

Il faudrait, pour appliquer ce programme, de 2.000 à 2.500 milliards de liras ; aussi Di Vittorio a-t-il proposé quelques mesures de financement : la nationalisation de plusieurs grandes entreprises monopolisatrices privées ; la mise à contribution des grands propriétaires terriens ; la taxation pro-

gressive des possédants ; le lancement d'un vaste emprunt obligatoire ; la contribution de tous les travailleurs.

Ce programme a été jugé par toute la presse — sauf évidemment les organes social-communistes — comme un plan démagogique destiné à créer un climat électoral favorable pour le P.C., lequel jusqu'à présent n'a cessé de perdre des voix aux consultations populaires. La C.G.I.L. élargirait son front et fournirait une aide précieuse aux staliens, qui ne peuvent plus guère compter sur le comparse Nenni, trop édenté.

Le loup de mer et l'ours des steppes

Un grand conflit a passionné l'opinion publique au cours de ces dernières semaines : l'agitation des travailleurs de la mer, se traduisant par la paralysie des mouvements de paquebots et de cargos. Le « *Vulcania* » dut débarquer ses passagers alors qu'il s'appretait à cingler vers les Amériques. Les ports touchés furent Gênes, Savone, Naples, Venise et Trieste.

Au cours de ce conflit, le plus significatif depuis la Libération, et dont l'issue n'est pas encore trivée, divers facteurs intervinrent, et plusieurs opérations furent menées, les unes de caractère prolétarien, les autres destinées à mettre les marins sous la coupe de la majorité confédérale.

Il surgit après une série d'épisodes dramatiques illustrant la lutte serrée que se livrèrent Di Vittorio et Giulietti, secrétaire des Travailleurs de la mer, organisateur de premier ordre (encore que nous ne partagions pas sa façon de concevoir l'organisation) et qui mena souvent les marins à la victoire.

Il y aurait là matière pour un nouveau chapitre du livre « Sans patrie ni frontières » de Valtin.

Giulietti avait notamment créé une grande coopérative maritime : la *Garibaldi*, qui possède plusieurs navires — passagers et marchandises — portant des noms de lutteurs révolutionnaires : « *Andrea Costa* », « *Carlo Cafiero* », « *Pietro Gori* », etc.

La *Garibaldi* brasse des milliards. Il était donc normal que les staliens tentassent de s'emparer de la Fédération des marins et de la coopérative ! Pour les contrôler et les asservir. Ils y ont réussi, puis ont dû lâcher prise.

Les staliens firent tout ce qui était en leur pouvoir pour que se réalise cette prophétie. Campagnes de calomnies, dénonciations, manœuvre enfin qui consista à faire arrêter Giulietti sous l'inculpation de collaboration avec les nazis. C'est alors que le secrétaire des marins était emprisonné que les deux groupements ouvriers tombèrent aux mains de la majorité confédérale.

Mais le procureur de la République relâcha Giulietti en cours d'instruction. Une vaste assemblée de marins se tenait et Giulietti s'y présenta sans crier gare. Reconnu par l'assistance, il fut porté en triomphe à la tribune et désigné séance tenante secrétaire national et président de la *Garibaldi*. Les confédérés de Di Vittorio se retirèrent en bon ordre, et après une longue polémique firent la paix. Les marins retournèrent à la Confédération et Giulietti fut sacré grand chef, hissé sur le pavois.

Et maintenant voilà qu'éclate le conflit.

Quel est le motif réel ? Favoriser et mettre en relief la personnalité de Giulietti ? Nous ne le croyons pas. Nous pensons plutôt qu'il s'agit d'un nouvel épisode de la lutte entre le loup de mer et l'ours des steppes. L'enjeu est d'importance : il s'agit du contrôle des ports et des communications maritimes, il s'agit des milliards de la coopérative. Nous saurons bientôt quel est le jeu réel des staliens, mais dès à présent il est bon de souligner le double aspect de la grève des marins.

L'HOMME DE LA RUE.

Il faut une civilisation « ouverte »

J'ai conservé de l'article de Louzon dans le numéro d'août sur « le nouveau christianisme » une certaine impression d'incertitude, que n'ont pas dissipée les lettres et la réponse de Louzon publiées dans le numéro de septembre.

Si je l'ai bien compris, cet article présente une sorte de critique du christianisme et du communisme par rapport à une philosophie que Louzon accepterait sans doute que l'on désigne comme rationalisme, scientifique ou matérialiste, par exemple.

J'avoue moins bien saisir ensuite la relation, sous-entendue semble-t-il par Louzon et soulignée par certains de ses correspondants, entre ce rationalisme scientifique et l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Il semble bien — mais je peux me tromper — à lire l'un ou l'autre, que l'adoption de cette philosophie, et de celle-là seule, soit la condition préalable à toute émancipation du prolétariat, ou que l'émancipation du prolétariat ne serait pas totale sans le ralliement des esprits à cette philosophie précise.

On pourrait alors penser que dans l'esprit de Louzon, l'adhésion à un syndicat devrait être précédée ou soumise à une sorte d'accord philosophique, implicite ou explicite, avec une doctrine donnée : je ne voudrais nullement forcer ou déformer la pensée de Louzon, je serais fort heureux qu'il la précise dans le sens qui est le sien.

J'en serai d'autant plus heureux que je suis complètement d'accord avec Louzon sur le caractère « absurde » du choix effectué par le chrétien ou le communiste, mais que je ne le suis plus tout à fait lorsqu'il semble indiquer qu'à son avis le rationaliste sous-entendrait son choix au caractère absurde des autres.

Il ne me paraît pas contestable en effet que la solution des problèmes que pose l'existence de l'homme, de son origine, de sa fin et de ses relations avec les autres hommes, est d'un autre ordre que celle d'un problème d'arithmétique. Qu'il s'agisse du christianisme, du catholicisme, du protestantisme, du positivisme, du matérialisme, du confucianisme, du déisme, du théisme, du dadaïsme, du caodaïsme, de l'islamisme ou du surréalisme, toutes ces solutions au problème de l'homme dépendent non pas d'une évidence mathématique, mais d'un choix entièrement libre de toute détermination rationnelle. Le rationaliste ou le matérialiste n'y échappent pas lorsqu'ils décident de s'adresser à la raison ou à la matière. Ce choix peut s'appeler acte de foi, révélation, évidence ou « cogito », il n'en existe pas moins en chaque homme, puisque tout homme vivant par le fait qu'il existe, apporte une réponse consciente ou inconsciente aux problèmes de son existence. Les religions ou les philosophies peuvent faire appel ensuite aux théologiens ou aux philosophes pour échafauder logiquement les conséquences de ce choix, ce choix originel n'en est pas moins inéluctable et antérieur à toute démarche de la raison, même chez le rationaliste le plus convaincu : avant que celui-ci mette en marche sa raison il faut qu'il décide de s'adresser à elle plutôt qu'à Staline pour un communiste, à l'amour pour un chrétien, etc... Cette décision, ce choix ne sont tels que s'ils sont libres, et non pas imposés. La tâche d'un révolutionnaire est donc de créer une civilisation, une société, une culture ouverte à tous, quels qu'ils soient. C'est en ce sens, je pense, que Rosa Luxembourg écrivait de la Révolution : « La première liberté à respecter est la liberté de celui qui pense autrement. »

Réponse de Louzon

Il va sans dire que, comme tous les syndicalistes, j'estime que le syndicat doit être ouvert à tous les salariés « conscients de la lutte à mener contre le patronat ». L'accès au syndicat est une nécessité pratique pour la lutte que les syndicats ont à mener contre le patron car, dans cette lutte, ils ont besoin de l'appui de tous, et non pas seulement d'une minorité « raisonnable » ; le libre accès sert en même temps pour un but à plus longue échéance : rien ne forme mieux les hommes que l'action, il est donc permis d'espérer qu'en participant d'une façon active au travail de l'organisation syndicale et aux combats qu'elle soutient, les syndiqués non « raisonnables » se débarrasseront des illusions qui sont à la base des diverses croyances religieuses.

En revanche, je pense que les meilleurs syndiqués seront les rationalistes les plus intéressés, parce que, précisément, ils ne feront pas intervenir dans leur activité syndicale des motifs qui leur sont dictés par leurs croyances religieuses ou par leurs prêtres ; eux seuls peuvent pratiquer un syndicalisme indépendant.

— Au sujet du second point soulevé par notre camarade, je suis tout à fait de son avis lorsqu'il déclare que c'est la nature d'un individu qui détermine son choix : les uns seront portés par nature vers le rationnel ; la nature des autres les portera, au contraire, à s'évader de la raison.

Si rationaliste que l'on soit, il y a des cas où l'on constate que la raison est en défaut, où l'on ne peut avoir une certitude rationnelle sur ce que l'on doit faire ou sur ce qu'il convient de penser. Or, même dans ces occasions, le comportement du rationaliste et celui du religieux demeurent opposés. Le rationaliste procédera, si je peux dire, par extrapolation. Se basant sur ce qu'il sait et sur ce qu'il peut en déduire rationnellement, il se prononcera pour la solution qui lui apparaîtra comme la plus vraisemblable, la plus « dans la ligne » du connu. Le croyant, au contraire, s'empresera de profiter de l'aubaine pour choisir la solution la plus invraisemblable, celle qui lui permettra de s'éloigner le plus du réel. Exemples : quand Welles dit qu'il est convaincu qu'un jour, naîtra un être aussi supérieur à l'homme que celui-ci l'est aux singes anthropoïdes, il exprime une croyance, quelque chose qui ne peut être prouvé, mais que l'on peut dénommer, à mon avis, une « croyance rationnelle », parce qu'elle prolonge simplement ce que nous savons de l'évolution des êtres vivants ; par contre, le chrétien qui s'imagine que tous les hommes renaîtront un jour, tels qu'ils étaient durant leur vie, pour subir le « jugement dernier », chose dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne repose sur aucun fait connu, témoigne d'une « croyance religieuse ». Dans les deux cas, ce sont bien des « croyances », en ce sens que ce ne sont point des certitudes, mais il est manifeste que ces deux sortes de croyances sont de nature fondamentalement différentes.

Pour les croyances sociales, il en est de même. Ce que Marx et Engels ont appelé le « socialisme scientifique » n'est rien d'autre que la recherche de croyances sociales qui soient de plus en plus des « croyances rationnelles », et non pas des croyances religieuses comme, par exemple, la croyance en un « royaume de Dieu » que Jésus, ou un philanthrope, ou quelques hommes de bonne volonté, viendraient établir sur la terre.

R. L.

La leçon de Dietzgen

Lorsque la bombe de Haymarket — 3 mai 1886 — fut le prétexte d'une vague de réaction politique et de poursuites policières, dont nous commémorons les victimes chaque 1^{er} mai, un sauve-qui-peut général menaça de se produire. Nombreux furent ceux qui trouvèrent à propos, de nier tout rapport avec les éditeurs emprisonnés de l'« Arbeiter Zeitung » (Journal Ouvrier), dont la publication fut interrompue. Le désarroi gagnait les rangs anarchistes à Chicago.

Dans ces moments critiques, un homme plutôt âgé, de taille avantageuse, à barbe touffue, une belle figure de patriarche, se présenta aux bureaux du journal. C'était le 6 mai 1886. Il ne restait que deux ou trois collaborateurs; ils avaient pris la décision d'attendre la suite des événements dans le local même où se faisait le tirage. Le vénérable intrus se fit connaître : c'était Joseph Dietzgen. Il offrait ses services, disait-il, parce qu'il estimait de son devoir d'accourir sur la brèche prendre la place des camarades arrachés aux rangs des lutteurs; il croyait absolument nécessaire de ne pas priver les ouvriers de Chicago d'un organe, dans ces heures d'angoisse.

C'était le même Dietzgen qui avait été maintes fois la cible d'attaques sans bienveillance de la part de Spies et de ses amis dans les colonnes du journal. Il n'était pas toujours question de principes dans ces polémiques; l'adversaire inconnu était souvent malmené, même couvert de ridicule, à cause de son style démodé, voire solennel.

Ce geste spontané causa une impression d'autant plus profonde que Dietzgen n'exigeait aucun traitement et ne prétendait à aucune compensation. Noble par son courage et son détachement, le geste était remarquable encore d'un autre point de vue : Dietzgen était social-démocrate et partisan du marxisme. Ce n'était pas un disciple vulgaire, puisque indépendamment de Marx et d'Engels il avait formulé les thèses principales du matérialisme dialectique. Il avait même dépassé les maîtres, et ses idées devaient avec le temps exercer une influence féconde sur les courants rénovateurs du marxisme qui aboutissent au mouvement des conseils ouvriers.

Bien entendu, la proposition de Dietzgen fut acceptée. Deux semaines plus tard le conseil d'administration de la Société de publications socialistes reprenait son activité. Sa première mesure fut de nommer à l'unanimité Dietzgen éditeur responsable des trois journaux publiés par la société, savoir, « l'Arbeiter Zeitung », « le Flambeau » et « le Messager », tous de tendance libertaire. Lorsque la détente calma les esprits, Dietzgen se démit de ses fonctions, mais il continua sa collaboration donnant des articles jusqu'à sa mort, survenue deux ans après, le 17 avril 1888. A côté des anarchistes assassinés, sa dépouille repose au cimetière de Waldheim, à Forest Park, Chicago.

Dietzgen encourut de violents reproches des camarades de son propre parti, qui n'approuvaient pas sa défense des victimes ni le fait d'avoir pris la direction de « l'Arbeiter Zeitung » pendant que s'instruisait le procès contre Spies et ses amis. Le comité exécutif national du parti ouvrier socialiste lui ayant demandé des articles pour son journal *Le Socialiste* sur les événements de Chicago repoussa cependant son rapport, qui présentait les faits sous un jour tout autre que ne le voulait le comité.

Alors Dietzgen s'en prit au Socialiste et au comité national et riposta vertement dans plusieurs articles de l'*Arbeiter Zeitung*. Et lorsque même ses amis de l'Est des Etats-Unis le désavouèrent, il maintint fermement son point de vue. Le 9 avril 1888, quelques jours avant sa mort, il écrivait : « Je suis heureux de m'être approché des anarchistes et je suis convaincu d'avoir fait œuvre utile. »

Cet épisode singulier mérite plus qu'un simple souvenir. Un commentaire s'impose, quoique bref, sur la tolérance et l'absence de sectarisme dont firent preuve d'une part le socialiste Dietzgen, et de l'autre les anarchistes de Chicago en cette occasion mémorable. La classe ouvrière est divisée. Sa division entraîne des maux immenses qui s'opposent à son émancipation. Et le pire ennemi ce n'est pas celui du dehors, qui dresse son ascendant de classe sur les fragments d'une masse incohérente, composée de groupes et partis antagonistes. L'ennemi est dedans et il convient de le signaler avec force : c'est le sectarisme politique, c'est l'intolérance de parti, c'est le fanatisme des disciplines mécaniques. Certes, ces facteurs dissidents ne surgissent pas du propre sein de la classe ouvrière, ils sont le résultat d'influences externes, de l'autorité dominante des partis qui prétendent se constituer en avant-garde de la classe ouvrière, et prendre sa direction. A ces facteurs s'ajoutent les idéologies et les habitudes bourgeoises que les classes dirigeantes de la société imposent au moyen de leur presse, leur radio, leur cinéma, leur sport et leurs écoles.

Si la classe ouvrière ne réussit pas à secouer le joug de la servitude spirituelle que lui impose la civilisation bourgeoise, elle ne pourra jamais entreprendre avec chance de succès un puissant mouvement libérateur, même dans le cas où les conditions objectives seraient mûres pour une révolution et où la situation serait elle-même révolutionnaire.

« Quiconque ose vous dire — ainsi s'exprimait l'Irlandais J. Connelly — qu'un acte de résistance armée, parce que l'œuvre seulement de dix hommes, de dix hommes simplement armés de pierres; quiconque ose vous dire qu'un acte semblable est prématuré, imprudent et dangereux, celui-là il faut le repousser à coups de pied et lui cracher au visage. Car à voir les choses de plus près, quelque part, de quelque façon et par quelque homme, il doit se produire un commencement, et le premier acte de résistance sera toujours prématuré, imprudent et dangereux. »

Parmi les conditions générales qui doivent assurer l'œuvre de réflexion révolutionnaire, tel un impératif des temps présents, se trouve en premier lieu la création d'une atmosphère de liberté au sein même de la classe ouvrière. Dans toutes ses organisations de classe, doit s'imposer une ligne de conduite de tolérance. Les préjugés jacobins et les mots d'ordre tactiques de l'avant-gardisme des partis « führers », ainsi que les sectarismes stériles, doivent être écartés. Ce n'est qu'ainsi que s'éclaircira l'air qu'on respire pour une réflexion concertée, signe avant-coureur de l'unification du prolétariat. C'est la leçon que nous a léguée le socialiste Dietzgen, le fidèle et loyal adversaire des anarchistes de Chicago.

M. NOLLI.

Santiago, le 1^{er} mai 1949.

Le Carnet du Civilisé

LA GRANDE MISERE DES U.D.

Les causes de difficultés du redressement syndical sont nombreuses; elles ont été plusieurs fois étudiées.

Les raisons de ce trop lent redressement résident dans la grave crise que traversent les U.D.; c'est un fait qui n'a pas été assez mis en relief à l'extérieur du mouvement syndical.

A ceux qui douteraient, j'opposerai que les U.D. de la nouvelle centrale, dont le développement est normal, apportent à la reconstitution d'un mouvement syndical indépendant une aide de premier plan.

De quelle crise s'agit-il ? D'un manque certain de moyens matériels et financiers.

Cette crise est-elle grave ? de longue durée ? Je répons par l'affirmative.

Elle est grave, car on n'aperçoit pas les moyens d'y remédier rapidement; elle risque d'être de longue durée, car elle tient à la modification de structure du mouvement syndical.

Ces répercussions sur notre mouvement peuvent être grandes. Ce n'est pas dans cette revue qu'il faut insister pour dire que le caractère original du mouvement français réside dans cette réunion des différents syndicats sur le plan géographique. Alors que la fédération est inévitablement corporative, l'U.D. est l'organisme de la solidarité, de l'éducation, du coude à coude dans l'action.

A quel phénomène a-t-on assisté depuis quelque quinze ans et plus particulièrement depuis la Libération ? A un développement constant du nombre des salariés du secteur public, semi-public ou nationalisé.

On peut dire que le sort d'au moins 40 % des salariés dépend de l'Etat, soit sous forme directe, soit par autorisation ou contrôle. Dans le secteur privé, soumis encore à la réglementation des salaires, l'action syndicale, sur le plan de l'entreprise, pouvait être fructueuse et en tout cas n'était jamais inutile; par contre, dans le secteur public et semi-public aucune décision ne peut être prise sur le plan local. C'est vers la fédération que se tournent les sections syndicales: elles savent que, suivant le cas, c'est le gouvernement ou le ministre responsable qui a pouvoir de décision.

Aussi beaucoup de syndiqués ont-ils désappris le chemin de l'U.D., laquelle est considérée par eux comme un organisme superfétatoire, puisqu'elle ne peut rien pour la défense de leurs rémunérations.

C'est ce que pensent trop de fonctionnaires, et avec eux cheminots, mineurs, agents du gaz et de l'électricité, ouvriers d'Etat, personnels de sociétés, d'économie mixte, etc...

Remarque importante à faire: ces travailleurs ne sont pas parmi les plus mal traités.

Et chacun sent bien que le désintéressement des travailleurs à statut légal au regard de l'U.D. met en péril, sur le plan matériel et financier, les organisations départementales, d'autant plus que la chute des effectifs syndicaux a été beaucoup plus sensible dans le secteur privé que dans les autres secteurs. Ajoutons à cela l'autonomie des instituteurs (lesquels faisaient tant pour les U.D.) qui permet de ne pas couper les enseignants.

Après ces brèves réflexions, on comprendra que le problème est autrement grave que celui du timbre unique ou du demi-timbre; nos camarades qui militent dans des conditions particulièrement dures dans les U.D. se retournent vers les « fédéraux » et les rendent responsables de cet état de choses.

Peut-il y avoir un militant syndicaliste responsable qui mette en doute le rôle de premier plan de l'U.D., et plus spécialement dans les circonstances actuelles ?

Solidarité agissante, éducation et formation de militants, études de problèmes concrets, action continue et, s'appuyant sur les forces mêmes des travailleurs, propagande et rayonnement, qui peut, mieux que les U.D., accomplir cette tâche ?

Mais depuis 15 ans (mystique du Front populaire, guerre, euphorie de la Libération), le mouvement syndical n'a pratiquement pas formé ses militants; il nous faut à de nombreux jeunes de bonne volonté rappeler l'abcédaire.

Et au plus grand nombre, il faut faire ressortir l'importance du rôle de l'U.D., réapprendre le sens de la solidarité ouvrière, ramener dans les locaux, même s'ils ne sont que de fortune, les meilleurs de ceux qui luttent.

UNE ECLATANTE DEMONSTRATION

Le Conseil économique, au cours de deux sessions, a discuté de la question des salaires.

Il vient de démontrer d'une façon éclatante que les travailleurs n'ont rien à attendre d'un tel organisme pour la défense de leur niveau de vie.

Que le Conseil économique donne des avis d'ordre technique et économique sur des problèmes particuliers, tel devrait être son rôle. Mais à vouloir oublier qu'en régime capitaliste le niveau des salaires est fonction du rapport des forces conduit à de sérieux déboires.

Il faut reconnaître d'ailleurs que ce résultat est dû aux stratèges eurasiens; la masse renâclant à suivre les mots d'ordre de « l'aimé et respecté » Benoît Frachon, tout ce qui peut faire illusion est employé. La tribune du Conseil économique permet aux fidèles admirateurs du paradis concentrationnaire, mais qui préfèrent vivre en France, de faire croire aux lecteurs de l'Humanité que seule la « grande » C.G.T. défend les travailleurs.

Le délégué à la propagande est M. Pierre Lebrun, prenant son rôle très au sérieux, d'autant plus qu'il a réussi à supplanter « l'économiste distingué » Duret, lequel n'a jamais cessé de donner dans le genre « rigolo ».

Le parfait crypto Lebrun, en séance plénière, jette des milliards à la tête des patrons, qui s'en moquent pas mal (puisqu'ils les ont en portefeuille).

Je plains le camarade du bureau de presse chargé d'expliquer aux « cherzauditeurs » le sens des votes de la première discussion. Devant la confusion indescriptible qui régnait, la proposition du groupe Force Ouvrière fut remise à l'étude, bien qu'une majorité hostile se dégageât pour l'attribution d'une indemnité d'attente mensuelle et accordée à tous les salariés.

La deuxième discussion fut plus rapide. Le Conseil a rejeté l'ensemble du projet: une majorité s'était toutefois dessinée pour le retour aux conventions collectives et pour l'attribution de la prime, à ceux qui n'en bénéficient pas encore (fonctionnaires, agriculteurs, gens de maison).

Beau résultat.

Les travailleurs se trouvent dans une situation d'autant plus absurde que si le Conseil avait donné un avis favorable aux thèses des organisations syndicales, cela n'aurait rigoureusement rien apporté.

Oui ou non les salariés sont-ils capables, par leur force, d'obtenir une augmentation de leur rémunération ? Toute la question est là, et seulement là.

Roger LAPEYRE.

La renaissance du syndicalisme

Du malaise du Livre à l'exclusion de Bandiéri

— Alors, tu as assisté à une séance du congrès de la Fédération du Livre-F.O. ?

— Mais oui. Il me fallait bien aller expliquer ma position aux délégués à ce congrès constitutif. Je me devais, après avoir déclaré tant de fois depuis 1947 qu'il faut rallier F.O., de leur dire pourquoi je ne l'avais pas fait, pourquoi je n'étais pas assis parmi eux.

— Si Ehni apprend ça...

— Il l'a certainement appris. En tout cas, je n'ai rien fait pour le cacher. Ce que j'avais à dire ne comporte aucun mystère. C'est ce que j'ai déjà dit maintes fois, et que je redirai tant qu'il le faudra.

Je vais où va mon syndicat. A ce compte, peut-on m'objecter, si tout le monde avait raisonné ainsi, F.O. n'existerait pas. C'est peut-être vrai, mais le Livre n'est pas tout le monde. Plutôt que lui donner une petite fédération peut-être aurait-on mieux servi F.O. en militant dans la vieille fédération pour la lui ramener d'ensemble ou dans sa très grande majorité. Bergeron, délégué à Bordeaux de sa section de Belfort, aurait peut-être travaillé plus utilement.

Pourquoi le Livre est-il resté à la C.G.T. stalinisée ? La responsabilité d'Ehni apparaît grande. Elle n'est ni seule ni importante. Il fut un temps où un homme — et de plus influents qu'Ehni — n'aurait pu violenter ainsi l'esprit de la Fédération du Livre. Il n'aurait pu obliger le comité fédéral, l'ensemble des sections, la corporation entière à s'engager dans une mauvaise voie. Les cadres de notre fédération et de nos sections se sont affairés. Nous sommes devant un appauvrissement intellectuel des ouvriers du Livre. Ni les syndiqués ni les militants n'ont eu en 1947, et n'ont encore vraiment, le sentiment du danger couru par le mouvement syndical et par la classe ouvrière. Ils ne réalisent pas le péril que constitue le stalinofascisme. Ils ne se rendent pas compte que ce qui est advenu en Tchécoslovaquie pouvait fort bien advenir ici, et peut encore se produire si nous n'ouvrons pas mieux les yeux.

Pour réagir au lendemain du congrès fédéral de Bordeaux sur qui compter ? Il y a ceux qui forment à part des syndicats F.O. Et même maintenant des syndicats autonomes. Mais il y a surtout ceux qui restent dans la vieille fédération. A mon avis, c'est eux qui ont la tâche de beaucoup la plus importante. Peut-être aussi la plus difficile. Pas toujours comprise. J'ai eu l'impression en entendant Drouet me répondre au congrès du Livre-F.O. « qu'il n'y avait plus rien à faire à la vieille fédération » que j'avais parlé, sinon à des sourds, au moins à un sourd.

Comme on le peut penser ceux qui restent à la vieille fédération sont tirillés entre plusieurs états d'esprit.

1° Les partisans de la lutte plus ou moins sourde à l'intérieur de la Fédération et de la C.G.T., comme Anderson, de Clermont-Ferrand.

2° Les partisans de l'autonomie, provisoire ou durable ; ce qui était la position hier, avant-hier de la majorité du comité fédéral, et qui restait hier celle de Largentier et des typos parisiens.

3° Les partisans de l'autonomie stricte et peut-être de la C.N.T., dont quelques-uns, avec J. Boucher, courent l'aventure d'un syndicat autonome du Livre parisien.

4° Les camarades animés de l'esprit de la déclaration de la Ligue syndicaliste, partisans du ralliement à F.O., mais plus soucieux encore d'un véritable redressement du Livre, Fédération et corporation, estimant qu'il faut reprendre le travail à la base, dans les sections, former une nouvelle génération de militants à Paris comme en province, envisageant un travail en profondeur et de longue haleine, ne se limitant pas à une lutte contre Ehni mais combattant tous les dangers qui menacent la classe ouvrière et son mouvement syndical.

5° Enfin les vieux réformistes, vieux et jeunes, décidés à ne pas bouger un doigt et à attendre que la situation se dénoue d'elle-même.

Tous ces courants, par le fait même que leurs éléments sont restés dans la vieille maison, ne peuvent pratiquement mener maintenant qu'une lutte à l'intérieur de la Fédération et de la C.G.T. Ils sont entraînés à bloquer leurs efforts plutôt qu'à former des groupes distincts. Le Livre libre réussira-t-il à être leur point de rassemblement ? De notre côté un Cercle syndicaliste du Livre a été ébauché, formé d'un groupe parisien qui posséderait ses correspondants en province. Ce Cercle peut fort bien embrasser tous les courants, c'est-à-dire tous ceux qui dans les divers courants ne veulent pas attendre les derniers mois d'avant le futur congrès pour se réveiller. Trois ans nous séparent du congrès de Nice. Il peut se passer bien des choses en trois ans ! Evidemment. Mais on fera d'autant mieux face aux événements qu'on ne sera pas surpris par eux et qu'on sera déjà rassemblés.

Indisciplinés ? Non. C'est une tradition dans le Livre qu'il y ait un groupe d'opposition. Une tradition qui remonte à Allemane et qui est marquée par les noms de militants comme Normand, Mangin, Villeval, Sergent, Godonnèche. Contre cette tradition, Ehni ne peut rien.

La situation est un peu différente aujourd'hui, du fait de la scission syndicale. Il n'en reste pas moins qu'Ehni aurait tort de se croire tout permis, au lendemain de Bordeaux.

Il vient de menacer d'exclusion Bandiéri, le secrétaire de la section du Livre de Grenoble. Certes, Bandiéri trouvait le moyen d'être à la fois secrétaire de l'Union départementale F.O. de l'Isère et secrétaire de la section de Grenoble de la Fédération du Livre adhérente à la C.G.T. Il remplissait les deux fonctions, bénévoles, depuis deux ans. Ehni prend prétexte de la présence de Bandiéri au dernier C.C.N. de F.O. pour dire que ça ne peut pas continuer. Le congrès de Bordeaux lui a donné de l'assurance. C'est assez naturel. Bien sûr, la situation de Bandiéri était anormale. Mais elle ne faisait que refléter la situation générale ; n'est-elle pas anormale ?

La proposition des typos parisiens à Bordeaux : rassemblement dans la Fédération mais liberté d'adhérer ou non aux unions départementales avait justement son explication dans des cas comme celui de Bandiéri.

Cette proposition n'a pas été retenue; Ehni veut mettre de l'ordre dans sa maison. Les résultats ? Il accroît le désordre. Il est obligé d'exclure Bandiéri. Ça sonne mal une exclusion. Ça fait du bruit. Ça fait même plus. Exclu, Bandiéri se voit forcé de former une section F.O. du Livre à Grenoble.

Ainsi le malaise du Livre se trouve aggravé. Par l'initiative d'Ehni. Il ne faut d'ailleurs pas s'illu-

sionner. Ce malaise n'est pas passager. C'est un mal profond. Le Livre n'en guérira qu'en faisant sur lui-même un grand effort et comme peau neuve. Il en guérira avec l'ensemble de la classe ouvrière appelée au même effort pour assainir et refaire son mouvement syndical.

P. MONATTE.

Une initiative intéressante à Grenoble

A Grenoble des camarades viennent de constituer un groupe d'études syndicalistes, qui se donne pour tâche le regroupement local des forces syndicalistes libres. Ils ont tenu le 10 novembre une première réunion, qui avait été préparée par l'appel suivant :

1° Le gouvernement, le patronat et toutes les forces de réaction subordonnées aux classes dirigeantes de ce pays profitent de la désunion des forces ouvrières, non seulement pour ne point satisfaire les légitimes revendications des salariés ou des employés des services d'Etat, mais pour saboter de façon ouverte ou souterraine les conquêtes sociales acquises (critique négative de la Sécurité sociale, atteinte aux droits syndical et de grève, opposition à l'extension des prérogatives économiques des comités d'entreprise, etc.).

2° La C.G.T. communisée par ses éléments dirigeants et les orientations tactiques qu'ils lui imposent ne peut avoir, pour mobiles profonds, que la chute du régime par l'entretien permanent d'une agitation (stérile quant à l'aboutissement des revendications avancées) et son remplacement par un capitalisme étatique dictatorial et soi-disant ouvrier !...

3° Cependant, c'est un fait qui, objectivement, ne peut se nier, que (et dans notre département plus particulièrement) la C.G.T. conserve dans l'ensemble de la France la majorité des travailleurs de l'industrie, organisés ou non, sous son influence. La classe ouvrière n'a pas su être éveillée aux soucis et aspirations d'un syndicalisme authentique (réalisé par les travailleurs et pour les travailleurs et tendant, par étapes, à la réalisation de la gérance de l'économie par les producteurs eux-mêmes et en vue de la satisfaction de leurs besoins et non de profits capitalistes).

On n'a pas eu le courage de montrer aux travailleurs tout ce que la succession du régime capitaliste demande de dévouement, de compétence et d'efforts de pensée, de nouveaux moyens de lutte.

Les organisations syndicales libres (C.F.T.C., C.G.T.-F.O., C.N.T., Autonomes, C.G.C.) qui, sauf erreur, ont pour but d'assurer cette promotion ouvrière ne regroupent séparément qu'une masse insuffisante d'éléments et trop peu de militants en égard aux tâches qui incombent à un mouvement syndical tel que défini plus haut.

4° Tous les faits précédents nous amènent à penser que seul un regroupement de militants syndicalistes libres (prélude à un regroupement des organisations dans lesquelles ils sont engagés) peut permettre d'une part d'échapper au double danger :

a) capitalisme privé et ses forces réactionnaires, donc dictature de l'argent ;

b) dictature dite du « prolétariat » soutenant un capitalisme d'Etat et un régime policier.

D'autre part, de donner une orientation saine à l'action de la classe ouvrière.

5° Les événements journaliers posent à ces syndicalistes seulement soucieux d'une émancipation vraie des travailleurs, des problèmes, en ce qui concerne :

a) les objectifs revendicatifs à réaliser ;

b) les moyens tactiques nécessaires pour aboutir.

Exemples : a) extension des pouvoirs économiques des C.E. et déviation qu'ils subissent de la part de la C.G.T.,

Plein emploi main-d'œuvre, moyens réalistes pour l'allègement de la distribution.

Revalorisation effective du pouvoir d'achat,

Les problèmes de productivité,

Plan Marshall (avantages et inconvénients), etc...

b) Réalisation d'une unité effective de la Classe

ouvrière dans l'action, pour la réalisation de ses objectifs.

Or posons franchement ce dernier point :

L'unité pratique d'action pour le problème d'ensemble du pouvoir d'achat est indispensable, mais comment l'obtenir sans sacrifier aux manœuvres du P.C. et de sa satellite, la C.G.T. ?

Nous pensons que seule une unité d'action, étudiée dans le cadre des centrales syndicales libres, peut permettre à ces dernières de prendre l'initiative d'une action générale dont elles détermineraient :

— les objectifs et les moyens d'action, et de réaliser ensuite effectivement cette action, en acceptant de faire converger leurs efforts avec ceux de la C.G.T., circonstancielle et dans la mesure où elle adopte les mêmes buts et moyens, donc en définitive déclencher un mouvement ayant quelques chances d'efficacité sans trop risquer de le voir détourner de ses méthodes et buts initiaux. Or les diverses centrales libres, prises isolément, manifestent un esprit de « boutique », de « chapelle », préjudiciables à la classe ouvrière.

Seuls donc des militants (de la base d'abord) peuvent, en se regroupant dans une équipe où ils s'engagent qu'eux-mêmes, faire tendre, par leur action concertée, les syndicats auxquels ils appartiennent à la réalisation de cette unité du syndicalisme libre (dans l'action d'abord, et même, il n'est pas utopique d'y songer, et les événements politiques et sociaux du monde pourraient bien nous en faire avancer le jour, organique ensuite).

C'est dans ce but que les camarades signataires du présent appel veulent tenter (essayant de réaliser à Grenoble un effort qui, déjà, s'amorce ailleurs) de réunir un certain nombre de militants ayant foi en les orientations ci-dessus définies et désireux de s'essayer à définir une politique commune qu'ils s'engageraient à défendre démocratiquement dans leurs syndicats respectifs afin de faire peu à peu avancer cette idée de l'unité du syndicalisme ouvrier indépendant et de dégager leurs centrales de tout sectarisme étroit.

Si vous êtes d'accord avec l'effort que nous tentons : renvoyez-nous un exemplaire du présent appel après avoir ajouté votre signature, à celle de ceux qui l'ont déjà approuvé.

Une première réunion vous est proposée pour jeudi 10 novembre à 20 h. 15 au local F.O., avec les points suivants à l'ordre du jour :

1° Unité d'action de la classe ouvrière ;

2° Réalisme et justice, à propos du minimum vital et hiérarchie.

Signent le présent appel :

Dode, Syndicat E.D.F., C.F.T.C. ; Bonnet, Union locale C.F.T.C., 29, rue E.-Faure, Michel, E.D. C.F.T.C. ; Bandiéri, U.D. Force Ouvrière, Grenoble ; Jallenques, Textile C.F.T.C., Grenoble ; Louis Vert, Métaux Force Ouvrière, 6, rue M.-Desprez à Grenoble.

P.-S. — Adresser les adhésions soit à Bonnet, U.D. C.F.T.C. ; soit à Vert, Métaux, Force Ouvrière, 6, rue M.-Desprez à Grenoble.

Ce groupe et ces réunions étant extérieurs à la vie propre des organisations, il faudrait évidemment que ces dernières aient lieu dans un local indépendant desdites organisations. Cela est difficile à trouver. Aussi le mieux serait, si chacune des organisations veut bien, offrir à tour de rôle son hospitalité à ce groupe et ne point lui porter ombrage, de se réunir alternativement dans les locaux F.O., C.F.T.C., C.G.C.

La première réunion proposée, F.O. ayant donné son accord, se ferait, 6, rue Marcel-Desprez.

UNE FORCE QUI SE CHERCHE ET VOUDRAIT S'AFFIRMER

Cette session du Comité confédéral national de la C.G.T.-F.O. des 22 et 23 octobre — remarquable à plus d'un titre — ne fut-elle pas trop tardivement convoquée pour être aussi efficace qu'on pouvait l'espérer ? Mon article du dernier numéro de la R.P. (octobre 1949) posait la question de la direction de la bataille des salaires. Mais il fallait d'abord que celle-ci fût engagée en temps utile.

On se demandait autrefois si l'intuition n'était pas la qualité essentielle du militant syndicaliste, du militant révolutionnaire. L'exemple des hommes de la C.G.T. de 1906, comme celui de Lénine semblent le prouver. D'autres ont pu les égaler ou les dépasser, quant à l'intelligence, la sûreté doctrinale, le courage ou l'audace. Mais leur succès tient plus au choix de la date de l'action, qu'à la préparation même de celle-ci. C'est également vrai sur le plan militaire. Napoléon — dit plaisamment Bernard Shaw — a vaincu parce qu'il méconnaissait toutes les lois de la stratégie. Il portait au bon moment des coups qu'aucun général intelligent ne pouvait prévoir. De Gaulle — si lamentable qu'il paraisse aujourd'hui — reste l'homme du 18 juin 1940. Il avait déjà tort le 19, mais il lui a suffi, pour entrer dans l'histoire, d'avoir eu raison la veille.

Or les troubles de juillet et août derniers, les velléités de constitution de l'Europe, le choc des dévaluations... tout cela annonçait un tournant décisif. Même la grève d'avertissement des fonctionnaires du 15 juin engageait la bataille pour la défense du salaire réel. Que nous soyons à la veille d'une crise ou d'un effort européen de rééquipement... (soutenu par les Etats-Unis plus par souci de sécurité, d'opposition au bloc soviétique que par intérêt capitaliste) ...il appartient aux spécialistes d'en juger. Mais il appartient bien aux militants syndicalistes d'engager la classe ouvrière dans des positions solides afin d'éviter qu'elle supporte toutes les souffrances de la crise ou toutes les charges du rééquipement. Ce qui détermine un changement net d'orientation... une rupture avec le dirigisme, l'étatisme, le paternalisme, un retour à la lutte de classes et à la solidarité réelle des travailleurs.

La classe ouvrière américaine n'a-t-elle pas gagné la bataille de la reconversion ? Et si l'on doit choisir un parti américain, celui-là me semble digne d'un syndicalisme dynamique, riche de traditions que la « savantasserie » des... « organisateurs » n'a pas réussi à détruire. C'en est fini des grèves... pour le communiqué, des grèves menées sans risques... sous le signe du maquillage et du maquignonnage. Tout redevient clair...

Si l'on éloigne le « reclassement » des fonctionnaires (qui, même réalisé complètement, n'apportera qu'une augmentation dérisoire aux petits fonctionnaires) c'est pour étayer le « blocage » des salaires. Si la Confédération du Patronat français revient sur son acceptation de la hausse du « minimum vital », c'est parce que M. Biondi (secrétaire d'Etat à la Fonction publique) a rappelé l'article du Statut de la Fonction publique élevant à 120 % du minimum vital le salaire de base des fonctionnaires (disposition de nature d'ailleurs à alourdir les malentendus entre les travailleurs des industries privées et ceux des salaires publics).

On ne peut plus marchander. Il faut se battre... sur un seul front. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut toujours attaquer sur tous les points.) La chute du cabinet Queuille, la longue crise ministérielle, les hésitations et les inquiétudes socialistes témoignaient de contradictions insolubles par le jeu des combinaisons habituelles, où la classe ouvrière jouait le rôle de masse de manœuvre.

Reprochera-t-on au bureau de la C.G.T.-F.O. d'avoir manqué de cette intuition déterminante ? Oui, si l'on est de la maison et si l'on veut la consolider et la développer. Mais les autres ne se sont pas qualifiés pour l'emploi de censeurs et de guides. Les staliniens n'ont guère le droit de choisir ni le sens, ni la forme, ni la portée, ni la date de leur action. L'habitude de la servilité n'a même pas développé en eux cette intuition du soldat ou de l'esclave qui prévoit le contrordre, avant d'exécuter l'ordre.

Les enseignants autonomes n'ont pas voulu comprendre la journée du 15 juin et ceux qui ne s'engagent pas dans le corporatisme rêvent encore de construire le Capitole sur leur Aventin. La C.F.T.C., quand elle ne s'accroche pas à la C.G.T., par veulerie, se laisse bercer par le paternalisme « social », l'une des maladies les plus nocives du syndicalisme.

Quant au Cartel autonome, je veux bien croire qu'il porte tous les espoirs de la renaissance du syndicalisme. Jusqu'à présent, je ne vois pas bien les réalités qu'il représente et les résultats qu'il a obtenus. C'est sans doute que ma vue baisse avec l'âge (1).

LE CARACTERE DES INTERVENTIONS AU C.C.N.

Ce que j'ai vu à F.O., c'est un C.C.N. vivant d'une spontanéité certainement supérieure à celle du congrès dont j'ai rendu compte dans la R. P. J'ai vu et entendu des gens qui représentaient autre chose que des « tendances » et « courants d'opinion », des mandataires d'organisations de densité et de rayonnement variables — toutes cependant formées dans la rupture brutale avec les staliniens. Car c'est là un élément d'appréciation trop négligé, dans la philosophie de la scission confédérale. En 1921, on avait voulu se séparer de révolutionnaires « indésirables » pour « conserver » des positions solides. En 1947, à la base, on s'est arraché à un appareil solidement enfoncé dans la masse, on a abandonné les positions, les bâtiments et les meubles. L'esprit conservateur règne du côté des staliniens, comme chez les autonomes de l'Enseignement. A F.O., il y avait tout à construire, tout à créer. On peut déplorer la faiblesse des fédérations des industries privées. C'est que l'on réalise mal — surtout lorsqu'on est fonctionnaire — ce que représente pour un militant ouvrier un choix qui l'oppose au führer de la cel-

1) J'ai écrit cela avant la conférence du Cartel autonome. Mon opinion variera peut-être lorsqu'on connaîtra les résultats. Il est bien entendu que je ne méprise pas les efforts, accomplis par nos amis autonomes. Je crois simplement qu'ils seraient plus efficaces au sein de la C.G.T.-F.O.

lule, aux délégués du personnel, autant qu'aux « cadres » et au patron qui, pour ne pas avoir d'histoires avec les staliniens, sacrifient sans hésitation le syndicaliste « non conformiste ». C'est ce qui explique sans doute la présence de nombreux « jeunes » au C.C.N., des jeunes pour qui F.O. est une « base de départ » et non un refuge...

Ce qui m'a frappé, c'est le souci de chacun d'exprimer l'opinion de ses mandants consultés en général la veille du C.C.N. Et c'est aussi la place prise par les représentants des Unions. Vingt-trois d'entre eux ont pris la parole dans la discussion générale : ceux du Finistère, de la Somme, du Nord, de l'Aube, de Meurthe-et-Moselle, de la Gironde, du Puy-de-Dôme, de la Haute-Vienne, de la Région parisienne, de la Seine-Inférieure, de l'Isère, de la Côte d'Or, du Morbihan, de l'Hérault, du Jura, du Pas-de-Calais, de la Loire, de la Loire-Inférieure, de la Marne, des Territoires occupés, des Bouches-du-Rhône, des Deux-Sèvres, de Maine-et-Loire. J'ai souligné dans la dernière R. P. la position de l'Union parisienne que Leprix a développée avec une solide conviction. Certains prévoient quelque discordance entre Paris et la province, sur les revendications et l'action. Craintes ou... espoirs démentis par les réactions du C.C.N. Les crateurs des Fédérations (Pharmacie, Cheminots, Métaux, Alimentation, Employés, Mineurs, Livre, Spectacle, Bois) n'ont d'ailleurs pas apporté de notes discordantes. Evidemment, les questions des conventions collectives et de la hiérarchie des salaires dominent dans leurs préoccupations... et le ton change selon la force représentée. Que les secrétaires de l'Alimentation, du Spectacle, des Employés... même des Métaux soient plus confiants que ceux du Bâtiment et des Mineurs, c'est la preuve que l'homme ici n'est vraiment que l'interprète d'une organisation. Le compte rendu de Force Ouvrière ne dit rien — omission sans doute involontaire — de l'intervention d'Auzanneau, secrétaire du Comité Interfédéral des Fonctionnaires et Postiers. C'est dommage, car ce fut une heureuse expression de solidarité confédérale.

Ce qui se dégage le plus nettement des propos tenus par les secrétaires d'Unions, c'est le bilan de faillite de la politique de « baisse des prix » que tous semblent avoir soutenue avec conviction et fermeté. On comprend mieux le sens de la manifestation nationale, dont tous ont affirmé la nécessité (les seuls opposants rejetant la limitation dans le temps de la grève projetée). Un avertissement, sans doute (et celui du 15 juin ne fut pas inutile, quoi que disent ceux qui n'ont pas eu le courage d'y participer). Mais surtout la conclusion d'une longue période d'espoirs et d'illusions.

Il paraît qu'il existe une « minorité F. O. », que les redresseurs autonomistes admettent dans leur amitié — non sans quelque condescendance ! Celui qui la représente appartient à la Fédération postale et dirige tous ses coups contre la majorité de celle-ci, c'est-à-dire contre Mourguès, Mathé et leurs amis.

Ce sont là, paraît-il, les hommes à abattre, préablement à tout redressement ! Faut-il que je sois naïf ou corrompu... moi qui souhaiterais à la direction de nos syndicats de l'Enseignement, des militants de cette classe ! La gauche de F.O. — si l'on entend par ce terme la tendance la plus audacieuse — n'était pas absente du C.C.N. On sentait sa présence dans les interventions de presque tous les délégués des Unions.

On l'a sentie plus nettement par le passage à la tribune d'Hébert, le secrétaire de la Loire-Inférieure et de Lebourre (du Spectacle). Quelle déception pour les habitués du Club du Faubourg et les amateurs de tauromachie ! On les écouta l'un et

l'autre avec une attention sympathique... et méritée. Hébert s'affirma comme un syndicaliste de la meilleure cuvée, insistant aussi bien sur le respect du fédéralisme dans l'organisation que sur la nécessité de mettre l'accent sur l'action pour le salaire. Lebourre décrivit le monopole de fait des staliniens sur l'industrie cinématographique avec une précision qui appellerait une publicité plus large dans notre revue.

On appréciera le climat du C.C.N. et de la C.G.T.-F.O. par deux incidents significatifs. Lebourre avait démissionné de la Commission Exécutive à la suite d'un débat passionné quoique le motif en soit de peu d'importance. Il convenait de le remplacer, lui et le camarade Gauthier démissionnaire pour raisons de santé. On allait voter à bulletin secret, quand quelqu'un proposa d'élire Charlot et de réélire Lebourre. Ce qui fut décidé à l'unanimité et par acclamations. Loyallement, Lebourre prévint le C.C.N. qu'il ne pouvait accepter, sans en référer à la commission exécutive de sa Fédération. Le C.C.N. passa outre, confirmant ainsi d'une manière éclatante sa volonté de choisir un militant non conformiste.

En fin de séance, dans l'énerverment des dernières décisions et des premiers départs, Charlot signala des tentatives « autonomistes » dans sa Fédération et mit en cause, indirectement, « l'Union des Cercles d'Etudes syndicalistes » où Lebourre, Guelf, Hébert, Hervé, Patoux, Lucot de F.O. se retrouvent avec les militants autonomes.

On pouvait s'attendre au pire, en ces sortes de débats : des insinuations, des dérobades, de la violence... quelque chose qui laisse un... arrière-goût de fiel. Ce fut au contraire réglé avec une franchise sans équivoque. Charlot précisa ses craintes d'un encouragement apporté à certains autonomistes par les minoritaires F.O. Hébert et Lebourre répondirent que l'U.C.E.S., tendant à un effort de renouvellement du syndicalisme (ou de renaissance ?) par l'étude des principaux problèmes, ne constitue pas une fraction disciplinée et qu'elle perdrait sa raison d'être si elle provoquait des changements dans l'affiliation de chacun.

Ce qui m'a frappé, dans la conclusion de cet incident, c'est la persistance d'un sentiment dominant au C.C.N. : la volonté d'unité — non pas seulement dans l'action, mais dans l'organisation — avec tous les syndicalistes libres. Bothereau, dans son discours, formula lui-même l'espoir de l'unité organique de toute la classe ouvrière arrachée au totalitarisme stalinien.

Quelques-uns pensent-ils vraiment à la C.F.T.C. ? Je suis convaincu qu'à la base on appelle surtout les autonomes et même les camarades de la C.N.T. Le besoin de militants énergiques, capables d'initiative, propagandistes et réalisateurs, l'emporte incontestablement sur toutes les considérations de programme et de tactique.

LES RESOLUTIONS VOTEES

Il paraît inopportun d'insister longuement sur les motions votées, alors que l'on envisage sérieusement l'exécution de la décision de grève générale. Le débat sera clos à ce sujet, lorsque ce numéro de la R. P. paraîtra et l'on en connaîtra les conclusions et les résultats.

Il n'est pas mauvais d'attirer l'attention sur une nouvelle contradiction entre la doctrine et la réalité.

On a voulu dresser un programme de « redressement » de l'économie. Ce fut le rôle d'une commission où les spécialistes imposèrent une sorte de néo-planisme dont les éléments ne furent pas sérieusement discutés par le congrès. « Diriger et coordonner l'économie, étendre les nationalisations en assurant la gestion industrielle de celles qui

existent déjà, utiliser rationnellement le crédit, etc. », tout cela ne paraît nouveau qu'à ceux qui ignorent ou ont oublié les formules du plan de la C.G.T. de 1936. Nous n'en discuterons pas aujourd'hui. Car deux objections majeures nous viennent à l'esprit. La première, c'est que ce plan ne peut être réalisé que par un Etat renforcé et que l'exemple anglais prouve une fois de plus que le renforcement des Etats consolide les nationalismes et s'oppose à tout effort de coopération internationale ou simplement européenne. La seconde, c'est qu'on ne peut plus aujourd'hui opposer au désordre de l'économie l'ordre idéal du dirigisme — car celui-ci n'est plus une aspiration mais une réalité dont chacun apprécie la nocivité. Sans doute dirait-on que l'on n'a pas voulu cela. Mais ce qui est compte évidemment plus que ce que l'on a voulu.

Avant de partir pour une nouvelle étape sur la voie du dirigisme, il convenait d'améliorer les résultats de la dernière étape... et présenter des projets précis de réorganisation industrielle des entreprises nationalisées. Mettre l'accent sur ce qui dépend directement de l'action et de l'organisation ouvrières, et d'abord sur la construction d'une véritable Internationale, avec une « région européenne » au sein de laquelle on coordonnerait les intérêts ouvriers en Europe occidentale.

Le C.C.N. d'ailleurs n'a guère réagi à la lecture de cette motion lourde d'ambitions et... d'illusions.

On sent beaucoup plus le réalisme immédiat dans les résolutions relatives aux salaires, à l'unité d'action, à l'arbitrage.

Certes nous aurions préféré, pour la première, les formules simples et claires de l'Union des syndicats parisiens. On a voulu satisfaire à la fois, avec l'ensemble des salariés, les techniciens et les fonctionnaires. Ce qui explique l'expression — à deux reprises — de la tendance « hiérarchique », sous sa forme la plus irritante. (Pourquoi ne pas user du terme de « qualification professionnelle », qui a l'avantage d'élargir le problème et de limiter certaines exigences des cadres pas toujours qualifiés...)

Ce qui explique aussi que l'on parle dans la motion du reclassement des fonctionnaires et de la réforme de l'auxiliaariat.

Ce qui est essentiel, c'est, d'une part, la volonté d'en revenir à la liberté contractuelle, pour les salaires comme pour toutes les autres conditions de travail; d'autre part, la volonté de simplifier la feuille de paye en incluant toutes les primes dans le salaire de base. Ce qui est essentiel aussi, c'est la confirmation du mot d'ordre de l'octroi d'une « indemnité d'attente » uniforme.

Par voie de conséquence, on se dresse contre l'arbitrage obligatoire et contre toute restriction du droit de grève. Sans doute, a-t-on entendu soutenir cette thèse d'une autorité arbitrale, d'origine juridique, échappant à « l'arbitraire du gouvernement ». La République espagnole a connu une institution de ce genre. Expérience décevante. En matière de conflits du travail, jusqu'ici, le droit de la force a toujours été le facteur déterminant : force patronale, force ouvrière... ou force de l'Etat...

Mais personne au C.C.N. n'a défendu « l'arbitrage obligatoire » exercé par le gouvernement ou une institution d'Etat.

C'est donc bien dans le sens de la libération de l'étatisme que le C.C.N. s'est orienté, lorsqu'il a pu parler « spontanément »... sans l'intervention des doctrinaires et des planistes.

La résolution sur l'unité d'action a naturellement provoqué quelques réactions désagréables à l'extérieur... et particulièrement chez les autonomes de l'Enseignement. Nous avons regretté le vote de l'avant-dernier C.C.N. intervenant en fin de séance et qui exprimait une condamnation for-

melle et définitive de l'unité d'action sous toutes ses formes... tellement définitive qu'elle fut méprisée, dès le lendemain, par certains de ceux qui l'avaient prononcée. Cette fois il s'agit d'une réponse à la proposition de la C.F.T.C., tendant à la formation d'une sorte de Cartel des Confédérations. On ne veut pas reconnaître comme une centrale syndicale, l'organisation qui n'est plus que l'instrument d'un parti. On ne formule aucune règle contraignant les fédérations et les syndicats. L'expérience a prouvé qu'on ne pouvait limiter impérativement l'initiative des organisations engagées dans l'action, dont on ne peut exclure à priori les travailleurs cégétistes. C'est la C.G.T., considérée dans son ensemble, dans sa direction, ses tendances et ses manœuvres dont on dénonce le caractère d'instrument d'asservissement de la classe ouvrière.

Au congrès de la Fédération autonome de l'Education Nationale, les représentants de l'Ecole Emancipée ont évoqué, avec une complaisance ironique, le temps d'un Bureau confédéral unanime où Jouhaux, Neumayer et Bothereau s'associaient à Frachon et à Henri Raynaud dans le réformisme orthodoxe. Ce rappel ne nous gêne guère, nous, hérétiques constants et impénitents! Si Jouhaux, Neumayer et Bothereau avaient tort hier, il n'en résulte pas qu'ils ont tort aujourd'hui. Et vraiment la situation actuelle est-elle comparable à celle de 1946? Entre le réformisme le plus plat... et « les grèves Molotov » quel rapport peut-on établir? Frachon obéissait en 1946, comme il obéit en 1949. Mais son obéissance n'avait pas les mêmes conséquences. C'était manque de vigilance et de prévoyance que de ne pas s'en apercevoir en 1946. C'est une faute criminelle que de ne pas le proclamer aujourd'hui et d'en tirer toutes les conséquences utiles.

On m'a reproché un excès d'optimisme à propos de la C.G.T.-F.O. Erreur d'appréciation. Les optimistes aveugles sont ceux qui croient encore à la possibilité de l'unité organique avec les stalinien. Je retrouve au contraire à F.O. quelque chose de ce « pessimisme » « moteur d'action » qui — selon Romain Rolland et Amédée Dunois — animait les premiers syndicalistes.

Ce n'est pas seulement la science de son malheur que la classe ouvrière doit acquérir. C'est « la science de sa faiblesse, de la décadence de son mouvement ». Je rencontre à F.O. des anciens et des jeunes que dominent de telles pensées, qui sentent la nécessité d'un redressement rapide, qui souffrent de la discordance entre leurs obligations et leurs possibilités — et qui ne se découragent pas cependant.

Tout le contraire de la démagogie, cette volonté encore hésitante, toujours douloureuse de « secouer le dormeur ». Volonté qui est celle des autonomes qui ne se payent pas de mots. Qu'attendent-ils donc pour nous rejoindre?

Roger HAGNAUER.

Prétendre que la Russie pourrait sauter par-dessus la période du développement capitaliste est un pur non-sens. Le marxisme s'est pour toujours libéré de cette absurde croyance des populistes et des anarchistes, selon laquelle la Russie pourrait éviter le développement du capitalisme.

La Russie souffre d'un sous-développement du capitalisme. Une révolution bourgeoise serait d'un plus grand bénéfice pour la classe ouvrière que pour la bourgeoisie.

LENINE (Deux tactiques). 1905.

Quand le Père Peinard faisait la « Révolution »...

On peut assurément affirmer que l'année 1909 fut importante pour la vie intérieure du syndicalisme français dont la C.G.T. était l'unique et vigoureuse expression. Dans le langage d'aujourd'hui, on dirait qu'elle fut « cruciale ». Elle vit, à n'en pas douter, s'achever la dislocation de l'équipe qu'on peut à juste titre appeler « l'équipe de 1906 ». En janvier, Emile Pouget quitte « la Voix du peuple ». En février, Griffuelhes ne se représente pas au secrétariat de la C.G.T. Réélu trésorier, Lévy refuse le renouvellement de son mandat. Marck est élu à sa place. Niel remplace Griffuelhes. Il est contraint de démissionner peu après. Jouhaux succède à Niel, ouvrant, en fait, une nouvelle époque... Le destin du syndicalisme français a changé de mains en 1909.

Le Père Peinard

Emile Pouget, le Père Peinard.

Le nom lui restera. Comme Hébert fut le Père Duchêne. Des « brûlots », l'Histoire a retenu celui d'Hébert pendant la grande Révolution, et la « Lanterne » de Rochefort sous le Second Empire. Il lui sera impossible de passer sous silence « le Père Peinard » d'Emile Pouget sous la République bourgeoise.

« C'est le 24 février 1889 — note Paul Delesalle dans la biographie d'Emile Pouget publiée par le *Cri du Peuple* en 1931 (1) — que parut le premier numéro du « Père Peinard », en petite brochure, rappelant les « Lanternes » de Rochefort, écrit à la façon imagée du « Père Duchêne » d'Hébert, mais d'un style plus prolétarien... »

Pouget avait alors 29 ans. Dix ans plus jeune, en 1879, il avait compté parmi les fondateurs du premier syndicat d'employés parisiens. Sans doute l'origine de ce syndicat n'est-elle pas étrangère au fait que sa bannière est, aujourd'hui encore, rouge et noire. Arrêté le 8 mars 1883 à l'issue d'une manifestation de menuisiers chômeurs sur l'esplanade des Invalides, Pouget fut condamné en même temps que Louise Michel. Il tira trois années au droit commun à Melun. A sa libération, il se donna tout entier à la propagande par le moyen du journal.

C'était, disait Paul Delesalle, un journaliste né. La collection du « Père Peinard » et celle de « la Sociale » montrent que ce « gniaf » — il s'était baptisé ainsi — avait, c'est certain, un fameux coup de tranchet.

Mais le « Père Peinard » hebdomadaire ne lui suffisait pas. « ...Pouget eut toute sa vie comme la hantise d'un journal quotidien, mais d'un journal prolétarien reflétant exclusivement les aspirations de la classe ouvrière. » (2)

(1) Cette biographie a été reproduite dans la brochure éditée par Delesalle à la mémoire d'Emile Pouget (*La Publication Sociale*). Emile Pouget est mort en 1931.

(2) Paul Delesalle.

Hantise qui fut aussi celle de Proudhon. Dans la belle page de ses « Souvenirs », où Gustave Lefrançais a raconté les obsèques de Proudhon (22 janvier 1865), il notait :

« Nous venons d'enterrer Proudhon, mort à cinquante-cinq ans à peine. Ainsi que l'a justement fait remarquer Girardin dans la *Presse* de ce matin, c'est l'impuissance dans laquelle on l'a mis d'exercer son robuste talent de polémiste qui l'a tué. Le livre, en effet — et il savait le faire — ne suffisait pas à son tempérament de lutteur. Il lui fallait la discussion. C'était le journaliste par excellence. ...Ce succès (le succès de ses livres) ne valait pas pour le Franc-Comtois le tirage d'un seul article à cent mille exemplaires comme autrefois dans le *Peuple* ou la *Voix du Peuple* et il est mort de cette privation, plus que de la maladie de cœur dont il souffrait depuis dix ans. » (3)

C'est le 1^{er} février 1909 qu'Emile Pouget réalisa le rêve de sa vie. Ce lundi parut, à Paris, le premier numéro du quotidien « la Révolution ». Le numéro cinq centimes. Bureaux, 12, rue du Croissant, Paris (II^e). Abonnements : 1 mois, 2 francs ; 3 mois, 4 fr. 50 ; 6 mois, 9 francs ; un an, 18 francs. L'imprimeur-gérant : Mouchebœuf.

Un vigoureux programme

L'article de fond de ce premier numéro est vigoureux : « Il n'y a pas de quotidien irréductible opposition au capitalisme et à l'Etat. Nous voulons l'être ! Il n'y a pas de quotidien uniquement soucieux de mener la lutte sociale et économique, sans préoccupations parlementaires. Nous voulons l'être ! »

« ...Nous retenons la tradition révolutionnaire de nos pères qui brûlaient octrois, châteaux et chartes féodales, symboles des servitudes économiques ; qui abattaient la Bastille, symbole de l'étouffement de la pensée ; donnaient l'assaut aux Tuileries, forteresse de la classe dirigeante, et coupaient la tête à un roi, personnification du régime abhorré.

« ...Nous continuons l'œuvre ébauchée par l'Association internationale des Travailleurs, qui, au mépris des frontières, proclama la solidarité des travailleurs de tous les pays, dans la lutte contre la commune exploitation que fait peser sur eux la bourgeoisie internationale.

« C'est dire que, pour nous, l'ère révolutionnaire n'est pas close, parce qu'a triomphé et règne la bourgeoisie. Derrière celle-ci se dresse la classe ouvrière, exigeant Bien-être et Liberté pour tous, et ayant la Grève Générale pour idée directrice de son permanent combat. En effet, la Révolution est œuvre de tous les jours, chaque conquête sur le Pouvoir et sur le Patronat est besogne de révolution... »

« ...La Révolution sera donc un journal de classe

(3) Gustave Lefrançais : *Souvenirs d'un révolutionnaire* (pp. 273, 274, 275).

— de la classe ouvrière — et non un **journal de parti...** »

Il est impossible de tout citer. Mais il convient de retenir, car c'est une innovation — qui n'a d'ailleurs pas été très suivie depuis, mais que la **Révolution prolétarienne** s'honore de continuer — les explications que donne spontanément le même article programme sur l'origine des fonds qui ont permis la publication du nouveau quotidien.

« Mettre debout un quotidien qui aura à faire front au capitalisme est un gros effort. Nous osons néanmoins le tenter, certains que les travailleurs comprendront l'utilité de l'outil de combat que nous forgeons, et qu'ils ne nous ménageront pas leur appui.

» C'est grâce à des concours d'amis dévoués et désintéressés que nous pouvons assurer la publication de la **Révolution**. Ces amis, beaucoup les connaissent :

» C'est Malato, légataire d'un de ses amis, vieux militant sans héritiers, qui a pensé répondre à l'intention du donateur en affectant une partie de ses fonds à aider à la création du journal ; c'est Louzon, à qui ses sympathies pour l'organisation ouvrière ont valu sa révocation d'ingénieur de la Compagnie parisienne du Gaz.

» Ces deux camarades nous permettent donc, aujourd'hui, de continuer notre propagande dans un large rayon d'action. »

Et de conclure :

« Par le quotidien, nous pouvons suivre pas à pas, pour la refléter et l'exprimer, la lutte ouvrière ; nous pouvons percer à jour les scélératesses du pouvoir ; nous pouvons dénoncer les abus et les méfaits du patronat. Par le quotidien, nous pouvons beaucoup ! Car désormais, l'influence de l'opinion publique est telle qu'un journal quotidien est une grande force.

» A l'œuvre tous ! Camarades de Paris et de province, contribuons ensemble à faire de ce journal un puissant levier, grâce auquel nous besognerons pour l'émancipation sociale. »

Comme signature : **La Révolution.**

« Raté, ce premier numéro... »

Monatte, qui faisait partie de l'équipe, — il était à la « Vie sociale » — m'a conté qu'en quittant l'imprimerie le soir de la mise en pages de ce premier numéro, il avait dit à Pouget : « J'ai l'impression que ce premier numéro, nous l'avons raté. » Pouget ne le croyait pas. Pourtant, le lendemain matin, il envoyait à Monatte un « petit bleu » pour lui dire : Tu as raison, il faut nous voir au début de l'après-midi et remédier à cela.

En première page, une attaque directe contre le président du Conseil : « Clemenceau ministre du tsar. »

« M. Clemenceau est content : il a réussi à lancer l'emprunt russe. C'est le deuxième que nous lui devons, et ce n'est peut-être pas le dernier. Car c'est aux emprunts russes que M. Clemenceau doit son portefeuille. »

Et l'auteur, qui signe K. Z. (Francis Delaisi) de révéler la tenue d'une réunion au siège du Crédit lyonnais, le 19 janvier 1906, entre les dirigeants des grandes banques et M. Raffalovitch, agent financier du gouvernement russe à Paris (4) avec, « tout seul de son espèce », M. Georges Clemenceau. Le lendemain, les agences financières annonçaient que M. Clemenceau « approuvait l'emprunt russe ». Six semaines après, Rouvier quittait la présidence

(4) A qui nous devons la fameuse formule : « l'abominable vénalité de la presse française... »

du conseil pour se mettre à la tête d'une grande banque. Et, le nouveau président, Sarrien, confiait à Clemenceau le portefeuille de l'Intérieur.

« ...Il s'agissait avant tout, d'assurer le silence des journaux et du parlement. Or, le ministre de l'Intérieur est par excellence celui des fonds secrets où s'abreuve une presse avides ; il est aussi le ministre qui a fait les élections. Maître des préfets, assuré du concours des grands journaux, répandant discrètement sur les comités électoraux la manne d'or abondamment mise à sa disposition par les grands syndicats capitalistes, M. Clemenceau devait forcément assurer à son parti un triomphe éclatant. L'énorme majorité radical de la Chambre actuelle est entrée en 1906 au Palais-Bourbon sous les auspices d'un emprunt russe, et par les soins d'un homme porté au pouvoir par le Crédit lyonnais. Elle était acquise d'avance à toutes les réactions. »

Dans la colonne voisine, Monatte épingle le succès de la grève des camionneurs des Halles, venant après celui des vidangeurs, des charbonniers et débardeurs, des laitiers, des camionneurs en vins et des boueux, et il relate les péripéties de la grève des « camionneurs messagistes » encore en lutte. La grève en cours des linotypistes parisiens est racontée, en « cheval », par un lino.

Sous ses initiales, Victor Méric, alors détenu à la Santé, publie de « libres propos », tandis qu'un article non signé célèbre « un anniversaire » : celui de la suppression du roi Dom Carlos par les révolutionnaires portugais :

« Aujourd'hui, le peuple portugais est en train d'apprendre, en voyant à l'œuvre ses politiciens, que la république bourgeoise n'est que la sœur ennemie de la monarchie... Peu à peu, les prolétaires entrevoient, par la leçon des événements, que la vraie lutte ne doit pas se poursuivre seulement contre les despotes couronnés, mais aussi contre les autres rois que sont les capitalistes et les politiciens. Et, s'élevant des individus aux institutions, ils en concluront logiquement qu'il faut abattre le Capitalisme et le Pouvoir. »

En deuxième page, Henri Dagan donne ses premières impressions de « délégué de la Révolution » à la Chambre. (A l'Aquarium, chez les bouffe-galette, eût écrit le Père Peinard.) A côté, Georges Paul inaugure la rubrique « Usines et Ateliers » par la Falencerie de Choisy-le-Roi.

Deux feuilletons : « L'Enfant », de Vallès ; « Madame Jeanne d'Arc », roman historique inédit par Marius Réty.

En « trois », à côté d'un conte de Joseph Roumanille (5), la dernière heure, les faits divers (commentés) et une petite revue de presse donnant des extraits des journaux du matin même. Puis les convocations, qui tiennent toujours beaucoup de place dans les quotidiens ouvriers.

La quatrième page est presque tout entière consacrée à de la publicité de librairie (en général peu payante) : « Les Hommes du jour », le nouveau dictionnaire La Châtre, les œuvres complètes de Victor Hugo en 19 volumes illustrés, etc.

Ce premier numéro est évidemment, ainsi que tous les journaux de l'époque, très différent des quotidiens d'aujourd'hui. Il « fait » gris. Aucun cliché. Pas même un dessin, ce qui étonne, venant du Père Peinard, qui illustrait tous ses numéros. Sans doute s'était-il un peu trop pressé de « sortir » et la préparation de ce premier numéro avait-elle été un peu hâtive. N'est-ce pas seulement le soir de la mise en pages du premier numéro que

(5) Deux feuilletons et un conte. A l'époque, la famille ouvrière n'achetait qu'un seul journal. Celui-ci devait donner de quoi lire à tout le monde, faute de quoi on lui préférerait un concurrent.

Grandjouan apporta, au « marbre », l'affiche de lancement ?

Mais tranquillisez-vous... Je n'ai pas l'intention de résumer le contenu de chacun des cinquante-six numéros du quotidien d'Emile Pouget. (Car la « Révolution » n'eut que cinquante-six numéros !) Je voudrais seulement évoquer deux faits qui ont marqué sa trop brève existence.

L'élection de Niel

Le mercredi 24 février 1909 (le numéro de ce jour de la « Révolution » porte la date du 24 décembre 1909, ô Coquille !), Louis Niel est élu secrétaire général de la C.G.T. à une voix de majorité. L'événement (c'en était un) est présenté par l'ensemble de la presse bourgeoise comme une victoire du syndicalisme réformiste sur le syndicalisme révolutionnaire.

Dans un article publié le 15 février par la « Révolution » sous le titre « Depuis Marseille », Alexandre Luquet soulignait le remplacement de la méthode de provocations et de violences gouvernementales — qui avait connu son point culminant à Villeneuve-Saint-Georges le 30 juillet 1908 — par une méthode plus adroite : celle de l'enveloppement des milieux syndicalistes. La nouvelle tactique rencontrait quelques chances dans de violentes polémiques entre les militants syndicalistes, divisés par d'irritantes questions de personnes. Luquet voulait sans doute évoquer l'histoire de la maison des Fédérations. Il ajoutait que déjà le gouvernement démasquait son jeu. Dans la discussion parlementaire sur l'amnistie, Azew-Briand (ainsi le nommait la « Révolution ») avait annoncé que la C.G.T. n'était plus elle-même, qu'elle allait « s'assagir ».

Le 18 février 1909, Monatte annonce que :

Trois anges sont venus ce soir

Nous apporter de bien belles choses...

Les trois anges, c'étaient Keufer, Basly et Lajarige qui présentaient, pour recueillir la succession de Griffuelhes au secrétariat général de la C.G.T., la candidature du citoyen Louis Niel, secrétaire de la Bourse du Travail de Montpellier.

« Cette candidature, officielle aujourd'hui, nous la connaissons depuis un mois déjà, par quelques amis du Midi, à qui on en avait annoncé la bonne nouvelle. Si elle ne s'est accréditée que tardivement à Paris, c'est que Niel cherchait des parrains. Aujourd'hui, il les a trouvés. »

Et quels parrains ! « A qui fera-t-on croire, conclut Monatte, que la candidature de Niel est une candidature d'opposition au pouvoir et au patronat ? Qu'elle est une candidature d'union ? »

Le 20, Merrheim précise : « L'union doit-elle se faire sur la base des résolutions adoptées par le congrès de Marseille ? Si oui, Niel ne peut être le candidat d'union qu'on nous prône. En effet il fut le battu du congrès. » — Sa candidature est « une manœuvre divisionniste, d'autant plus dangereuse qu'elle est plus enveloppée de miel. »

Le 21, la « Révolution » publie la motion votée par le comité fédéral du Bâtiment pour appuyer la candidature de Nicolet, qu'il oppose à celle de Niel. Pour le maintien de la tactique d'autonomie syndicale, indépendante de toute école politique et de toute compromission gouvernementale, et pour l'application des décisions prises à des majorités considérables au congrès de Marseille sur les relations internationales et l'antimilitarisme, la fédération du Bâtiment estime qu'il faut choisir le secrétaire confédéral parmi les représentants de cette majorité.

« Regrettant profondément la décision irrévocable prise par Griffuelhes de ne pas se représenter pour le poste de secrétaire de la C.G.T. », la fé-

dération du Bâtiment s'est vue dans la nécessité de présenter son ancien secrétaire Nicolet.

Paul Ader discerne le danger. Au nom des agricoles du Midi, il demande à Griffuelhes de poser sa candidature :

« Le renouvellement du mandat des membres de l'ancien bureau — oui, des emprisonnés de Corbeil — devait être la conséquence logique du congrès de Marseille... La fraction révolutionnaire, qui domine dans le Comité confédéral, paraît divisée. Regrettons-le, pour la classe ouvrière... »

Niel est élu, par 28 voix contre 27. Au premier tour, il avait recueilli 27 voix, Nicolet en avait eu 12 et Griffuelhes 19.

« Ce qui faisait, écrit Thuillier (La Révolution du 26 février 1909), un total de 31 voix qui auraient dû se retrouver sur le nom de Nicolet. Retraçons la voix de l'Alimentation qui s'est portée sur Niel et celle des Bûcherons qui s'est maintenue sur Griffuelhes. Il devait rester 29 voix à Nicolet contre 28 à Niel. Or le résultat est autre. Les deux voix qui ont manqué à Nicolet se retrouvent dans les abstentions, et, ne l'oublions pas, ce ne sont pas des voix allées au premier tour à Griffuelhes, ce sont des voix — celles des travailleurs de la Marine et des Presses typographiques — données au premier tour à Nicolet. Explique qui pourra l'attitude des délégués de ces deux organisations ; elle est, pour le moins, étrange, le candidat en faveur de qui ils s'étaient affirmés étant resté sur la brèche. »

Emile Pouget ne signait pas souvent dans « son » journal. Il signe, ce jeudi 25 février, un court filet intitulé : « Victoire ministérielle ! » Il répond à Clemenceau qui disait, il y a quelques jours : « Ça chauffe, rue Grange-aux-Belles ! Nous allons être débarrassés des emmerdeurs ! »

— Croyez-vous ? questionne Pouget.

Et il ajoute, s'illusionnant peut-être :

« La tête de la Confédération est changée. Les réformistes débarquent les révolutionnaires. Est-ce à dire que la C.G.T. va être retournée — telle un gant — et devenir, désormais, réformiste ? Allons donc ! Ceux qui escomptent cette volte-face ne connaissent rien à l'organisation syndicale. Il y a les syndicats et les syndiqués à la base de la C.G.T. Or, ça compte, cela !... »

Optimiste quand même, le Père Peinard conclut :

« Le fusilleur de Narbonne, de Villeneuve-Saint-Georges et autres lieux a donc bien tort de rigoler : il n'est pas encore débarrassé des emmerdeurs ! »

La grève des postiers

Dès ses premiers numéros la Révolution avait donné une large place au mécontentement qui couvait alors chez les postiers parisiens, du fait du politicien Simyan, sous-secrétaire d'Etat aux P.T.T.

Le samedi 13 mars, elle paraît avec une manchette sur six colonnes : « L'action directe chez les postiers. Manifestation au Central télégraphique. Envahissement policier. 39 arrestations arbitraires. »

Les ambulants s'étaient réunis quai de la Râpée. Une délégation du conseil d'administration de l'A.G. était partie chez le ministre des Travaux publics (Barthou) pour lui faire connaître les griefs du personnel contre Simyan. Barthou congédie la délégation sans avoir même la politesse de l'écouter jusqu'au bout. Informés, les ambulants se forment en cortège dans l'intention de se rendre au siège de leur association, aux Sociétés savantes. En cours de route, ils décident d'aller à la Chambre. Puis au Central télégraphique, gardé par la police. Sept sont arrêtés. Les manifestants pénètrent dans la cour du Central. Ils demandent au chef d'intervenir pour faire relâcher leurs camarades. L'émoi est général. Le travail interrompt. La police provoque, et charge. Elle envahit les bureaux, escortant Simyan. Trente-neuf arrestations, dont 24

maintenues. Simyan traite de « fripouilles » les dames du Central. Le lendemain, grève des télégraphistes. Le surlendemain elle s'étend à tous les agents. La « Révolution » affiche, le 15 mars : « La grève générale des P.T.T. Les lettres ne sont pas parties ! Le télégraphe est arrêté ! »

Georges Yvetot écrit, dans son article de fond, que, comme il l'avait prévu, l'élection de Niel au secrétariat de la C.G.T. n'avait nullement diminué la « combativité des masses » (comme on dirait maintenant) puisque cette élection se voit suivie, après un arrêt de l'électricité dû à Pataud, d'un mouvement général des postiers, pourtant non encore syndiqués à la C.G.T. :

« Ainsi, la C.G.T. peut rester bien tranquille, les événements créent l'effervescence. C'est qu'en effet les syndicalistes dits « réformistes » ne peuvent empêcher les événements sociaux. Ils n'y peuvent rien faire. Ils risquent simplement d'être entraînés par eux. »

Mardi 16 mars, nouvelle manchette de la **Révolution** : « 8.000 postiers manifestent à Tivoli. Bagarre au Central télégraphique. L'effervescence gagne la province. » La grève s'étend aux facteurs, puis aux ouvriers des lignes. Les bureaux téléphoniques ferment. « Le gouvernement n'a pas le téléphone, mais les grévistes l'ont ! » (la **Révolution**, 19 mars.)

La majorité de la Chambre approuve le gouvernement. « Mais, répond la **Révolution**, les postiers se foutent des Quinz'-Mil' »

Le 22 mars, manchette sensationnelle : « Vers la victoire ! Les grévistes des P.T.T. plus forts que les politiciens ! » Le comité de grève parle de reprise. Réunis au manège Saint-Paul, huit mille grévistes décident la poursuite du mouvement.

« Un gréviste » écrit dans la **Révolution** : « La grève ! La grève à outrance ! Jusqu'à la victoire ! Jusqu'aux garanties nécessaires ! » Clemenceau se décide à recevoir les représentants des postiers. Il fait à la Chambre des déclarations « qui sont, sous une forme diplomatique et dans un langage parlementaire, l'aveu de la reculade gouvernementale ». Le **Journal des Débats**, le **Temps** confirment la « capitulation des pouvoirs publics » devant les grévistes.

Un retour de flamme, vite apaisé. Clemenceau, « traître à sa parole », veut poursuivre les associations de postiers pour une affiche adressée à la population parisienne et titrée « Merci ! » parce qu'elle contenait cette phrase : « Nous ne reconnaissons plus M. Simyan comme chef. » Pourtant, Clemenceau cède une seconde fois. Il retire ses menaces. « Tout par l'action directe » s'exclame la **Révolution** du dimanche 28 mars 1909.

Les postiers avaient gagné.

...Mais, dans ce même numéro, la **Révolution** informe ses lecteurs qu'elle cesse sa publication.

Notre regret ! Notre tristesse !

L'article « A nos amis et lecteurs » du numéro 56 est signé « la Révolution », mais il est, indiscutablement, de la plume du Père Peinard.

« Nous avions rêvé de faire un journal qui ne soit ni une boutique électorale, ni une caverne de voleurs. Pour cela il faut beaucoup d'argent. Et nous en avons peu ! Nous avons été audacieux — autant qu'on peut l'être. Mais, en notre époque d'âpre mercantilisme, l'audace ne se monnaie pas. Nous étions partis avec une trentaine de mille francs en caisse (6). Il est vrai que d'autres concours nous étaient acquis. Seulement, des circonstances, indépendantes du bon vouloir, ont empêché ces promesses d'être réalisées. »

(6) Six millions de 1949, sur la base du cours de l'or.

La **Révolution** n'avait pu arriver au point où un journal peut se suffire par sa seule vente. Son tirage moyen avait été de 30.000 exemplaires (7), « moyenne très souvent dépassée ». La vente quotidienne à Paris avait atteint plus de 6.000 exemplaires.

« Commercialement, c'est un succès ! Tout autre quotidien que la **Révolution**, dans d'identiques circonstances, eût trouvé toutes facilités pour durer. Mais on conçoit sans peine qu'un journal tel que le nôtre n'ait pas trouvé la publicité qui est la ressource normale permettant à tous les quotidiens, sans exception, d'équilibrer leur budget. »

Pourtant, en réduisant les dépenses presque au-dessous du strict indispensable, la « **Révolution** » a pu durer assez pour tracer son sillon.

« Qu'il nous soit permis de dire — écrit Pouget — que nous avons eu, au cours des événements de ces deux derniers mois, une attitude qui a constamment démontré la supériorité de l'action directe sur l'action parlementaire.

« Si au jour récent où un président du conseil provocateur voulait parader dans les quartiers populaires (8), le peuple de Paris a pu reprendre possession de la rue, nous y avons été pour un peu.

» Nous pouvons ajouter que nos efforts n'ont pas été étrangers à la victoire remportée par les grévistes des P.T.T. sur le gouvernement.

» Nous disparaissions, après avoir prouvé combien est nécessaire un organe comme le nôtre.

» Nous disparaissions, à la veille de batailles plus rudes encore...

» C'est notre regret ! C'est notre tristesse ! »

Le beau rêve d'Emile Pouget s'était évanoui.

**

Pauvre Père Peinard ! Ce devait être son chant du cygne, ou presque. Certes en 1911, il publia, avec Pataud, aux éditions de la « Guerre sociale », cette « utopie » un peu enfantine : « Comment nous ferons la **Révolution** », volume de 300 pages préfacé par Kropotkine. Mais, âgé de 49 ans, fatigué, ne comprenant pas la génération nouvelle, ayant essayé « l'un des plus grands crève-cœur de sa vie », selon l'expression de Delesalle, c'est bien de la mort de la **Révolution** que date son repli définitif du mouvement ouvrier.

Pour se reposer ? Non ! Il fallait vivre. Et le Père Peinard travailla jusqu'à sa mort.

Louis Niel n'eut guère plus de chance que la **Révolution**. En mai, à l'occasion de la seconde grève des postiers (grève malheureuse, celle-là), il prononça à Lens un discours quelque peu intempestif, désavouant par avance une grève générale de solidarité décidée par la C.G.T. pour soutenir les postiers. Le rapport du Comité confédéral pour le congrès de Toulouse indique pudiquement : « Cette grève générale avait fait naître divers incidents, dont celui qui fut cause de la démission des camarades Niel et Thil, secrétaire et secrétaire adjoint de la C.G.T. »

En fait, Niel fut, selon l'expression moderne, « liquidé » par le Comité confédéral le 17 juillet 1909. Le rapport financier de la section des Fédérations, beaucoup plus détaillé que ceux d'aujourd'hui, indique qu'il toucha cinq mois d'appointements, 1.250 francs, soit 250 francs par mois.

Jouhaux lui succède. A distance, et qu'on me pardonne si je me trompe, il apparaît que les événements réservaient à Niel une revanche qu'il ne semblait pas espérer, et dont il ne pouvait, en tout cas, mesurer l'ampleur.

Maurice CHAMBELLAND.

(7) Le tirage de **La Voix du Peuple** ne dépassait guère 6.000.

(8) Inauguration du monument Floquet, le 7 mars 1909.

DEUX LANGAGES

Celui des universitaires communistes, et le nôtre

Il faudrait plus de temps pour examiner les résultats du récent congrès (10, 11, 12 novembre) de la Fédération de l'Education nationale (autonome). Tout de suite il est possible de situer nettement les circonstances de l'incident provoqué par les staliniens lors de l'intervention de notre camarade Hagnauer.

Le débat d'orientation occupait toute la seconde journée du congrès. Après l'exposé d'Aigueperse pour les autonomes, les partisans de la C.G.T. (Canonge et Guilbert, tous deux du syndicat de l'Enseignement secondaire) nous récitèrent le couplet habituel. Aucune réaction du congrès, notons-le en passant, chacun semblant penser que si les communistes sont encore dans la F.E.N. il faut supporter avec patience les discours que tout le monde sait aussi bien, maintenant, que ceux qui les prononcent. Pas sans intérêt pourtant l'exposé de Canonge : certains faits étrangers et récents d'Europe centrale et orientale l'inquiètent aussi, paraît-il ; il nous assura que ce n'était pourtant pas la même inquiétude que la nôtre et puisque nous ne parlions plus le même langage... Un bel accès de sincérité, on le voit !

La suite fut plus conforme aux procédés habituels. Après l'exposé des amis de l'Ecole Emancipée, Hagnauer devait développer les thèses des partisans de F.O. Roulon et ses coreligionnaires ne pouvaient laisser passer cette magnifique occasion de se montrer tels qu'en eux-mêmes les changea la dévotion stalinienne. Motion d'ordre, contestation du mandat d'Hagnauer, bruits et vociférations avec accompagnement d'éclats de voix féminins et « indignés ». Mise au point de Ruff, du syndicat de l'Enseignement de la Région parisienne, et le congrès tint bon. Il ne restait aux authentiques défenseurs de la liberté concentrationnaire, à ces intègres citoyens qui voient dans le procès Rajk un modèle de procédure, qu'à sortir. Je n'ai vu personne se pendre à leurs basques pour les retenir ni manifester la moindre satisfaction à leur rentrée, après l'exposé d'Hagnauer.

Les choses auraient pu en rester là. Delanoue essaya pourtant de reprendre l'attaque à la tribune. C'est sans doute pour cela qu'il fit ensuite l'intervention la plus pitoyable de sa brillante carrière (on sait qu'il a reçu, l'été dernier, à Varsovie, son bâton de maréchal : le secrétariat du D.P.I. de l'Enseignement de la F.S.M.).

Enfin, « l'Humanité » du 12 novembre, dans le style qui lui est propre — je pèse mes mots — illustra l'incident. Ce qui me permit, à la dernière séance du congrès d'obtenir la parole pour lire la déclaration suivante (1) :

« Le journal quotidien de la C.G.T., « l'Humanité », attaque ce matin mon ami Roger Hagnauer et tout le mouvement syndical F.O. en même temps que le présent Congrès de la F.E.N. La présente déclaration entend y répondre et apporter une précision.

Je ne veux pas qualifier les termes employés. Le procédé est conforme à la morale de ceux qui se disent défenseurs de la liberté et qui couvrent de leur approbation la plus vaste entreprise concentrationnaire que le monde ait jamais connue.

Je considère comme une infamie les attaques dont mon ami Hagnauer a été l'objet.

Je considère que l'honneur même de notre F.E.N.

(1) On me réclama, de la salle, la lecture de l'article du quotidien stalinien. Un beau morceau d'anthologie, auquel on se reportera, si l'on veut.

est atteint par la calomnie déversée contre la C.G.T.-F.O. à laquelle la F.E.N. autorise ses membres à s'affilier individuellement.

Je demande à la prochaine Commission administrative fédérale de permettre un règlement définitif de cette affaire, règlement conforme à la justice et qui ne peut intervenir qu'après une libre confrontation des accusateurs et de mon ami Hagnauer devant un Comité d'honneur dont la constitution proposée par la C.A. devra être acceptée par les parus.

Sans vouloir insister plus longtemps, j'ajouterai ceci : notre camarade Janets, ancien trésorier général de la F.E.N. et actuellement membre de la Commission exécutive confédérale de la C.G.T.-F.O. m'a autorisé à déclarer ce qui suit. Lors de la reconstitution clandestine du bureau de la F.E.N. et dans une réunion où le Syndicat national des Instituteurs était représenté par notre regretté camarade Lapière et par notre camarade Bonissel, le nom d'Hagnauer avait été proposé par ceux-ci pour faire partie du bureau clandestin. Celui-ci étant d'effectif réduit, cela fut la seule cause empêchant que la proposition Lapière-Bonissel fût retenue.

Un tel témoignage, venant d'un camarade tel que Janets dont on sait le caractère et le dévouement à la cause syndicale, suffirait à faire taire les calomnieux si, comme le disait hier Canonge, nous parlions encore le même langage...

Nous n'avons pas peur de la vérité. Nous réclamons la justice. »

Le « maréchal » Delanoue en fut réduit à réclamer des débats publics. Nous n'avions jamais eu l'idée qu'ils pussent être secrets et mystérieux à la manière des instructions judiciaires des procès de Moscou et autres capitales progressistes. Mais il tint vraiment à avoir le mot de la fin en précisant que le vote unanime du congrès pour la constitution du comité d'honneur n'entraînait pas l'approbation de toute ma déclaration. Pardi ! On s'en doutait ! Ces fanatiques qui calomnient comme ils respirent ne reconnaîtront pas de sitôt l'existence des camps de concentration ou des Canonge de Hongrie et de Pologne regrettant de n'avoir pas eu les mêmes inquiétudes que nous.

G. WALUSINSKI.

Un morceau d'anthologie

Voici le morceau d'anthologie, dont parle Walusinski dans la note ci-contre, publié dans l'Humanité du 12 novembre 1949, sous le titre : « Au Congrès de la Fédération autonome de l'Education nationale » :

Les dirigeants F.O. dédouanent le pétainiste Hagnauer.

A la séance de l'après-midi, c'est la tendance F.O. qui devait se faire entendre.

Les dirigeants n'ont rien trouvé de mieux que d'envoyer comme représentant le sieur Roger Hagnauer, dont tous les instituteurs patriotes se rappellent le rôle particulièrement dégradant accompli au service de Pétain.

Devant ce que, à juste titre ils considéraient comme une injure à la Résistance les délégués cégétistes protestèrent vigoureusement contre le dédouanage du vichyste et quittèrent la salle, suivis d'ailleurs par de nombreux autonomes.

Après Belin, devenu l'un des chefs du groupe syndical R.P.F., les dirigeants socialistes F.O. de l'enseignement remettent en selle son complice Hagnauer pour les besoins d'une même politique anticommuniste.

Notes d'Economie et de Politique

L'EUROPE FOUT LE CAMP ! APRES L'ANGLETERRE, LA HOLLANDE

L'Angleterre a quitté l'Inde, la Birmanie, Ceylan ; c'est maintenant au tour des Pays-Bas de quitter Java, Sumatra, Bornéo, les Célèbes, toutes ces îles immenses et magnifiques qui forment peut-être la plus riche contrée du monde. Il ne va rester à la Hollande — et encore, pour combien de temps ? — que la moitié de la Nouvelle-Guinée, pays à peu près totalement sauvage et même encore en grande partie inconnu.

Si l'on savait apprécier les événements à leur juste valeur, la date à laquelle la Grande-Bretagne a transmis ses pouvoirs à l'Hindoustan et au Pakistan, et celle de ce 2 novembre dernier où, sous la pression de l'Amérique, la Hollande a signé avec les républicains d'Indonésie l'accord par lequel elle leur abandonnera sa souveraineté sur l'archipel avant le 1^{er} janvier prochain, seraient considérées comme deux des plus importantes dates de l'histoire moderne.

Elles marquent le terme d'une époque qui a commencé il y a plus de quatre cents ans : celle de l'expansion européenne.

L'Europe, je veux dire l'Europe occidentale, l'Europe atlantique, a connu, depuis qu'elle est venue à l'existence en tant que telle, c'est-à-dire depuis la disparition de l'Empire romain, deux périodes d'expansion, correspondant chacune à l'une des deux poussées de civilisation.

La première date du bas moyen âge. Après les grandes découvertes techniques du X^e siècle et lorsque le contact avec l'Islam eut commencé à délimiter l'Europe de la nuit du christianisme en lui révélant deux civilisations, l'une présente, celle de l'Islam, l'autre, passée, celle de ses propres ancêtres, ce furent les Croisades : trois siècles de poussées presque ininterrompues vers l'Est, notamment vers les pays du Proche-Orient.

La seconde, qui débute presque au moment où, après avoir été arrêtée, l'expansion du moyen âge est définitivement refoulée par le débordement des Turcs sur l'Empire byzantin, a pour point de départ les grandes découvertes géographiques des dernières années du XV^e siècle et des premières décades du XVI^e. Non seulement un nouveau continent est découvert, mais, chose tout aussi importante, une nouvelle route maritime est reconnue, qui, par le cap de Bonne-Espérance, va mettre l'Europe en communication directe avec ces deux grands centres de civilisation et de population qu'elle ne connaissait jusque-là que par ouï-dire : l'Inde et la Chine. Ainsi, l'obstacle que l'effort conjugué des Arabes et des Turcs avait dressé devant l'expansion européenne vers l'Est se trouvait contourné et dépassé. Le Proche-Orient était fermé, mais l'Extrême-Orient s'ouvrait.

Aussitôt, c'est la ruée.

Là-bas, sur le continent américain, à population peu dense et à civilisations peu développées, les Européens s'installent en nombre important et procèdent à l'exploitation directe des ressources du sol et du sous-sol. Ici, en cette Asie méridionale où une population déjà immense se presse et où s'est développée toute une civilisation, l'Europe, tout d'abord, ne s'installe pas vraiment, mais elle campe ; elle campe pour commercer. Sur toutes les côtes de l'Inde et des îles indonésiennes, on fonde des « comptoirs » qui permettent des échanges fructueux avec la civilisation indigène. De grandes compagnies de marchands « aventuriers » se constituent : on frète des navires, on achète, on vend, on troque.

C'est le Portugal, dont les nationaux ont été les

premiers à découvrir cette « route des Indes », qui accapare d'abord ce commerce. L'« empire des Indes » est alors un empire portugais. Mais bientôt, la puissance maritime et militaire passe des pays de la péninsule Ibérique à ceux, plus industrialisés, de la mer du Nord. Au XVII^e siècle, la Hollande est une grande puissance navale, alors que le Portugal ne l'est plus ; ce dernier doit donc abandonner à son rival une partie des escales qu'il s'est assurées le long de la côte d'Afrique et lui céder sa place aux Indes presque complètement : l'« empire des Indes » devient, de ce fait, un empire hollandais. Au siècle d'après, c'est une troisième puissance, la Grande-Bretagne, qui devient maîtresse des mers : l'océan Indien se transforme en un lac britannique.

En même temps que se produisaient ces changements de domination, les objectifs des marchands s'élargissaient. On ne se contente plus de comptoirs côtiers, on ne se satisfait plus du commerce. On pénètre à l'intérieur et l'on recherche la domination politique sur tout le pays. Les Etats indigènes sont peu à peu conquis et disparaissent : partout l'Européen s'installe en maître.

Vers le milieu du XIX^e siècle, l'œuvre peut être considérée comme achevée. Du débouché du golfe Persique jusqu'à l'extrémité orientale de la Nouvelle-Guinée, et même plus loin, soit sur 10.000 kilomètres en longitude, on ne rencontre plus (à l'exception du faible Siam) que des annexes d'Etats européens.

Elles sont d'une tout autre envergure que les petits Etats chrétiens de la côte syrienne au temps des Croisades. Il s'agit de territoires et de populations qui représentent plusieurs fois le territoire et la population des Etats européens qui les possèdent. Et cependant... après avoir duré à peu près autant de temps, cette nouvelle colonisation connaît le même sort que l'ancienne : elle est détruite par une reprise de conscience et un retour en force des peuples asservis.

Dès les toutes premières années de ce siècle-ci, on pouvait constater un amoindrissement de la poussée européenne, un arrêt dans l'extension de la domination blanche.

Parmi les territoires que le voyage de Vasco de Gama avait ouverts à l'exploitation de l'Europe, celle-ci s'était d'abord, tout naturellement, jetée sur les plus proches, ceux de l'océan Indien. Mais la voie maritime du cap de Bonne-Espérance ainsi, plus tard, que celle du canal de Suez, ne mènent pas qu'à l'Inde, elles conduisent aussi à la Chine. C'est pourquoi, l'océan Indien conquis, l'Europe passa à la conquête du Pacifique.

L'événement se produisit au XIX^e siècle. Mais cette fois, malgré des débuts prometteurs, ce fut finalement l'échec. L'Europe parvint bien à faire ouvrir un certain nombre de ports chinois à son commerce, elle se fit accorder, dans les grandes villes, des quartiers entiers soumis à sa seule juridiction (les « concessions »), et ses nationaux jouirent dans toute la Chine de privilèges exorbitants, mais une fois arrivée là, elle ne put aller plus loin. L'Etat chinois manœuvrait, se rebellait, s'inclinait, retraits, reprenait, et, finalement, parvenait toujours à se maintenir. La dernière grande occasion que l'Europe eut de s'emparer de la Chine fut la révolte des Boxers en 1900, mais elle ne parvint à en rien tirer.

Fa'it encore plus grave : en même temps que sur la Chine continentale, l'Europe avait essayé de mettre la main sur son annexe maritime : l'archipel japonais. Là, le désastre fut immédiat et éclatant. Alors que la guerre de l'opium, par laquelle s'ouvrent

en 1840 les tentatives européennes sur la Chine, avait finalement rapporté à l'Europe les avantages que nous avons indiqués plus haut, le forçement du détroit de Shimonoseki en 1864, qui est l'homologue de la guerre de l'opium en ce qui concerne le Japon, eut pour conséquence, non d'ouvrir le Japon à l'Europe, mais bien plutôt d'ouvrir l'Europe au Japon.

Ayant pris connaissance, par la fenêtre que les canons des flottes unies des Puissances occidentales venaient d'ouvrir, de ce qu'étaient la technique et la civilisation modernes, le Japon se précipita vers les nouveautés qui lui étaient révélées. De lui-même, sans aucune intervention ou aucun appui extérieurs, simplement en regardant, en s'instruisant et en copiant, il se transforma complètement, changeant ses institutions politiques, se construisant toute une industrie, lourde et légère, commerçant avec les cinq parties du monde — tout cela avec une rapidité prodigieuse. Bientôt il inondait le monde, y compris l'Europe, de ses produits et menaçait l'Amérique des canons de sa flotte et des bombes de ses avions.

Ce double échec, piétinement en Chine, élimination au Japon, était révélateur. Il montrait que l'Europe était au bout de son rouleau. Or tout conquérant qui n'avance plus doit bientôt reculer. Ayant cessé d'avancer en Asie, l'Europe était condamnée à devoir bientôt abandonner l'Asie. C'est ce qui ne devait pas tarder à se produire.

Le cas du Japon avait clairement montré à tous les Asiatiques qu'ils étaient capables de faire tout ce que faisaient les Européens. Qu'ils n'avaient nullement besoin pour cela de maîtres européens. Au contraire ! Le Japon, libre et indépendant, avait progressé dans le domaine de l'industrie, du commerce et de la culture, beaucoup plus que les pays soumis à la « tutelle » européenne. Pourquoi donc ce que l'Asiate japonais avait pu faire ne pourrait-il être fait par l'Asiate chinois, ou annamite, ou javanais, ou hindou, quand il serait libéré ?

Cela d'autant plus que, quelque obstacle que le maître européen avait pu mettre au développement de ses colonisés, les territoires de l'océan Indien ne s'en étaient pas moins y pénétrer par la technique moderne, qui y avait naturellement amené les développements matériels, économiques, intellectuels et sociaux que l'introduction d'une nouvelle technique entraîne inmanquablement. Ainsi que l'avait très bien vu Marx, dans un article écrit au lendemain de la construction du premier chemin de fer de l'Inde, les puissances colonisatrices sont obligées d'importer leur propre technique dans leurs colonies afin de pouvoir exploiter celles-ci avec le maximum de profit ; or, par cela même, elles y créent les mêmes besoins, les mêmes aspirations et les mêmes classes que ceux et celles qui existent chez elles. Un prolétariat industriel indigène, un capitalisme indigène devaient nécessairement se constituer. On aurait besoin en grand nombre d'ouvriers qualifiés, de contremaîtres, de commis, et on serait obligé pour cela de développer l'instruction. Finalement on allait nécessairement vers la création chez les Asiatiques d'une véritable société européenne. Débarrassés par cela même du sentiment d'infériorité qu'ils avaient pu éprouver lorsqu'ils s'étaient tout d'un coup trouvés en face des outils et des armes modernes, les Asiatiques ne pourraient plus alors tolérer leurs maîtres européens. En perdant sa base et sa raison d'être, la colonisation devait disparaître. La sujétion politique ne peut se maintenir durablement entre des peuples de même technique et de même civilisation.

C'est ainsi que, rendus conscients de leur capacité à se diriger eux-mêmes, d'une part par l'expérience limitée que leurs maîtres avaient été obligés de leur laisser faire, et d'autre part, par l'expérience totale dont leurs congénères du Japon leur donnaient l'éclatant spectacle, ces Asiatiques européen-

nisés n'eurent bientôt d'autre idée que celle de se débarrasser de l'Europe. D'une lutte entre 350 millions d'Hindous et moins de 50 millions de Britanniques, entre 70 millions d'Indonésiens et 7 millions de Hollandais, avec les deux partis désormais à peu près sur le même plan de civilisation, l'issue ne pouvait être douteuse. Lutter était même inutile.

Les travailleurs anglais, et ce sera leur principal titre de gloire devant l'histoire, l'ont compris les premiers ; les bourgeois de Hollande ont mis plus longtemps, mais grâce aux moyens de persuasion énergiques que possède le pays du dollar, ils viennent, enfin ! eux aussi, de finir par comprendre !

Les temps de la domination européenne en Asie sont bien finis. Une nouvelle époque a commencé, celle du reflux de l'Europe. Selon la grande loi de la dialectique qui veut que toute chose, en se développant, engendre les conditions qui entraînent sa destruction, l'Occident, en développant l'exploitation de ses colonies, a été conduit **volens nolens** à faire de ses sujets ses égaux et par là à créer la condition nécessaire à la destruction de la colonisation.

L'EUROPE FOUT LE CAMP !

A QUAND LE TOUR DE LA FRANCE ?

Seule, la France, pour son malheur, reste encore en Asie. Et elle sait ce que ça lui coûte !

Si elle est la dernière à s'acharner à tenter d'y rester, c'est sans doute parce qu'elle y était la parente pauvre.

Les Anglais avaient au moins 7 Asiatiques à exploiter par tête d'Anglais ; les Hollandais en avaient 10 pour un Hollandais ; la France, au contraire, avec ses 40 millions d'habitants et les 20 millions d'Indochinois, ne peut tout juste exploiter qu'un demi-Asiatique par Français.

Il a pu ainsi apparaître plus facile à la France de contenir par la force une population qui n'est que la moitié de la sienne, qu'il ne pouvait paraître facile aux Anglais et aux Hollandais de maîtriser des populations qui étaient à peu près décuples des leurs.

C'est à cette considération plus ou moins confusement perçue qu'il faut sans doute attribuer, en partie du moins, l'entêtement de la France.

Mais c'est un entêtement sans espoir !

A la rigueur, la France aurait peut-être pu encore se maintenir en Indochine au moyen d'une violence accrue, si l'Angleterre était demeurée aux Indes et la Hollande à Java. Mais l'Angleterre et la Hollande parties, tout l'océan Indien redevenu libre, à l'exception de la côte d'Annam, c'est l'Asie méridionale tout entière qui est appelée à concentrer ses feux contre le dernier îlot du colonialisme, seul vestige, désormais, d'un passé abhorré. Ce n'est donc pas seulement aux 20 millions de Vietnamiens que la France va avoir maintenant à faire face, mais aux 500 millions d'Asiatiques du Sud.

Le maintien de la Hollande en Indonésie était la dernière chance de la France. Si les Pays-Bas avaient persisté dans leur folle politique de guerre contre Soekarno, la France aurait pu continuer à penser qu'elle pouvait bien, elle aussi, pratiquer une politique aussi folle, en faisant la guerre contre Ho Chi Minh, mais voici que maintenant il n'y a plus deux fous. Un seul persiste dans sa folie. Jusques à quand ?

Les difficultés pour entamer des négociations de paix ne proviennent peut-être pas tant du gouvernement français que de celui du Viet Minh. On assure que ce dernier n'a plus aucune confiance dans la parole de la France et qu'il ne compte plus, par conséquent, que sur la force pour se débarrasser d'elle.

On comprend cela !

Après le scandaleux coup de force du 30 octobre

1946, à Haiphong, par lequel, violant cyniquement le **modus vivendi** qui venait d'être signé entre la France et le Viet Minh, le jour même où cet accord entrainait en vigueur, les troupes françaises s'emparèrent, contre tout droit, des douanes et de la ville, après la série de tous les autres coups de force, de toutes les provocations et des ultimatums qui se succédèrent depuis le 30 octobre jusqu'au 19 décembre, afin de **forcer** le Viet Minh à la guerre, on comprend que celui-ci n'ait plus aucune confiance dans la parole des représentants de la France ni dans leurs engagements.

Si l'on veut faire la paix, une paix honorable, le seul moyen est de reconquérir cette confiance. Pour cela, reconnaître honnêtement ses torts. C'est pourquoi l'entrée en matière qui est probablement indispensable pour qu'on puisse ouvrir des négociations avec le gouvernement du Viet Minh, et qui, en tout cas, serait la seule digne, consisterait à ouvrir une **enquête judiciaire** sur les événements du 30 octobre. Déterminer quel est le coupable. Quel est celui qui, foulant au pied délibérément l'accord officiellement conclu, a donné l'ordre d'occuper par la force la douane d'Haiphong et fait bombarder la ville ? Est-ce le socialiste Moutet, alors ministre de la France d'outre-mer ? Est-ce, comme le prétend Blum, Thierry d'Argenlieu, cet amiral qui a le triste privilège de personnifier en sa personne l'alliance du sabre et du goupillon, et qui était alors haut commissaire de la France en Indochine ? Ou bien est-ce simplement le commandement local ?

Ce n'est que lorsque cette question aura été résolue et que le coupable (ou les coupables) auront été châtiés, qu'il sera possible d'avoir des négociations fructueuses avec le Viet Minh, car alors seulement ses représentants pourront avoir quelque confiance dans la parole et la signature des représentants de la France.

Je l'ai déjà dit, il n'y a pas longtemps : en Asie, la perfidie ne paye plus. Les forts seuls peuvent se permettre d'être perfides ; l'Europe, et tout particulièrement la France, est désormais faible en Asie ; le seul moyen, pour elle, de s'en retirer sans trop de dégâts est d'être franche et honnête.

LA GUERRE QUI VIENT L'AMERIQUE DEFENDRA L'EUROPE

L'une des questions que l'on se pose souvent est de savoir si l'Amérique n'a pas l'intention de laisser tomber l'Europe au cours de la première phase de la guerre contre la Russie, de laisser les armées russes arriver jusqu'à l'Atlantique, en se contentant de préserver le continent américain jusqu'au jour où suffisamment de moyens auront pu y être amoncés pour qu'il soit possible de tenter un nouveau débarquement du genre de celui de Normandie.

La réponse à cette question ne peut évidemment pas être cherchée dans les discours et, encore moins, dans les promesses des hommes d'Etat, mais on peut la trouver dans les faits.

Le fait qui porte inscrites en lettres majuscules les intentions de l'état-major américain me semble être le suivant :

L'aviation américaine, telle qu'elle doit être constituée d'après les crédits budgétaires qui lui ont été alloués pour cette année, comprend 14 groupes qui sont destinés au bombardement « stratégique », c'est-à-dire à un bombardement qui n'est pas un simple accompagnement de l'action des forces terrestres, mais un bombardement à longue distance, sur des objectifs situés loin de la ligne de feu. Or, sur ces 14 groupes, 4 seulement sont composés d'avions B36, c'est-à-dire d'avions de bombardement à très grande distance, des avions « intercontinentaux » pouvant aller attaquer la Russie en partant de l'Amérique ; les 10 autres groupes sont consti-

tués par des avions (B29 et B50 pour le moment, B47 dès qu'ils seront construits) dont le rayon d'action est bien moins grand. Ce sont des avions qui ne peuvent aller d'un continent à l'autre, donc qui sont destinés à opérer de bases européennes. Le fait que ces avions sont deux fois et demie plus nombreux que les avions intercontinentaux et cet autre fait que c'est sur eux que va porter le principal effort de modernisation (le B47 est un avion possédant six moteurs à réaction), montrent que l'Amérique est résolue à défendre l'Europe.

On le comprend facilement, si l'on songe aux énormes difficultés, pour ne pas dire à l'impossibilité, d'effectuer des débarquements comme ceux de la dernière guerre, en partant, non de l'Angleterre, mais des côtes américaines, contre un adversaire disposant d'une dizaine de millions de soldats au moins et n'ayant à défendre qu'un seul front.

Mais cette défense aérienne de l'Europe se fera-t-elle sur le continent européen proprement dit, ou bien en partant de l'Angleterre et de l'Afrique du Nord, c'est là une autre question, sur laquelle sans doute aucune décision n'a été prise par le commandement américain, car la réponse qui y sera donnée dépendra de la capacité de défense dont l'Europe elle-même aura fait preuve.

LA GUERRE QUI VIENT LES MEDECINS ENFONCENT LES PHYSICIENS

Le directeur de l'organisation mondiale de la Santé, le Canadien Brock Chisholm, questionné au cours d'une conférence de presse à Lake Success, a déclaré que les nouvelles armes bactériologiques étaient d'une efficacité telle que la bombe atomique n'était rien à côté d'elles.

Il révéla, en outre, que, durant la dernière guerre, on avait mis au point une arme bactériologique capable d'annihiler toute vie sur une surface donnée, durant six heures, laps de temps après lequel on pouvait sans danger revenir sur les lieux. Cette arme ne fut pas utilisée, ajouta-t-il, parce que la nation qui la possédait ne savait pas assez quelles étaient les mesures de préséailles dont disposait l'ennemi.

R. LOUZON.

Je défie qu'on me montre une république ancienne ou moderne, dans laquelle il n'y ait pas eu des distinctions.

On appelle cela des hochets ; eh bien ! c'est avec des hochets que l'on mène les hommes...

NAPOLEON

(sur la Légion d'honneur)

**Au Conseil d'Etat
18 floréal an X.**

L'APPEL DE DAVID ROUSSET aux anciens déportés des camps nazis

Nous croyons nécessaire de reproduire in extenso l'appel que David Rousset a adressé aux anciens déportés des camps nazis, dans le *Figaro littéraire* du 12 novembre, à propos des camps de concentration soviétiques. C'est une initiative courageuse et utile.

J'adresse cet appel à tous les anciens déportés politiques, aux deux grandes organisations de déportés en France : la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes et la Fédération nationale des déportés et internés de la Résistance (et donc très officiellement à leurs directions) ; à tous ceux qui, après avoir vécu l'univers concentrationnaire en portèrent le témoignage ; enfin à tous les anciens déportés étrangers et à leurs organisations.

Depuis cinq ans, des témoignages accablants sont produits en nombre toujours plus considérables sur les camps de déportation soviétiques. La guerre, qui a ouvert au monde les camps nazis pour les anéantir ensuite, a brisé de façon définitive le silence des territoires lointains de la Russie. Il a fallu que des étrangers soient déportés par milliers, puis que des nécessités militaires les rendent à la liberté pour que lentement se dresse un extraordinaire paysage concentrationnaire.

Et, déjà, c'est la grande variété de ces témoignages qui devrait frapper l'attention : documents si pareils aux nôtres de Polonais, les uns bourgeois conservateurs, les autres indifférents à la politique ou socialistes ou même communistes ; longs récits de communistes d'Allemagne ou d'Europe centrale, de juifs simplement juifs ou de sionistes ; rapports de fonctionnaires de la N.K.V.D. ayant fui, pas toujours pour des raisons honorables ; de Russes, des Russes de tous les jours échappés grâce à l'aventure de la guerre ou de l'occupation ; de républicains espagnols ; enfin les textes législatifs soviétiques eux-mêmes. Il n'est pas possible d'imaginer un complot de cette taille, que tous ces gens-là mentent et de façon si pertinente, en imitant si bien ce ton qui fut le nôtre à notre retour. Le nombre et leur insistance, le caractère même de cette insistance vous obligent à ne pas les récuser sans les entendre, sans examiner le dossier, sans exiger que les pièces soient fournies.

C'est que nous sommes méfiants. Nous avons appris la méfiance systématique. Si M. Vychinski nous dit qu'il s'agit de camps « correctifs », où l'on redresse l'homme par le travail, nous demandons à voir. Il n'y a pas si longtemps, Himmler dressait sur nos têtes cette pancarte de Sachsenhausen : LE TRAVAIL PAR LA JOIE. Et je me souviens de ce Russe pendu dans notre dortoir pour avoir failli à son devoir en fuyant « lâchement » son travail. Et qui donc parmi nous a oublié que nous étions internés pour que le peuple soit protégé de nos méfaits et pour nous protéger du juste ressentiment populaire ?

Nous devons être méfiants. En particulier, nous devons être méfiants à l'égard des « autorités » qui tiennent fortement en laisse le chien dressé à la chasse à l'homme, sous prétexte que cet homme est mauvais. Vous vous souvenez des chiens ? De belles bêtes au poil luisant, aux crocs solides. A Neuen-gamme, de l'autre côté des barbelés, les gardes SS s'égalèrent le matin à les exciter. Nous, on regardait avec envie leur pitance. Aussi, lorsque je lis aujourd'hui qu'on se sert parfois des chiens dans les baraques, le jour pas encore levé, pour presser le déporté soviétique à l'appel du travail, ou que la bête man-

ge ses quatre cents grammes de viande fraîche par jour tandis que le détenu le mieux nourri n'en reçoit que huit cent quatre-vingt-dix grammes par mois, je n'accepte pas cela pour argent comptant, certes, mais je me méfie. Et lorsque par ailleurs, on me dit que la sentinelle d'un de ces misérables kommandos d'avant-garde, qui ont pour tâche de construire les premières baraques d'un camp, apostrophait ainsi ses hommes pour les exciter à la peine : **Construisez votre vie** — cela évoque pour moi des souvenirs singulièrement précis.

LA LOI SOVIETIQUE RECONNAIT LA DEPORTATION SANS JUGEMENT

Vous ne pouvez pas récuser ce rôle de juge. C'est précisément votre tâche la plus importante à vous, anciens déportés politiques. Vous savez bien que cette accumulation de témoignages vous traque. Elle est plus rusée que les ruses de votre refus. Et voilà que la législation soviétique elle-même ne vous offre pas de salut. Elle ne dispose d'aucun prétexte à votre repos.

Le code soviétique du « travail correctif » vient d'être publié récemment à l'étranger. Je ne citerai ici que deux articles mais qui méritent votre intérêt. L'article 129 rappelle qu'en date du 27 octobre 1934, « les institutions du travail correctif ont été transférées de la juridiction des ministères républicains de la Justice à la N.K.V.D. de l'U.R.S.S. ». Lorsque la plus haute instance policière d'un régime prend en charge la rééducation des citoyens, c'est plutôt, ne trouvez-vous pas, mauvais signe. En tout cas, ce n'est pas l'apaisement que nous pourrions souhaiter. Ce n'est d'autant moins qu'il existe un article 8 que voici : « **Sont dirigés vers le travail correctif ceux qui ont été condamnés : a) par sentence prononcée par un tribunal ; b) par décret d'un organisme administratif.** » Il n'est pas de gloses possibles : la loi reconnaît et approuve la déportation sans jugement. Chaque paragraphe de ce code nous interdit de jouer les Ponce Pilate.

Les bateleurs cyniques tendent un piège aux gens honnêtes et simples. « Certes, disent-ils, qui d'entre nous serait contre ce désir de justice ? Nous le partageons avec vous. Mais alors procédons à une enquête sérieuse. Que pensez-vous du problème noir aux Etats-Unis ? De l'exploitation des ouvriers dans les bagnes capitalistes ? Du régime des prisons en Indonésie ? » Le malheureux se dit alors que l'histoire a toujours connu l'injustice et que c'est là fardeau trop lourd pour ses épaules. Le tour est joué. Le saltimbanque a obtenu ce pour quoi on le paye : l'autre a renoncé. Mais qui parmi nous se laisserait piper si aisément ? Certes, dans tous les pays du monde le malheur social, à des degrés divers, pèse sur l'homme. C'est pour ne pas avoir admis ce **statu quo** de l'histoire que beaucoup d'entre nous se sont trouvés dans les camps. Mais nous savons aussi que pour lutter avec quelque chance d'efficacité contre l'exploitation de l'homme, il faut concentrer les coups sur le système qui la rend la plus impitoyable, porte ses atteintes le plus loin, ferme le plus rigoureusement tout avenir de libération. Nous ne parlons pas de l'injustice en général, mais de cette injustice précise qu'on nomme concentrationnaire. Le maladroit qui veut détourner nos regards sous prétexte qu'ailleurs aussi des croix sont dressées ne se rend pas compte de son aveu. Ce sont les mille accusations des victimes qu'il reconnaît. Il prétend seulement qu'elles se confondent dans l'universelle plainte séculaire des

peuples. Comment vous, les anciens des camps, auriez-vous reçu l'audace qui aurait prétendu, par ce même jeu de passe-passe, excuser le nazisme ?

Vous vous souvenez sans doute de ce sourd malaise qu'éveillaient à Buchenwald les bâtisses de pierre. Elles étaient construites pour durer. Elles donnaient à la ville concentrationnaire son éternité. Elles l'établissaient dans le temps. C'est le même sentiment qui vous prend à l'examen du dossier russe. L'immensité et la stabilité de l'institution stupéfient même après la leçon allemande. Tenez, ce trait parmi tant d'autres : les transports. Vous retrouverez dans les témoignages de Russie tous les types que nous avons connus, jusqu'à la plate-forme avec ses ventres glacés et ses pieds gelés, jusqu'à la pointe des cales de bateaux, la pointe de ces masses d'hommes qui crèvent sur leurs excréments. Mais il en est un autre, un nouveau : les Russes ont, paraît-il, des trains spéciaux pour détenus ; d'anciens wagons de voyageurs transformés (verres dépolis, cloisons supprimées et remplacées par des grilles de fer pour que le garde du couloir puisse surveiller les prisonniers ; ou encore, pour les transports de huit cents à deux mille déportés le long de plusieurs semaines, ces wagons de marchandises aménagés (une ouverture dans le plancher munie d'un tube de fer comme w.-c., deux ou trois rangs de châlits en hauteur) dont les guérites sont reliées téléphoniquement au wagon du commandant ; et la nuit le convoi éclairé par des fusées. Combien ces petits détails sont inquiétants par l'expérience calculée qu'ils supposent, cette expérience particulière des institutions permanentes.

Institution imposante dans l'Etat et qui fait de la police une puissance sociale, un corps groupé, organisé, bien défendu, de propriétaires de main-d'œuvre. L'Administration centrale des camps, le « GOU-LAG », avec ses multiples services, est un des plus grands trusts économiques de l'U.R.S.S. Les contrats que passe la police sont calculés sur la base du coût normal de la main-d'œuvre libre, et, puisque le déporté coûte bien moins cher, la considérable différence est absorbée par la corporation policière. Une fois encore, le concentrationnaire nourrit son gardien. La SS n'était arrivée à cette éminente fonction sociale qu'aux toutes dernières étapes de son existence.

NOUS AVONS ETE CETTE FOULE ABANDONNEE QUI NE PEUT RIEN PREPARER POUR SA DEFENSE

Certains, peut-être, vont soulever la question sans attendre : « Mais enfin, cette main-d'œuvre, cette matière première humaine, de qui est-elle composée ? » Et tout de suite la seconde réplique se laisse soupçonner : « Si ce sont des SS, des nazis camouflés, des réactionnaires féroces ou des criminels de droit commun, qu'avons-nous à faire dans leur galère ? » Le vrai, c'est que nous ne pouvons admettre le camp de concentration pour personne, pas plus pour le criminel de droit commun que pour nous. Que l'on m'entende bien : je ne parle pas ici du camp d'internement, mais du camp de concentration véritable. Il est beaucoup plus salubre d'exécuter le SS que d'en faire à son tour un concentrationnaire. Le monde concentrationnaire se développe comme un cancer dans la société : il corrompt aussi bien le bourreau que la victime. Il ne pourra jamais être, et quelles que soient les intentions et les bonnes volontés, un accident sur la voie de l'émancipation humaine. Là où il paraît, l'homme, maître ou esclave, est immanquablement perdu. Constaté sa présence, c'est formuler la plus grave condamnation possible contre un régime.

Et si l'entendement de cette aventure ne nous était pas donné ; si, par invraisemblable, nous qui avons vécu cette marée de désastres ne pouvions saisir, je dirais intuitivement, la catastrophe qu'elle prépare. Alors souvenons-nous de nos misères. Nous voilà de nouveaux hommes. Nous pouvons prendre la mesure de l'événement, prévoir l'avenir, calculer nos sécurités. Nous sommes comme des dieux. Mais nous avons été cette foule abandonnée, qui ne peut rien préparer pour sa défense, qui ne peut, tout entière livrée aux chiens, que se précipiter dans la peur démente. Si j'en crois ce qu'on en dit, c'est la même foule qui hante les camps soviétiques.

De quel droit serions-nous le pharisien qui sépare

le juste du méchant ? Accordons-leur la fraternité ancienne de nos ruines. Que n'aurions-nous pas donné alors pour qu'une main se tende vers nous sans qu'ait été exigée au préalable la confession de nos péchés ?

LES CRIMINELS DE DROIT COMMUN DOMINENT PAR LA TERREUR

Le monde concentrationnaire a ses lois. En Russie comme en Allemagne, les criminels de droit commun sont les instruments furieux de la vengeance des maîtres. Ils dominent par la terreur et la rapine. Les récits des rescapés sont jalonnés par cette peur paralysante des criminels.

D'autres sont là pour « délits contre le mode de vie ». Ils se confondent avec nos condamnés pour marché noir et nos associés. On trouve dans leurs rangs aussi bien des fonctionnaires qui se sont livrés aux profits de la spéculation que des condamnés sexuels. Ils fournissent de forts contingents à la bureaucratie concentrationnaire. On rencontre aussi des religieux mystiques (proches parents des « témoins de Jéhovah »), la risée des autres détenus. Ils refusent tout travail et sont, en conséquence, voués à une mort plus ou moins rapide. Enfin, le vaste groupe hétéroclite des politiques : paysans, véritable infanterie des camps, hostiles à la collectivisation ; communistes étrangers ; beaucoup de juifs accusés d'espionnage ; frontaliers polonais, chinois, coréens ; catholiques, baptistes, membres de l'Eglise orthodoxe ukrainienne ; fonctionnaires condamnés pour délits politiques dont un grand nombre d'authentiques stalinien ; des condamnés pour crimes de guerre ; collaborateurs, anciens prisonniers de guerre ou travailleurs forcés déportés en Allemagne ; ressortissants des pays occupés. Le monde concentrationnaire, en quelque endroit de la planète qu'il se rencontre, est toujours une Babel.

QUELQUES TEXTES CHOISIS AU HASARD PARMIS TANT D'AUTRES

Dans ce tumulte de coups et de vols se reproduit comme une hallucinante répétition le portrait de l'homme concentrationnaire. Il a faim. Toutes les maladies engendrées par la misère physiologique travaillent son corps. Il a peur. Il vit dans les mêmes baraques de bois que nous, ou sous la tente, ou dans des maisons de terre qui s'enfoncent comme des caves. Son destin s'enferme entre les mêmes barbelés, les mêmes miradors. Il peine jusque bien au delà du pouvoir de ses muscles sous la menace des chiens et des fusils. Comme nous il porte des loques infâmes, comme nous il n'a ni les moyens ni le temps de se laver. Il se lève, lui aussi, avant le jour, et le soir, au retour épuisé des chantiers, il fera queue, une queue interminable, aux abords d'un hôpital sans médicaments. Au milieu de la nuit, quelque temps qu'il fasse, on le réveillera à coups de trique pour décharger des wagons. Je vous affirme que je résume littéralement des centaines de rapports, et il en existe des milliers.

Je ne puis, dans l'espace de cette lettre, citer beaucoup. Cependant, voici quelques textes choisis au hasard parmi tant d'autres :

Les conditions de travail étaient presque toujours meurtrières pour nous. On nous contraignait à travailler par une température de 40° au-dessous de zéro. On ne renvoyait les hommes dans les baraques que si le froid était encore plus intense. On ne tenait compte ni de la pluie ni des tempêtes de neige. La neige jusqu'à la ceinture n'empêchait pas de faire abattre les arbres dans les bois. En tombant, l'arbre s'abattait sur les ouvriers ou sur leurs voisins qui, ensevelis dans la neige jusqu'à la ceinture, ne pouvaient éviter d'être renversés. En été, le fauchage du foin sur le terrain marécageux obligeait à rester dix ou douze heures les genoux dans l'eau ou dans la boue. Il en était de même pendant l'extraction de la tourbe. On étendait la nuit, près des poêles, les vêtements mouillés de neige ou de boue. La vapeur nauséabonde rendait l'air de la baraque encore plus malsain et les vêtements ne séchaient jamais complètement. La plupart devaient, le matin, endosser des haillons humides. Dans ces conditions, les prisonniers tombaient sans cesse malades. La grippe, la bronchite, la pneumonie, la tuberculose (les poitrinaires n'é-

talent pas séparés de nous, et s'ils avaient moins de 37°5 de fièvre ils n'étaient pas dispensés de travailler), la malaria et autres espèces de fièvres locales décimaient les hommes. Le scorbut s'était diffusé. Les plaies s'ouvraient, les abcès suppuraient. La gangrène était fréquente et nécessitait l'amputation des doigts, des mains et des pieds. Les hommes avaient continuellement les extrémités gelées et l'on devait en amputer beaucoup. On considérait les maladies comme un bonheur, si toutefois le malade pouvait entrer à l'hôpital. Souvent les prisonniers se mutilaient eux-mêmes, pour ne plus travailler. Les cas où ils se coupaient les doigts, les mains ou même les pieds devenaient fréquents. On faisait travailler les hommes de vive force. Ceux qui résistaient étaient enfermés dans la prison (au froid, sans leurs vêtements de dessous, avec trois cents grammes de pain et la soupe une fois par jour). Le refus de travailler était passible de la peine de mort. On lisait souvent devant nous de pareilles sentences. Cependant, avant d'écrire les protocoles formels de refus, on obligeait les prisonniers à travailler en les battant, en leur donnant des coups de pied, les traînant par les pieds dans la boue ou dans la neige, lançant les chiens contre eux, les frappant avec la crosse du fusil, les menaçant du revolver ou de la baïonnette. (3.683, JO, né en 1905, juriste.)

Je fus témoin de l'exécution de Goszczynski d'environ vingt-cinq ans, le 15 août 1941, durant le travail à « Percholag », dans la 13^e division et la 30^e colonne. Uniquement parce qu'il était malade, il ne s'était pas mis à travailler quand le gardien l'avait appelé.

M. Rudek, de Tarnopol, s'éloigna de dix à quinze mètres du lieu de travail pour cueillir quelques baies. Le gardien s'en aperçut et sans aucun avertissement commença à tirer. Après le premier coup, M. Rudek tomba et se mit à crier (il était probablement blessé) ; le gardien s'approcha alors et tira encore une fois, lui donnant ainsi le coup de grâce.

Le prétendu hôpital se distinguait du reste du camp seulement par le fait qu'on y distribuait une nourriture relativement meilleure ; il n'y avait pas, pour ainsi dire, de médicaments. Les soins consistaient à donner à tous les malades une goutte de solution de permanganate de potasse. Pendant son inspection, l'infirmier du camp me fit mettre à la porte et ordonna de distribuer de l'eau en disant aux malades que c'était un « médicament étranger ».

MEMES HIERARCHIES QUE DANS LES CAMPS NAZIS

Sous la haute direction de la police secrète, les camps, comme en Allemagne, sont gérés par les détenus. Ils se transforment ainsi en une authentique société avec ses classes et leur hiérarchie. Le commandant du camp doit être un homme libre et généralement aussi, depuis quelques années, le responsable de la rééducation. La bureaucratie, composée de détenus, paraît numériquement plus importante que ne l'était la nôtre et remplit des tâches plus complexes. Non seulement elle comprend les mêmes hiérarchies que dans les camps nazis (responsables des bâtiments, de la cuisine, de l'hôpital, du travail, des services administratifs, etc.), mais elle y ajoute encore un grand nombre de fonctions économiques : les planificateurs, les statisticiens, le responsable pour l'établissement des normes de travail, etc. Une équipe de travail (ce que nous appelons un kommando et qu'ils nomment une brigade), comprenant de vingt-cinq à quarante détenus, a non seulement à sa tête un brigadier (notre kápo), mais aussi un « diestnik » qui calcule les normes de travail pour le groupe dans son ensemble et pour chacun de ses membres. Le soir, c'est lui qui fera le rapport sur le travail effectué et établira les pourcentages, et cela pour chaque individu. C'est une fonction extrêmement importante, puisque la nourriture distribuée dépendra de ce rapport. Le « diestnik » est donc un puissant personnage concentrationnaire.

Les rapports sexuels sont interdits dans les camps russes comme ils l'étaient dans les camps allemands. Le problème ne se pose d'ailleurs pas pour la moyenne des détenus sous-alimentés. Cependant si l'aristo-

crate se définit par des privilèges d'autorité, de nourriture, de logement, comme à Buchenwald, il ajoute un trait nouveau : « l'épouse du camp ». Les femmes sont, en effet, mêlées aux hommes dans les camps russes. D'après la plupart des documents, elles représenteraient 10 pour cent du chiffre total des prisonniers. Elles doivent très rapidement, semble-t-il, se livrer à la prostitution pour vivre. Seul l'aristocrate possesseur de nourriture et de pouvoir peut disposer d'une femme. « L'épouse du camp » devient donc en un certain sens le signe de la richesse concentrationnaire.

LE MONDE CONCENTRATIONNAIRE SOVIETIQUE S'ETEND SANS CESSER

Le plan de production domine non seulement la vie des camps mais aussi leur structure. Et je crois que nous tenons là le trait essentiel du visage concentrationnaire russe, son âme même.

La figure administrative des camps nous montre à sa limite inférieure un groupe élémentaire de travail (flanqué parfois d'équipes volantes) qui réunit vraisemblablement de six à huit cents détenus et que certains nomment un « carré ». Il correspond apparemment à nos petits kommandos extérieurs. Plusieurs de ces « carrés » forment une « division » et plusieurs « divisions » une « région ». C'est déjà un ordre de grandeur assez élevé puisque la région comprend de grosses agglomérations concentrationnaires, de véritables cités « abritant » chacune quelques milliers de déportés. Enfin un certain rassemblement de « régions » aboutit à un organisme administratif supérieur désigné comme « système de camps ». C'est une unité administrative considérable et, ce qui est plus important encore pour la signification générale, une unité économique exactement définie.

Dans l'axe de cette structure se développent, semble-t-il, trois types de « Lager » : les camps de travail, de très loin les plus nombreux (ils sont, si je puis dire, les cellules proliférantes) ; à de rares exemplaires, des camps dits sanitaires où l'on se préoccupe de remettre en état de produire la main-d'œuvre (et qui sont donc d'un climat de vie sensiblement meilleur) et, à la tête des unités administratives, des camps de répartition qui jouent le double rôle d'énormes réserves de forçats et de répartiteurs de ces forçats en fonction tout à la fois des exigences du plan et des indices de mortalité. Le rôle de ces puissantes villes concentrationnaires peut être, pour certains aspects, comparable, mais à un degré bien plus élevé, aux rapports qu'avaient établis des cités comme Buchenwald, Neuengamme ou Sachsenhausen avec leurs kommandos extérieurs. Kotlas, par exemple, sur la Dvina septentrionale, dessert plusieurs « systèmes de camps » entre la Dvina et l'Oural ; Boukh'a-Nakhodka, près de Vladivostok, commande des « systèmes de camps » répartis entre l'Amour, le Kolyma, le Kamchatka, Sakhalin, dans la région de Yakoutsk, et de Verkhhoïansk ; tandis que Magadan règne sur le très riche bassin du Kolyma.

Ainsi la puissante bureaucratie de l'institution est extraordinairement multipliée par l'immensité de l'espace recouvert et la grandeur des tâches accomplies. L'histoire de l'industrie de l'or dans le bassin de Kolyma, de sa capitale concentrationnaire Magadan, de son appareil d'Etat le Dalstroy, est une des fantastiques épopées de la déportation. Si bien que, des marais allemands de la frontière hollandaise jusqu'aux lointaines cités de « complet isolement » de l'Asie soviétique, notre siècle paraît avoir découvert une nouvelle grandeur de l'homme.

Et, j'insiste auprès de vous, ce monde concentrationnaire n'est pas une peau de chagrin : loin de se réduire, il s'étend sans cesse. Hier, l'Union soviétique ne connaissait que des camps d'internement politique et il a fallu la cruelle guerre civile de la collectivisation forcée pour la jeter dans cette hallucinante entreprise. Mais il n'est plus maintenant un seul secteur économique, y compris la recherche scientifique, où le travail forcé ne joue son rôle qui est chaque jour plus important. Le réseau actuel des camps s'étend non seulement au-delà du cercle polaire, sur les espaces sibériens, et de la mer Blanche à la Baltique, mais encore aux abords mêmes de Leningrad, de Moscou, de Kuibichev et de Bakou. Enfin, des signes avant-coureurs s'allument avec une obsédante intermittence dans toute l'Europe de l'Est, sur tout le glacis soviétique.

LES CAMPS SOVIETIQUES SE PRESENTENT COMME LE DEVELOPPEMENT NATUREL D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

De parfaits honnêtes gens m'arrêtent alors (ils sont honnêtes, mais ils ont peur que la vérité ne soit cruelle) pour me dire : « Vous établissez une confusion illicite. Vous venez d'admettre que les camps russes sont entièrement soumis à des fins économiques. Vous avez, ailleurs, écrit vous-même que les camps nazis avaient pour fin une lente extermination. Il n'y a pas de rapport, en réalité, entre Magadan et Buchenwald. »

Je pourrais leur répondre simplement que les chambres à gaz ou le sadisme de la SS ne sont que les illustrations extrêmes de l'accomplissement concentrationnaire ; que Buchenwald, précisément, n'a jamais connu les chambres à gaz et que personne cependant n'a nié sa nature concentrationnaire ; que pour les déportés, la différence est vaine puisque les mêmes conditions de vie conduisent inévitablement à cette mort particulière qui fut nôtre, la mort sordide et désespérée.

Réponse amplement suffisante pour que nous ne puissions plus prétendre que cette affaire n'est pas de notre juridiction. Mais réponse insuffisamment éclairante pour le nécessaire calcul des menaces que recèle ce système.

Les camps nazis se présentent comme un accident de l'histoire. Ils expriment et prolongent les violents déchirements de l'Allemagne d'entre les deux guerres. Leur sadisme est le détour apocalyptique de la volonté d'être des classes moyennes humiliées et menacées de mort sociale. Pendant presque toute leur existence, ils sont apparus sous les espèces d'un syndrome pathologique. Il faut attendre les dernières années pour voir les camps se transformer et tendre vers l'expression de nouveaux rapports sociaux fondés sur un nouveau type d'exploitation de l'homme. En Russie, cette évolution est entièrement achevée. La classe qui organise les camps n'est ni humiliée ni menacée de mort. Elle est, au contraire, en pleine possession d'un pouvoir considérable et fermement résolue à conquérir son avenir. Si bien que les camps ne se présentent plus comme une excroissance pathologique mais comme l'expression de rapports normaux, comme le développement naturel d'une société nouvelle. Et ce trait qui leur est propre, loin de rassurer, est bien fait pour accroître l'inquiétude.

NOUS SOMMES LES TÊMOINS DE L'AVERTISSEMENT QUE FURENT LES CAMPS NAZIS

Un ami très cher, un de ces hommes qui dans les camps nous étonnaient à vivre tant ils étaient peu faits visiblement pour ce monde-là, me confiait, ces jours-ci, à propos d'un film récent : « Ils n'ont rien trouvé de mieux que de nous représenter sous les traits d'une vieille femme qui se meurt. Elle est morte. On a pleuré. Et cet enterrement est une bonne façon de ne plus avoir à parler des déportés. Pourquoi en parlerait-on après les funérailles ? »

Ils sont les nôtres, encore rescapés aujourd'hui, quelques milliers en Europe à répéter inlassablement, comme on se noie submergés par l'indifférence de la vie ; il ne faut pas oublier. Je ne sais rien qui dénonce avec plus de puissance ce que fut le monde concentrationnaire que ces somnambules angoissés. Ce serait leur faire injure que de croire qu'il leur faut à la boutonnière l'étiquette dérisoire de leurs anciens combats. Les meilleurs ne la portent pas. Qu'importe, en effet, que nous ayons été les vaincus victorieux de Mauthausen, de Buchenwald ou d'Auschwitz ? La vie a raison de se presser à d'autres tâches. La saison des statues est celle des morts. Mais nous ne pouvons cependant ruser avec nous-mêmes au point de ne poser sans cesse l'interrogation : ces années qu'aujourd'hui recouvrent toutes les autres années de notre passé, ont-elles cette valeur exceptionnelle que nous leur avons reconnue ? Nous savons que la don qui nous a été fait, cette autorisation à vivre (alors que la logique nous aurait voulu dans la fosse commune) ne peut s'accomplir que dans une signification : nous sommes les témoins devant les autres hommes de cet avertissement sur l'homme et sur sa société que furent les camps de concentration nazis. Et c'est bien là l'inquiétude épouvante de beaucoup.

Je voudrais que chacun d'entre nous se reprenne : imaginez que nous sommes, de nouveau, réunis sur la grande place de Buchenwald, sous les phares et sous la neige, à entendre l'orchestre et à attendre d'être comptés. Comment jugerions-nous d'autres déportés qui, de retour à la liberté, ne sauraient que dire leurs souffrances et n'auraient jamais une parole pour proclamer que nous, nous vivons toujours dans la mort ? Les obscénités les plus fortes seraient encore faibles. Si nous pensons qu'aujourd'hui des millions d'hommes sont ce que nous avons été hier, nous saurons que nous, nous avons oublié.

C'est notre privilège difficile que de ne pouvoir échapper à cette accusation. Les autres, ceux qui ne furent jamais concentrationnaires, peuvent plaider la pauvreté de l'imagination, l'incompétence. Nous sommes, nous, des professionnels, des spécialistes. C'est le prix que nous devons payer le surplus de vie qui nous a été accordé. Nous ne pouvons ni boucher les oreilles ni fermer les yeux. Il n'y a pas pour nous de détours possibles, de faux-fuyant, de planète à part. Le silence même nous est interdit. Autrement nous n'avons plus aucun droit à exister. Et c'est si intimement vrai, que nous ne pourrions pas, le voudrions-nous, devenir impunément des bourreaux.

Eh bien ! je ne vous demande pas de déclarer : « L'univers concentrationnaire existe en Russie. » Vous pourriez encore, malgré tout, me répondre : « Nos informations sont insuffisantes pour prononcer pareille sentence. » Et il n'en est pas, en effet, de plus grave. Je vous demande seulement de dire : « Il faut ouvrir le dossier. » Je vous demande non pas d'exiger une enquête, mais de la prendre en main et de la faire. Des questions aussi décisives intéressent tous les hommes libres et ils doivent y répondre. Mais nous, nous avons vécu ce malheur.

JE VOUS PROPOSE...

Je vous propose et je propose à nos organisations DE CONSTITUER UNE COMMISSION D'ENQUÊTE.

Une commission composée exclusivement d'anciens déportés politiques éprouvés. Eux ne pourront pas être dupes. Ils savent, pour l'avoir vécu dans ses camouflages, ce qu'est le monde concentrationnaire. Ils savent ce qu'est un déporté.

Les communistes, anciens déportés, doivent avoir leur place dans cette commission, comme toutes les autres tendances politiques et dans les mêmes conditions.

Je propose enfin que la commission une fois réunie demande officiellement au gouvernement soviétique le droit de mener son enquête sur place dans les camps, en Russie même.

Le gouvernement soviétique nie l'accusation qui lui est portée d'être coupable de crimes contre l'humanité. C'est lui offrir le meilleur moyen de justifier sa bonne foi devant l'opinion mondiale que de lui proposer que des hommes connus comme victimes du nazisme puissent étudier librement ses camps de travail correctif.

Je demande instamment à tous mes camarades des camps de soutenir cette requête. Je le demande en particulier à ceux qui, après avoir vécu le monde concentrationnaire, en ont porté témoignage, comme Martin-Chauffier, Agnès Humbert, Jean Cayrol, Robert Antelme, Eugen Kogon ; à ceux aussi qui disposent d'une tribune publique, comme Rémy Roure et Claude Bourdet.

David ROUSSET.

Le peuple est toujours le monstre que l'on combat, qu'on musèle et qu'on enchaîne ; que l'on conduit par adresse, comme le rhinocéros et l'éléphant ; qu'on compte par la famine, qu'on saigne par la colonisation et la guerre, mais qu'on refoule, le plus qu'on peut, hors le droit et la politique.

PROUDHON

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 2 OCTOBRE. — L'U.R.S.S. rompt les relations diplomatiques avec les nationalistes chinois et reconnaît le gouvernement populaire de Mao Tse Toung.

Journée de la paix organisée par les communistes.

LUNDI 3 OCTOBRE. — Aux Etats-Unis, grève dans laquelle sont engagés 513.000 ouvriers de la métallurgie, et 400.000 mineurs.

La Bulgarie et la Roumanie dénoncent leur traité d'amitié avec la Yougoslavie.

MARDI 4 OCTOBRE. — La Fédération des syndicats autonomes lance un appel pour une grève générale de 24 heures.

La Tchécoslovaquie expulse le ministre de Yougoslavie à Prague.

La commission exécutive de la C.G.T.-F.O. demande de nouveau une indemnité pour tous les travailleurs.

MERCREDI 5 OCTOBRE. — Procès de Garry Davis qui demande à partager le sort de l'objecteur de conscience : Moreau.

Démission du cabinet Queuille.

JEUDI 6 OCTOBRE. — La C.F.T.C. appelle à l'action commune les centrales syndicales. La C.G.T.-F.O. se prononce pour l'accord des organisations syndicales libres.

VENDREDI 7 OCTOBRE. — Constitution d'un gouvernement en zone soviétique allemande.

DIMANCHE 9 OCTOBRE. — Elections en Norvège : victoire socialiste, effondrement communiste.

MARDI 11 OCTOBRE. — M. Jules Moch est désigné « comme président du Conseil ».

La Confédération générale des cadres refuse le cartel interconfédéral proposé par la C.F.T.C.

JEUDI 13 OCTOBRE. — L'Assemblée Nationale investit M. Jules Moch par 311 voix.

La C.G.T. lance un mot d'ordre de grève limitée contre M. Jules Moch.

VENDREDI 14 OCTOBRE. — Staline adresse au gouvernement de l'Allemagne orientale un télégramme de félicitations dans lequel il parle de l'amitié égéromano-soviétique.

SAMEDI 15 OCTOBRE. — Les condamnés du procès Rajk sont exécutés.

Les 11 chefs communistes américains sont reconnus coupables par le jury de New-York.

DIMANCHE 16 OCTOBRE. — Le gouvernement de la « Grèce Libre » suspend les hostilités.

Elections municipales à Pantin, Sceaux et Rouen : recul du parti communiste et du R.P.F., avance socialiste.

LUNDI 17 OCTOBRE. — M. Jules Moch renonce à former le ministère.

MARDI 18 OCTOBRE. — M. René Mayer est désigné comme président du Conseil.

Les troupes communistes chinoises entrent dans Amoy.

MERCREDI 19 OCTOBRE. — Le congrès des Etats-Unis vote le budget militaire, soit 15 milliards et demi de dollars.

JEUDI 20 OCTOBRE. — A. Flushing-Meadows, l'Assemblée générale de l'O.N.U. élit la Yougoslavie au Conseil de sécurité.

VENDREDI 21 OCTOBRE. — L'Assemblée Nationale investit M. René Mayer.

SAMEDI 22 OCTOBRE. — M. René Mayer renonce à former le gouvernement.

Réunion du Comité confédéral national de la C.G.T.-F.O.

Congrès constitutif de la Confédération du travail indépendant.

DIMANCHE 23 OCTOBRE. — M. Georges Bidault est désigné pour former le gouvernement.

Le C.C.N. de la C.G.T.-F.O. vote le principe de la grève générale de 24 heures.

MARDI 25 OCTOBRE. — L'U.R.S.S. demande le rappel de l'ambassadeur yougoslave à Moscou.

JEUDI 27 OCTOBRE. — M. Georges Bidault est investi par l'Assemblée Nationale et forme le gouvernement.

L'attaché militaire français et son secrétaire sont expulsés de Tchécoslovaquie.

Grave incident de frontière entre la Hongrie et la Yougoslavie.

VENDREDI 28 OCTOBRE. — Débrayage de 2 heures dans la métallurgie du Nord.

Aux usines Renault, manifeste commun des syndicats C.G.T. et C.F.T.C.

Le Paris-New-York s'écrase dans les Açores avec 48 passagers.

A Londres, la Chambre des Communes approuve le nouveau programme d'économies.

DIMANCHE 30 OCTOBRE. — Conférence du mouvement socialiste français pour les Etats-Unis d'Europe.

LUNDI 31 OCTOBRE. — Réunion du Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique. M. Hoffman déclare que l'unification de l'Europe doit être faite par les Européens eux-mêmes.

Le congrès constitutif de la nouvelle Internationale syndicale

Il doit se tenir à Londres du 28 novembre au 9 décembre. Voici, d'après *le Peuple*, de Bruxelles (30 octobre) quelques renseignements intéressants :

Le mouvement syndical britannique termine les préparatifs en vue du congrès syndical mondial, où sera constituée une nouvelle Fédération Syndicale Internationale.

Ce congrès s'ouvrira à Londres, le 28 novembre. Il durera jusqu'au 9 décembre. Il sera appelé à ratifier le projet de règlement, à élire ses dirigeants et ses organes exécutifs. Enfin, il devra déterminer le plan d'action de la nouvelle Internationale qui groupera les mouvements syndicaux démocratiques et libres de toutes attaches avec les Etats totalitaires.

Soixante-trois centres syndicaux, quarante-trois organisations nationales et dix-huit secrétariats ouvriers internationaux — ou internationales professionnelles — établis dans cinquante-cinq pays et dix-neuf territoires coloniaux ont été invités.

Le congrès siégera au County Hall. C'est dans ce local qu'eut lieu, en février 1945, une tentative de créer une Fédération syndicale mondiale, qui devait grouper également les syndicats de l'U.R.S.S. et des pays satellites.

La nouvelle Internationale sera constituée par des syndicats indépendants des rouages étatiques ou d'une grande puissance quelconque. Elle n'aura en vue que les intérêts du monde des travailleurs. Elle luttera contre le travail forcé qui est en vigueur dans tous les pays de dictature. Elle représentera le mouvement syndical libre dans toutes les manifestations internationales touchant à la condition sociale et économique de la classe ouvrière.

Chaque organisation qui sera représentée à Londres doit déposer une somme équivalant à trois mois de cotisations des membres qu'elle représente. Ce dépôt n'est pas seulement une garantie de la bonne foi du mouvement syndical unifié, il contribue à fournir à la nouvelle Fédération mondiale du Travail libre les ressources dont elle a besoin pour se mettre immédiatement au travail.

L'ordre du jour du congrès prévoit une discussion des exigences du mouvement syndical libre, relativement à ses tâches, ses responsabilités et sa fonction dans le monde actuel.

Il comportera aussi l'examen des rapports entre la nouvelle Fédération mondiale et les Secrétariats ouvriers internationaux. Au cours des travaux préparatoires qui ont précédé la convocation du congrès à Londres, on a nettement reconnu que le fonctionnement satisfaisant de la nouvelle Fédération dépendra des dispositions prises pour une collaboration efficace avec les Secrétariats ouvriers.

Le syndicalisme indien et le problème de l'Asie

les, oct. et nov.). Nous reproduisons quelques-unes de ses conclusions :

En conclusion, je voudrais formuler un certain nombre de propositions pratiques :

1) Le Congrès national indien des syndicats (I.N.T.U.C.) et le Hind Mazdoor Sabha (1) devraient être admis dans la nouvelle Internationale syndicale qui sera organisée prochainement. Au sein de la nouvelle Internationale, les deux organisations devraient avoir les mêmes droits.

2) Inspirés d'un sentiment d'amitié sincère à l'égard du gouvernement de l'Inde et prêts à soutenir ses efforts en vue d'assurer la prospérité économique et le progrès social, nous tenons à lui indiquer combien il est nécessaire qu'il s'efforce de faciliter et d'encourager la création d'un mouvement syndical vraiment libre dans l'Inde qui constituerait le bastion le plus puissant de la démocratie.

3) L'A.F. of L. devait établir un bureau dans l'Inde en vue d'entretenir des rapports avec le jeune mouvement syndical de ce pays et d'assurer une collaboration efficace avec celui-ci.

4) Il serait désirable d'organiser, entre l'Inde et les Etats-Unis, un échange de visites d'ouvriers et de responsables syndicaux. Un tel échange aiderait à éliminer graduellement certains préjugés qui malheureusement existent encore et permettrait aux organisations syndicales de nos deux pays d'échanger leurs expériences et de se soutenir mutuellement.

5) Il faut essayer de faire comprendre aux ouvriers et aux citoyens démocratiques de la grande République indienne que les conventions collectives librement conclues — et non l'arbitrage obligatoire de l'Etat — forment la meilleure base d'une législation ouvrière intelligente.

6) Il est extrêmement urgent que la situation difficile de l'industrie et de l'agriculture dans l'Inde soit allégée. Les ouvriers organisés des Etats-Unis devraient demander que l'aide américaine soit accordée à l'Inde afin que le peuple indien puisse atteindre un standard de vie plus élevé et obtenir de meilleures conditions de travail.

7) Nous devons élaborer un programme de relations culturelles entre le peuple américain et, plus particulièrement, les ouvriers américains d'une part, et le peuple et le mouvement ouvrier de l'Inde d'autre part ; dans le cadre de ce programme devrait être prévue, entre autres, la publication d'une documentation objective sur la situation des ouvriers américains et les conditions économiques, sociales et culturelles existant aux Etats-Unis.

8) Le monde occidental doit accepter le fait que l'attachement au droit de disposer d'eux-mêmes détermine, à l'heure actuelle, l'attitude de des peuples asiatiques — à savoir, le mouvement en faveur de la justice économique et sociale et l'hostilité à l'égard de toute continuation de la domination par des Européens et par des blancs en général. Si nous ne renonçons pas aux méthodes du passé en Indonésie, en Indochine, dans l'Afrique du Sud et dans notre propre pays, il nous faudra abandonner tout espoir de pouvoir retenir ce qui reste de l'Asie dans le camp démocratique. Les préjugés raciaux et la domination étrangère de peuples coloniaux sont constamment invoqués en tant qu'arguments contre la démocratie occidentale. La position qui fut adoptée par l'A. F. of L. à l'égard de la situation en Indonésie a fortement contribué à renforcer en Asie les sympathies pour le mouvement syndical américain. La même attitude vigoureuse doit être le trait caractéristique de notre lutte contre les préjugés raciaux, aussi bien dans notre propre pays qu'à l'étranger. La politique étrangère américaine devrait refléter le fait que les Etats-Unis se trouvent à l'avant-garde dans la lutte pour la liberté des peuples coloniaux.

(1) Le Hind Mazdoor Sabha fut organisé par le Parti socialiste en 1948 ; la même année, la Fédération indienne du Travail dont les dirigeants étaient pour la plupart des disciples de N. M. Roy adhéra au Hind Mazdoor Sabha.

Au retour d'un voyage d'études pour l'A.F. of L., Irving Brown a publié deux articles sur le syndicalisme dans l'Inde (Nouvelles internationales, oct. et nov.).

Les ouvriers américains en sont toujours à la bombarde à pierre !

lisme », un article contre les grèves, dont voici la conclusion :

Il n'est pas vrai que la grève soit l'arme par excellence de la classe ouvrière. Elle l'a été en un temps où les ouvriers privés du droit de vote, privés du droit de s'associer, privés du droit de s'instruire, privés du droit de participer activement à la gestion de leur pays, n'avaient d'autre moyen de se faire entendre que de se taire en croisant formidablement leurs bras.

Mais aujourd'hui, alors que les ouvriers sont pourvus de moyens d'action bien plus efficaces et bien moins dangereux pour tous, il est incompréhensible qu'on ne dise pas que la grève est une arme périmée, quelque chose comme une bombarde à pierre au temps de l'électricité.

Il est arrivé qu'on se moquait des généraux qui préparaient toujours la prochaine guerre selon les méthodes de la guerre passée. Nous aimerions que la tactique et la stratégie des responsables de la lutte sociale soient pensées selon les conditions de 1950, et non selon celles de 1830.

Ainsi donc, les ouvriers américains qui emploient présentement la grève à jet continu, aussi bien la grève limitée et de longue durée comme celle des imprimeurs de la *Chicago Tribune* qui a duré plus d'un an, que celles qui touchent des centaines de mille d'ouvriers, et ne peuvent se prolonger bien longtemps sans arrêter toute activité économique, comme celle des aciéries ou des charbonnages, n'agissent ainsi certainement que parce qu'ils sont « privés du droit de vote », « privés du droit de s'associer », « privés du droit de s'instruire », etc.

En tout cas, il faut convenir que s'ils en sont encore au temps de la bombarde à pierre, cette bombarde ne leur réussit pas trop mal, même au temps de l'électricité !

Oh ! ce mépris admirable que professent les « réalistes » pour les réalités les plus manifestes !

ENTRE NOUS

AUTOUR D'UN ANNIVERSAIRE

— Le meilleur moyen de fêter le 25^e anniversaire de la Révolution prolétarienne, nous a dit un camarade quelque peu grincheux, ce n'est pas de se réunir autour d'une table de restaurant, où, pour un prix élevé, nous n'aurons que maigre chère, — le meilleur moyen de fêter cet événement, c'est de procurer à la R.P. les quelques centaines d'abonnements nouveaux dont elle a besoin, pour se maintenir, pour équilibrer son budget, pour envisager de nouveaux développements.

— Bien sûr, cher ami. Ça nous plairait énormément. Nous avons même l'idée de commencer notre vingt-cinquième année par un « lancement » — un lancement modeste, certes, car nos moyens sont limités, mais, tout de même, un effort pour essayer de sortir de notre piétinement. Car, c'est un fait, nous piétons. Et qui n'avance pas recule ! Ce qui ne nous empêchera pas, si nous trouvons l'oiseau rare — je veux dire le restaurateur qui nous servira un repas passable pour peu d'argent — de fêter, en famille, notre vingt-cinquième année. Ce contact nous sera certainement utile, car, au plaisir de se revoir, de se sentir les coudes pendant quelques heures, s'ajoutera, nous en sommes sûrs, le désir de « faire quelque chose » pour notre « vieille R.P. » ! Seulement, voilà, nous n'avons pas encore trouvé le restaurant en question. Et c'est seulement dans notre numéro de décembre que nous pourrions donner les indications utiles.

A bientôt, donc...

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton - PARIS-XII^e



D'où vient l'argent ?

MOIS D'OCTOBRE 1949

RECETTES

Abonnements			
Ordinaires	73.010		
De soutien	4.900	=	77.910
Souscriptions			7.925
Vente au numéro			2.985
Publicité et divers			7.030

Total des recettes 94.980
En caisse au 1^{er} octobre 149.910

244.840

DEPENSES

Impression			
Solde d'août	8.350		
N ^o de septembre	48.838	=	57.188
Frais généraux			
P. T. T.	6.748		
Divers	1.331	=	8.077
Solde			65.265
En espèces	4.980		
Chèques postaux	174.595	=	179.575

SOUSCRIPTIONS

André Gousson (Paris) 100 francs ; J. Roux (Deux-Sèvres) 100 ; P. Blanchet (Rhône) 200 ; R. Pecthler (Doubs) 50 ; L. Bigal (Haute-Loire) 15 ; R. Nouvelle (Seine-et-Oise) 100 ; P. Desvalois (Haute-Vienne) 100 ; P. Colson (Oise) 100 ; M. Belle (Isère) 100 ; G. Cavalier (Alger) 200 ; J.-M. Lesperrier (Aisne) 100 ; R. Lapeyre (Seine-et-Oise) 100 ; H. Denayer (Nord) 50 ; M.-L. Giroud (Haute-Savoie) 100 ; F. Brut (Paris) 100 ; L. Nédelec (Seine-Inférieure) 100 ; G. Marc (Finistère) 100 ; Leral (Seine) 50 ; Elchita (Paris) 200 ; A. Pelletier (Seine) 500 ; R. Germain (Belgique) 500 ; Maître (Paris) 200 ; J. Buissonnière (Allier) 100 ; A. Cohen-Scall (Alpes-Maritimes) 100 ; G. Thomas (Indre) 20 ; R. Cuchet (Isère) 200 ; L. Palot (Seine) 70 ; A. Descourtieux (Paris) 600 ; M. Blanc (Hautes-Pyrénées) 100 ; V.

B. (Tunis) 100 ; M. Bayard (Côte-d'Or) 200 ; R. Plassay (Seine) 100 ; E. Lagrange (Creuse) 100 ; E. Sauve (Dordogne) 200 ; F. Martin (Drôme) 200 ; F. Longère (Rhône) 100 ; H. Grenet (Seine) 20 ; E. Calvel (Paris) 100 ; M. Sermany (Paris) 100 ; Duyck (Paris) 500 ; U. Theuil (Vaucluse) 50 ; L. Février (Isère) 100 ; H. Tronchon (Maroc) 100 ; Aubréas 100 ; Chambon (Paris) 500 ; G. Jamin (Saône-et-Loire) 100 ; L. Leclercq (Jura) 200 ; G. Thomas (Saône-et-Loire) 100 ; Mondet (Drôme) 100 ; J. Lagain (Seine) 100 ; Pierre Dartin (Drôme) 400. — Total : 7.925 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Jean Cornet (Paris) 1000 ; U. Thevenon (Loire) 2000 ; F. Liebaers (Belgique) 1000. — Total : 4.000 francs.

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

GUY VINATREL

L'U. R. S. S.

concentrationnaire

Travail forcé, esclavage
en Russie soviétique

100 témoignages de rescapés de
l'enfer stalinien

150 francs — Franco : 170 francs

DÉPÔTÉ EN VENTE 15, BOULEVARD DE LA HOUCHEVILLE
PARIS 15^e (Métro : Sèvres - Babouin)

Un cadeau pour un militant

Un livre pour un militant

Un cadeau pour un parent

Un livre pour un parent

Un cadeau pour un enfant

Un livre pour un enfant

s'achète à

La Documentation Economique et Syndicale

Coopérative d'Édition et de Librairie

198, AVENUE DU MAINE, PARIS-XIV^e

Tél. : SUFFren 66-71. C. C. P. PARIS 5450.00

Expédition en province — Port à la charge du destinataire

VIENT DE PARAITRE

PAUL RASSINIER

PASSAGE DE LA LIGNE

Du vrai à l'humain

Aux Editions Bressanes, un volume de 200 pages in-8
coquille 300 fr.

L'ouvrage porte en exergue ce simple avertissement de l'auteur :

« Avec une grande abondance de détails et plus ou moins de bonheur ou de talent, un certain nombre de témoins ont fait, depuis la Libération, le tableau des horreurs des camps de concentration. Il ne peut avoir échappé à l'opinion que l'imagination du romancier, les accès de lyrisme du poète, la partialité intéressée du politicien ou les relents de haine de la victime servent tour à tour ou de conserve de toile de fond aux récits jusqu'ici publiés. J'ai pensé, pour ma part, que le moment était venu d'expliquer ces horreurs avec la plume froide, désintéressée, objective, à la fois impartiale et impitoyable, du chroniqueur — témoin, lui aussi hélas ! — uniquement préoccupé de rétablir la vérité, à l'intention des historiens et des sociologues de l'avenir. »

Paul Rassinier s'est attaché à démontrer :

- 1) Que les camps de concentration sont un moyen de gouvernement et que ce moyen n'est pas propre à l'Allemagne hitlérienne ;
- 2) Que c'est seulement la guerre qui leur a donné un caractère un peu particulier dans ladite Allemagne ;
- 3) Que les horreurs dont ils ont été le théâtre sont autant le fait des communistes que des SS, c'est-à-dire « d'une humanité à laquelle le régime ne permet d'arriver à la conscience d'elle-même que sur un fond de perversité » ;
- 4) Que le système policier et pénitentiaire de tous les pays du monde suppose le camp de concentration dans des formes à peine différentes de celles qu'il a connues en Allemagne, à un moment donné de leur évolution économique et politique. Par voie de conséquence, le dogme de la responsabilité individuelle dans une collectivité et de la responsabilité d'une nation au sein de l'ensemble des nations est remis en cause.

« PASSAGE DE LA LIGNE » est, sous la forme d'une chronique explicative du phénomène « Camp de concentration », le réquisitoire objectivement circonstancié d'un pacifiste et d'un socialiste internationaliste, contre le juge et le soldat. Il est aussi, sur ce sujet qui reste d'une brûlante actualité, le premier témoignage froidement et calmement écrit contre les sollicitations du ressentiment et de la haine imbécile ou chauvine.

EN VENTE :

- Aux Editions Bressanes, 8, Place de l'Hôtel-de-Ville, à Bourg-en-Bresse (Ain).
- A la Librairie Populaire, 61, Rue La Fayette, Paris (10^e).
- Dans toutes les Librairies.
- Et chez l'auteur, à Mâcon. — C.C.P. Lyon 724-98.